21e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - JUILLET 1978

N° 77

Le numéro : 8 F - Belgique : 80 FB - Italie : 1.400 Lires - Suisse : 5 FS - Portugal : 40 esc.
Price per copy : U.K. : 80 p. - U.S. and Canada : $ 1.50

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **L'agression française en Afrique aura son retour de flamme** 1
- **Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe** 7

L'AFRIQUE, PROIE DES IMPÉRIALISMES

II. L'exploitation financière de l'Afrique 27

- **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. — VI. La Polémique Préobrajensky-Boukharine** 63
- **Sur la révolution en Amérique Latine** 81

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme

La succession accélérée des interventions militaires en Afrique, au Zaïre, puis en Mauritanie et au Tchad a déchiré brutalement le voile d'ignorance et d'oubli derrière lequel l'impérialisme français parvenait à cacher, avec la complicité de tous les partis politiques officiels et surtout « ouvriers », le pillage et l'oppression auxquels il se livre sans retenue, et le martyre qu'il fait subir aux populations asservies d'Afrique.

Dans le vaste raz-de-marée d'émancipation nationale et bourgeoise provoqué par le séisme de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme français avait été chassé d'Asie sous les coups de la révolution indochinoise et mis à mal en Afrique du Nord sous les coups de l'insurrection algérienne. Mais la mort brutale de la IV[e] République et le retour massif des colons d'Algérie ont caché le fait que l'indépendance accordée un peu plus tôt au Maroc et à la Tunisie afin de concentrer ses efforts sur la sauvegarde du joyau colonial algérien, et surtout l'affranchissement de l'Afrique noire n'avaient été que formels.

L'ouverture de la France sur l'Europe, avec le Marché Commun — agricole et industriel — et les incantations anti-américaines du général de Gaulle à Pnom-Penh contribuèrent également à faire sombrer dans l'oubli cette Afrique meurtrie d'où la France donnait l'impression de se « désengager », semblant ne montrer les griffes, comme au Gabon ou au Tchad, que pour mieux assurer son départ.

En réalité, derrière ces apparences, la scène et le décor du drame actuel de l'agression de l'impérialisme français en Afrique se mettaient en place. D'un côté, en effet, le pillage du continent continuait, même s'il avait cours dans des formes plus modernes, grâce auxquelles il cherchait à se débarrasser — bien qu'il n'y soit pas parvenu partout — de la vieille enveloppe de l'esclavage colonial, et à appliquer plus « intelligemment » la pression grandissante — économique et politique — de l'impérialisme.

De l'autre côté, en dépit du fait que la « zone de sécurité » de sa marine aille des Antilles à l'Océan Pacifique, l'impérialisme français n'est plus, comme l'Américain Kissinger le déclara sans ménagement en provoquant une levée de boucliers du front tricolore, des gaullistes aux soi-disant « communistes », qu'une « puissance régionale » : de fait, l'essentiel de sa zone d'influence s'inscrit dans la région englobant la Méditerranée, l'Afrique et l'Océan Indien.

La crise internationale devait révéler cette double réalité, en rendant manifeste la tendance de l'impérialisme français à se replier relativement sur ses chasses gardées africaines, et à les défendre par tous les moyens économiques, politiques et militaires, tant contre les « concurrents » que contre la « subversion ». La récente intervention au Shaba est à cet égard d'une aveuglante clarté (1).

Or voici que le drame se noue dans une atmosphère sociale et internationale considérablement chargée, qui lui donne une intensité particulière. Le retard de la vague d'indépendance au sud du Sahara avait dans une certaine mesure également retardé dans cette zone les grandes querelles entre brigands impérialistes. Avec la chute de l'empire colonial portugais, le vrai repartage du continent est désormais ouvert. Mais il démarre en grand précisément au moment où la crise économique mondiale accentue la course aux matières premières — dont ce continent est immensément riche — aiguise la concurrence économique, exacerbe les conflits d'influence politique et stratégique, ainsi que les querelles militaires, et ramène avec elle le spectre d'une nouvelle guerre mondiale.

De plus, la lutte titanesque pour la domination du monde que se livrent les deux super-monstres étatiques du capital, qui masquent leurs faces hideuses de marchands d'esclaves sous les plis des drapeaux d'une hypocrite défense des droits de l'homme d'un côté, d'un faux anti-impérialisme de l'autre, se répercute sur la scène de notre drame. Non seulement parce que les voies maritimes de la Méditerranée, de la Mer Rouge et de l'Océan Indien sont devenues zone stratégique vitale de défense et d'expansion pour l'impérialisme russe, en même temps que le contrôle du Moyen-Orient, de l'Océan Indien et de l'Afrique australe est devenu de son côté indispensable à l'approvisionnement des Etats-Unis en pétrole et en matières premières et à son agression à l'égard de la Russie. Mais encore parce que l'enjeu fondamental de la lutte entre les chefs de file des deux camps impérialistes en présence, qui ont leurs armées face à face au cœur de l'Allemagne, est justement le contrôle de la vieille Europe surpeuplée, surindustrielle et aussi — à leur goût — surprolétarienne, et que le contrôle de l'Europe passe aussi par le contrôle de ses approvisionnements en matières premières et en pétrole.

On comprend alors que cette vaste aire géographique dont le centre géométrique se situe vers l'intersection de la frontière entre le

---

(1) Voir à ce sujet les articles parus dans *Le Prolétaire* nos 268 et 269.

Soudan, la Centrafrique et le Zaïre devienne un *terrain privilégié* de la préparation d'un futur conflit impérialiste.

En effet, la zone d'influence de l'impérialisme français se trouve incluse dans cette zone grosse de tempêtes sociales et de heurts entre impérialismes, où toute modification de la situation menace directement ses intérêts : d'abord à cause de la concurrence commerciale et financière grandissante de l'Amérique et de l'Allemagne, alors que la France est le premier pilleur et exploiteur de l'Afrique ; ensuite à cause de la pénétration militaire soviétique, alors que la France est de par son dispositif stratégique la première puissance militaire occidentale agissant directement dans cette zone ; enfin, à cause des luttes d'indépendance et des luttes sociales qui risquent en s'étendant de dresser contre la France les masses opprimées de ses chasses gardées, ce qui fait d'elle le gendarme du continent.

La formidable contradiction dans laquelle se débat l'impérialisme français tient au fait qu'il est le défenseur le plus acharné du *statu quo* économique, politique, social et militaire, précisément dans la zone qui va selon toute probabilité être soumise dans les années qui viennent aux séismes politiques, sociaux et militaires les plus violents. L'impérialisme français vieillissant a essuyé une défaite en Indochine, une autre en Algérie. La prochaine aura pour théâtre l'ensemble de l'Afrique. Comme il est la force la plus rigide dans une situation qui demande précisément la plus grande souplesse, notre diagnostic est qu'il devra casser.

C'est bien cela qui préoccupe la bourgeoisie française lorsqu'elle reconnaît avec Giscard que la déstabilisation de l'Afrique entraînerait celle de l'Europe et en particulier de la France. Mais ce qui effraie nos ennemis est en l'occurrence de nature à nous réjouir, nous, communistes révolutionnaires.

Nous savons que le pillage des pays dominés est une des sources qui alimente la paix sociale des métropoles industrielles, mais aussi que l'asservissement du prolétariat se nourrit de la force du militarisme et de l'oppression politique sur des nations plus petites, du poison de la supériorité nationale et raciale entretenu par la bourgeoisie et ses agents dans les rangs ouvriers. Aussi savons-nous que le déclin d'un impérialisme est une condition favorable à la lutte de la classe ouvrière qu'il maintient en esclavage, puisqu'il affaiblit les amortisseurs de cette lutte. Le vaste mouvement de Léopoldville n'a-t-il pas eu son écho dans la grande grève des mineurs de Belgique ? Le résultat le plus direct de la mue du capitalisme français provoquée par le choc de la révolution algérienne n'a-t-il pas donné la grande grève de mai 68 ? Et surtout, le contrecoup de la vague d'indépendance en Guinée, au Mozambique et en Angola n'a-t-il pas été la mise en mouvement de toute la société portugaise et l'essor d'une grande vague d'agitation ouvrière, malheureusement là aussi encore contenue et finalement stérilisée par les drogues du démocratisme et du chauvinisme ? La reprise de la lutte de classe en Europe et particulièrement en France

serait donc considérablement facilitée par les revers de l'impérialisme français en Afrique. Surtout, une défaite militaire de l'impérialisme français, en provoquant des fractures dans l'appareil politique, bureaucratique et militaire bourgeois, donnerait une liberté de mouvement formidable à la classe ouvrière ; elle lui offrirait une chance historique d'avancer et de porter de dangereux coups à l'Etat bourgeois et de s'assurer une position favorable dans la lutte qui ne peut se terminer que par la destruction de cet Etat ou — de nouveau — par celle du prolétariat.

Mais il est certain que la classe ouvrière ne peut récolter les fruits de la défaite souhaitée de « son » impérialisme que dans la mesure où le parti prend une position tranchée de défaitisme dans les querelles entre les différents impérialismes et lutte résolument contre le pillage et l'oppression perpétrés par « son » propre Etat. Seule cette attitude permet de combattre les partis opportunistes et social-impérialistes qui paralysent la lutte ouvrière, la vident de toute portée classiste et empêchent ainsi toute issue révolutionnaire aux crises bourgeoises.

Naturellement, la lutte contre l'agression impérialiste de son Etat n'est pas réservée au prolétariat d'un seul pays : elle est l'unique attitude acceptable et compatible avec les principes du communisme dans tous les pays qui en oppriment d'autres. Par rapport à l'Afrique, la position est la même en Belgique contre les agressions belges, aux USA contre les menées américaines, en Russie contre les brigandages russes, en Allemagne et en Chine contre les attaques — même diplomatiques — de l'Allemagne et de la Chine, et ainsi de suite. Car le prolétariat international n'a pas à choisir un camp impérialiste contre un autre. « *La démocratie moderne,* disait Lénine pour parler en réalité du communisme, *ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que « l'une et l'autre sont les pires », si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, national-libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique* » (2).

Cependant le fait que l'impérialisme français soit le premier impérialisme en Afrique donne au prolétariat français une responsabilité plus grande, ce qui veut dire que toute réticence ou toute insuffisance dans l'accomplissement de son *devoir internationaliste* aurait des conséquences encore plus catastrophiques que partout ailleurs.

Si dans le pays qui lance le cri hypocrite de l' « Afrique aux Africains » prenait enfin corps une lutte prolétarienne conséquente arrachant le masque philanthropique de la « France éternelle » et combattant sans la moindre concession ses crimes impérialistes, quel impact pourrait avoir, en Russie par exemple, la propagande chauvine et impéria-

(2) Lénine, « Sous un pavillon étranger », *Œuvres,* tome 21, p. 143.

liste qui prend le voile mensonger de la libération de l'Afrique du joug de l'impérialisme ?

Dans aucun pays, le prolétariat ne peut attendre du prolétariat des autres ce qu'il doit faire *lui* pour contribuer à l'union internationale de la classe ouvrière, cet outil indispensable de la victoire de la révolution communiste. Mais il y a un domaine où les conditions historiques donnent à la classe ouvrière en France et plus généralement en Europe une responsabilité particulière, parallèle, dans une certaine mesure, à celle qui incombe aux prolétaires d'Amérique du Nord vis-à-vis des luttes sociales en Amérique latine.

La vague d'émancipation raciale et nationale qui agite l'Afrique australe risque fort de se propager dans la période qui s'ouvre à l'ensemble de l'Afrique noire, pour se fondre, à l'échelle du continent africain tout entier, avec une vague sociale où le prolétariat devra être poussé en avant en faisant valoir toujours davantage ses exigences propres, entraînant avec lui les masses plébéiennes des villes et les larges masses paysannes subissant de façon aggravée les conséquences de la crise capitaliste internationale. Or nous avons toujours avancé l'idée que la fin du cycle d'accumulation capitaliste et ses conséquences dans tous les domaines devait pousser la classe ouvrière des métropoles à se remettre en mouvement et nous luttons, il va sans dire, de toutes nos forces pour favoriser cette perspective. Cela signifie que mûrissent de nouveau les conditions de la *soudure* entre le mouvement prolétarien des métropoles capitalistes et le mouvement des prolétaires et masses opprimées des continents asservis. Et, justement, le Parti se trouve placé, en France, en un lieu vraiment important pour la réalisation de cette soudure.

Sans une lutte intransigeante menée en son cœur contre l'impérialisme français, l'Afrique se trouverait dans des conditions politiques plus difficiles pour que les noyaux de prolétaires qui devront se dresser en Afrique contre le capitalisme et l'oppression impérialiste puissent le faire *en toute indépendance de classe*, pour qu'ils parviennent à la conscience qu'ils n'ont pas à choisir entre l'une et l'autre bourgeoisie impérialiste qui *toutes sont les pires*, pour qu'ils arrivent à surmonter la méfiance explicable envers le prolétariat des métropoles impérialistes qui, battu et démantelé, a dû les laisser combattre seuls dans la « phase éruptive » de la révolution anticoloniale contre l'ennemi commun, pour qu'ils puissent prendre la tête des masses exploitées des villes et des campagnes, et puissent s'unir au prolétariat des grandes métropoles impérialistes dans une lutte internationale unique pour la révolution communiste.

Les communistes ne passent pas leur temps à se lamenter sur les sombres événements présents. Ils cherchent à déceler dans le drame d'aujourd'hui la promesse des victoires futures et consacrent leur pensée et leurs forces à les préparer.

Sommaires de notre presse internationale

EL PROGRAMA COMUNISTA Nº 27-28

— La evolución de las relaciones interimperialistas desde la última guerra

— Cuestión femenina y lucha de clase

— Las proezas del marxismo universitario : a propósito de las obras de Baran y Sweezy

— El « pensamiento de Mao » : expresión de la revolución democráticoburguesa en China y de la contrarrevolución antiproletaria mundial (I)

— Acerca de la revolución en América Latina

— El programa del Partido

COMMUNIST PROGRAMM No. 4

— Once Again the Alternative : War or Revolution

— The Myth of « Socialist Planning » in Russia

— Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle. Part IV. Proletarian Struggle and Violence

— TERRORISM AND COMMUNISM : ON THE EVENTS IN GERMANY
In Germany, a Holy Alliance Against Terrorism
Leaflets Distributed by Our Party
Today the Revolt of Baader, Tomorrow the Revolt of the Working Class
In Memory of Andreas Baader and His Comrades

— What Distinguishes Our Party

— Book Review : Proletarian Order

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM NR. 18

— DIE « THEORIE DER DREI WELTEN » :
Der Versuch, die imperialistische Epoche als Epoche bürgerlich-fortschrittlicher Bewegungen hinzustellen

— AUF DEM WEGE ZUR « KOMPAKTEN UND STARKEN » PARTEI VON MORGEN

— DIE « WETTBEWERBSFAHIGKEIT » ALS IDOL - DIE PROFITRATE ALS RELIGION

— Beilage : « PROLETARIER » Nr. 1

Le terrorisme
et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe

On ne peut porter sur le terrorisme individuel un jugement critique qu'en se plaçant du point de vue du marxisme, qui reconnaît dans la violence de classe l'accoucheuse de l'histoire et est seul capable d'y rattacher les épisodes sporadiques de violence prolétarienne contre l'oppression bourgeoise. Ce jugement critique doit tout d'abord montrer les causes sociales matérielles d'un phénomène qui reparaît régulièrement dans l'histoire de la lutte entre les classes, puis analyser son idéologie caractéristique, ses traits fondamentaux et ses variantes historiques, en se plaçant du *seul point de vue possible :* celui de la lutte de classe prolétarienne, c'est-à-dire d'une lutte qui *doit inévitablement finir par déboucher* sur une guerre ouverte dans laquelle le parti apportera l'organisation, l'orientation et la discipline, dans une situation objective certes lointaine mais à laquelle il doit se préparer dès aujourd'hui, politiquement avant tout, mais aussi matériellement.

Après les nombreux articles déjà consacrés à ce sujet dans notre presse (1), nous le reprenons ici à partir de larges citations de textes classiques du mouvement marxiste.

***

> « Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crise aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile [...] Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme » (2).

Dans ces lignes, Lénine condense les critères *de principe* fondamentaux dont doivent s'inspirer les marxistes pour juger les diverses

---

(1) Voir en particulier en français notre brochure *Violence, terrorisme et lutte de classe* qui rassemble un certain nombre d'articles et de tracts, et les articles *L'idéologie des Brigades Rouges* et *Critique du romantisme terroriste* respectivement dans les nos 264 et 265 du *Prolétaire.*

(2) *La guerre de partisans* (1906), *Œuvres,* tome 11, p. 222. La longue citation reproduite un peu plus loin se trouve pp. 215 et 216.

manifestations contingentes et immédiates du terrorisme, pour apprécier l'importance et le rôle de la « lutte armée des invididus ou groupes particuliers » au cours d'une succession de situations différentes mais toutes situées dans un processus inexorable qui, s'il n'est *pas toujours* la guerre civile, n'est *jamais* la paix sociale.

Lorsqu'il s'agit d'apprécier telle ou telle manifestation de « terrorisme », ces critères *de principe* interdisent d'avance toute tentative de fonder un jugement sur quoi que ce soit d'autre que *l'opposition irréductible et permanente à l'Etat de la classe dominante* qui caractérise les communistes. Ils interdisent non seulement d'adhérer ouvertement, comme l'opportunisme déclaré, au pacifisme social, mais également la tentative, plus subtile mais aussi funeste, d'esquiver le problème en renonçant à se placer ouvertement et constamment sur le terrain de la lutte de classe (même quand elle ne peut encore éclater en guerre directe) et de ses exigences implacables.

En fonction de ces critères, les marxistes ne peuvent pas plus « déplorer » le phénomène du terrorisme individuel qu'ils ne peuvent « déplorer » n'importe quelle autre manifestation de la crise endémique de la société bourgeoise. Ils doivent d'abord montrer ses causes matérielles et ses racines *historiques*, puis se poser la question suivante : que signifie ce phénomène du point de vue de la lutte de classe, non en général et dans l'abstrait, mais ici et maintenant ? Comment faut-il le considérer en fonction du développement de la lutte de classe qui, tôt ou tard (et, en ce qui concerne aujourd'hui, pas tout de suite) doit, « dans certaines périodes de crise économique et sociale aiguë » se tranformer en guerre civile ? Quelles *tâches* impose-t-il au parti, qui doit non pas « faire » mais *diriger* la révolution, lui donner (comme dit Lénine) son empreinte ? Quelle attitude impose-t-il à un parti qui sait d'avance qu'il n'atteindra ce but qu'à travers un parcours accidenté, fait de hauts et de bas, de « petits heurts » *élémentaires et spontanés* précédant la « grande bataille », et qui ne peut prétendre diriger cette dernière s'il ne s'y est préparé activement en s'efforçant de prendre la direction de ces combats avant-coureurs ? En particulier, comment doit-il répondre (sous peine de se suicider en tant que parti politique) à ceux qui réduisent toute la lutte de classe au terrorisme et en font le *seul et unique* moyen d'action du parti de classe — à supposer que dans une telle conception on puisse encore parler de parti ? Car si quiconque refuse la violence en général, la lutte armée en général, le terrorisme en général, est par définition *en dehors* du marxisme, il ne suffit pas de les revendiquer *en général*, c'est-à-dire de revendiquer la révolution en général, pour avoir le droit de s'appeler marxiste.

Une série de réponses insuffisantes

Les innombrables groupes dits de gauche prétendent bien répondre au « terrorisme en tant que méthode absolue » (ou « en tant que principe »). Mais en réalité, leurs réponses sont tout à fait insuffi-

santes et cachent autant d'échappatoires. C'est Lénine qui, dans le premier chapitre de *La guerre de partisans* citée plus haut, nous donne les indications nécessaires à cet égard. Il écrit :

« Commençons par le commencement. Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen de la question des formes de lutte ? En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les « invente » pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de *masse* qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera *inévitablement* l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, *s'instruit*, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre *faire la leçon* aux masses en leur proposant des formes de lutte imaginées par des « fabricants de systèmes » dans leur cabinet de travail. Nous savons [...] que la crise imminente nous apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne pouvons prévoir actuellement.

« En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect *historique*. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'a b c du matérialisme dialectique. A des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste ».

Ainsi, il ne suffit pas de répondre à l'idéologie terroriste : vous êtes pour la violence *individuelle* et nous pour la violence de classe, la violence *collective*, voilà ce qui distingue le marxisme de l' « aventurisme révolutionnaire ». Une telle formule, insuffisante sur le plan de la polémique, a aussi des effets négatifs sur la préparation révolutionnaire. Le grain de vérité qu'elle contient est que seule la violence exercée par le prolétariat est accoucheuse de l'histoire ; c'est-à-dire la violence de la seule classe révolutionnaire de la société capitaliste, qui, au cours de sa lutte tourmentée, s'est armée de l'organe parti indispensable pour centraliser tous ses efforts d'émancipation et diriger toutes ses poussées élémentaires, même « irrationnelles », vers l'objectif de la prise du pouvoir.

Il est vrai aussi, et les théoriciens du terrorisme anarcho-spontanéiste ne le comprennent pas, que cet objectif n'est pas accessible *à n'importe quel* moment. On ne peut y arriver qu'à travers une série de phases qui voient entrer en lutte non de petits groupes de conspirateurs ou d'audacieux, mais des masses toujours plus larges, mises en mouvement non point par la conscience ou un plan rationnel, mais par des déterminations matérielles. Il est incontestable, enfin, que la manifestation suprême de la violence de classe avant la conquête et l'exercice dictatorial du pouvoir, à savoir *l'insurrection*, ne peut être cet « art » qu'elle doit devenir pour emporter la victoire que dans la mesure où elle repose « *non pas sur un complot, non pas sur un parti* (3), *mais sur la classe d'avant-garde* » ; dans la mesure où elle prend appui sur « *l'élan révolutionnaire du peuple* » et sait saisir ce « *tournant dans l'histoire de la révolution montante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où les hésitations sont les plus fortes dans les rangs des ennemis et des amis de la révolution faibles, indécis et pleins de contradiction* ». Il est certain que le terrorisme ancien ou nouveau, du genre anarchiste fin XIX[e] ou Baader et Brigades Rouges, ignore totalement ces conditions car, comme nous le verrons, *il ne peut que les ignorer.*

Cependant la limite entre violence individuelle et collective n'a rien d'absolu. Quand, au cours de l'insurrection et dans le mouvement qui y porte, non seulement la classe d'avant-garde entre en lutte et se mesure avec l'adversaire, mais aussi autour d'elle toute une frange de couches et subdivisions du « peuple », c'est un pur sophisme que d'opposer la terreur individuelle à la terreur collective, et même de chercher une limite nette entre elles. C'est un sophisme de prétendre que dans le cadre d'un mouvement de masse et donc collectif comme celui-là, on peut exclure et éliminer des initiatives violentes et terroristes d' « individus ou de groupes particuliers » du prolétariat. C'est un sophisme de prétendre que le parti doit s'opposer à ces actions, au lieu de placer leur exécution sous son contrôle direct. Un sophisme digne des bavards et des révolutionnaires de salon, des maximalistes de l'autre après-guerre et de leurs descendants actuels, et qui ne sert qu'à renvoyer la violence révolutionnaire, la révolution et la dictature de classe au jour du Jugement Dernier.

En 1906, Lénine constate la multiplication d'interventions armées d' « *individus et de groupes particuliers* », qui avaient pour but de

(3) Il faut bien comprendre : ni sur un complot ni sur un parti, dans la mesure où les situations révolutionnaires ne se créent pas à volonté. Mais l'auteur de ces paroles (Lénine, *Le marxisme et l'insurrection*, 26-27/9/1917, *Œuvres*, tome 26, p. 13) est aussi celui qui a expliqué inlassablement aux camarades hésitants que, une fois ces conditions objectives réalisées, l'intervention du parti est indispensable pour orienter et discipliner le mouvement ; qui a montré la nécessité au sein du parti d'un organe spécial clandestin, conspirateur, militaire, chargé pratiquement de mettre en application « l'art de l'insurrection ». Ainsi, *il ne suffit pas* de dire que les marxistes repoussent le blanquisme : ils repoussent la conspiration élevée en schéma absolu et suprahistorique, mais doivent utiliser *aussi* des méthodes conspiratives ; nous le verrons en suivant les textes de Lénine et Trotsky, et l'histoire du parti bolchévique à la veille de l'Octobre rouge.

« *tuer certains individus, des officiers ou cadres de l'armée ou de la police* », ou encore « *de confisquer de l'argent appartenant soit à l'Etat, soit à des particuliers* » (4). Et à ceux qui, devant ces actes, s'indignent et crient avec horreur à l'anarchisme, au blanquisme, au terrorisme, il répond vertement : dans la situation actuelle, ces formes de lutte sont *inévitables*, et la tâche de la social-démocratie n'est pas de les fuir de peur d'en être désorganisée et démoralisée, mais au contraire de leur donner cette *organisation* qui, fatalement, leur manque, et de chercher à « *y jouer un rôle dirigeant* » (5).

De même en 1921, alors que le prolétariat italien menait une dure lutte de défense contre le fascisme sans cependant négliger les occasions propices à la contre-attaque, alors que les maximalistes signaient avec les fascistes un « pacte de pacification », le Parti Communiste d'Italie dénonçait leurs arguments hypocrites :

> « Le socialisme révolutionnaire reconnaît que, *à un moment déterminé de l'histoire* [...] le heurt entre les classes sociales prend la forme de la guerre civile. Cette guerre, faite avec toutes les armes, se manifeste d'abord épisodiquement, par des accrochages de patrouilles qui augmentent en nombre, élargissent leur activité et leur vigueur agressive. Il y a des gens qui voudraient dicter des règles de chevalerie à cette guerre. L'expérience de la lutte et celle des révolutions passées et récentes montrent à quel point cette tentative est infantile et loin de la réalité anxieusement vécue sur le terrain de l'action.
>
> « Distinguer dans cette guerre la violence collective de la violence individuelle, c'est ergoter sur la possibilité d'un combat dont la violence individuelle pourrait être éliminée ; et, le plus souvent, *cela signifie ne pas vouloir mener cette guerre.* Vous êtes carrément contre la guerre civile, autrement dit vous niez la lutte de classe — puisque pour des socialistes la lutte de classe ne peut pas ne pas déboucher, vu les raisons mêmes qui l'engendrent, sur la guerre civile ? Alors vous devez le dire clairement au prolétariat, comme les hommes de la droite socialiste ne l'ont que trop souvent fait. Mais si on reconnaît la nécessité historique de la guerre civile, il faut l'accepter avec tous les excès qui l'accompagnent, *tout en tâchant de la diriger à travers une discipline politique et en prévoyant ses aboutissements* » (6).

A propos de ces « excès » si abondamment dénoncés par la propagande opportuniste, il faut rappeler les recommandations de Marx et Engels aux ouvriers montés sur les barricades de la révolution et bien décidés à ne pas se limiter aux objectifs fixés par la bourgeoisie dans la lutte commune contre l'ancien régime :

> « Bien loin de s'opposer aux prétendus *excès*, aux représailles de la vengeance populaire sur des individus haïs ou des édifices auxquels ne

---

(4) Sans parler des prises d'otages, de l'exécution d'espions ou de provocateurs, d'actions pour libérer des prisonniers politiques, etc. Nous y reviendrons.

(5) *La guerre de partisans op. cit.*, p. 226. En ce qui concerne cette question, on peut se reporter à l'article très détaillé et minutieux *Les objectifs des détachements de l'armée révolutionnaire* (1905), *Œuvres*, tome 9, p. 436.

(6) *Pendant qu'on prépare « l'expédition pacificatrice »*, article publié dans *Il Comunista* du 31-7-1921.

sont liés que des souvenirs odieux, il ne faut pas seulement tolérer ces représailles, mais prendre directement en main leur direction » (7).

On nous dira qu'il s'agissait là de situations bien différentes de celle d'aujourd'hui. Sans aucun doute. Et une des critiques que nous faisons au « terrorisme » classique ou actuel est justement qu'il est incapable de comprendre *à quels moments* la terreur individuelle a une raison d'être et qu'il l'érige en principe métaphysique, valable en toute circonstance et abstraction faite de toute base matérielle. Cependant le parti ne peut pas considérer uniquement le présent, puisqu'il a précisément pour tâche de construire dans le présent les conditions *subjectives* de la lutte révolutionnaire *future*. Il a donc le devoir de préparer dès aujourd'hui ses militants et l'avant-garde du prolétariat aux moments — proches ou éloignés, peu importe — où les actes « d'individus ou de groupes particuliers », spontanés ou organisés par le parti, auront leur raison d'être et ne devront pas être entravés par une répugnance soi-disant justifiée par les « principes ». Il a le devoir de les préparer à la solution « idéale » de ce problème, à savoir que ces actes soient *subordonnés* à son appréciation de la situation réelle et à sa stratégie générale ; mais aussi de les préparer à l'éventualité, *dans une certaine mesure inévitable*, que ces actes se produisent en dehors de son contrôle, comme manifestations de saine colère prolétarienne.

S'il ne suffit pas d'opposer la violence collective à la violence individuelle, il ne suffit pas non plus de rejeter la théorie du « geste exemplaire » caractéristique du vieux terrorisme et aussi, quoi qu'il prétende, de l'actuel. Là aussi on commet l'erreur symétrique de celle des idéologues de la « propagande par le geste », en transformant ce qui n'est qu'un moyen, et parfois un expédient, en une *entité*. Il est certain que ni le geste isolé du « dynamitero », ni l'écho moral que le coup d'éclat secouant l'inertie quotidienne est censé susciter dans la « conscience » des masses (du « peuple », pour employer un langage correspondant mieux au sujet), ne peuvent créer une situation révolutionnaire ou renverser l'appareil de domination de l'adversaire.

Mais cette critique parfaitement juste ne vise pas l'acte lui-même ; elle vise son idéalisation, sa justification théorique. Et les marxistes, précisément parce qu'ils possèdent les instruments théoriques qui les empêchent de tomber dans des idéalisations de ce genre, doivent aussi savoir reconnaître la valeur que ces actes peuvent prendre dans des phases données du heurt entre les classes. Plus encore qu'à intimider l'ennemi, ces actions même sporadiques peuvent servir à tremper la volonté des combattants prolétariens, à leur donner le sentiment de leur propre force et de la vulnérabilité de l'adversaire, à montrer aux exploités que le régime contre lequel ils se révoltent est puissant, certes, mais *pas tout-puissant ;* qu'il est dur à tuer, mais *pas immortel*. Par certains aspects et dans certaines limites, la lutte de classe obéit à des lois qui sont celles de toute guerre : on n'a pas

(7) Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes, 1850.

attendu notre époque « civilisée » pour découvrir l'effet que les actions d'intimidation ont sur l'attaquant comme sur l'attaqué ; et ce n'est pas pour rien que Marx et Engels nomment « *exemples* » les fameux excès, et appellent non à les déplorer, mais à les encourager et, si possible, à les diriger.

S'appuyant sur l'expérience vivante de la guerre civile, et en pleine cohérence avec l'action accomplie durant les deux années précédentes, le *Projet de programme d'action du Parti Communiste d'Italie* présenté au IV[e] Congrès de l'Internationale Communiste à la fin de 1922 affirme :

> « [Le fascisme] tend à démoraliser et à battre le prolétariat par la méthode terroriste, c'est-à-dire en donnant l'impression qu'il est invincible et qu'il est impossible de lui résister. Pour combattre ce processus de démoralisation de la masse, il est nécessaire de faire sentir au prolétariat qu'opposer force à force, organisation à organisation, armement à armement, n'est pas un mot d'ordre vague qui ne prendra effet que dans un avenir lointain, mais une activité pratique et réalisable, dont l'application permettra seule de préparer une reprise de l'action armée du prolétariat. Dans ce domaine d'activité, le Parti ne se pose pas de limites de principe, sinon en ce sens que toute action qui ne serait pas décidée par les organes compétents du Parti, et donc toute initiative individuelle, est à rejeter. Ceci ne veut pas dire qu'on renonce à l'initiative individuelle en tant qu'action destinée à frapper des individus donnés du camp adverse, ou bien en tant qu'action menée sur ordre du Parti par des camarades communistes isolés. Au contraire, l'action ne pourra mettre en jeu des groupes ou des formations militaires que dans les moments où les grandes masses se mettent en mouvement et entrent dans la lutte ; dans le cours ordinaire de la guérilla de classe, on doit organiser des actions d'individus, ou de petits groupes sélectionnés, soigneusement préparées de façon à éviter des conséquences défavorables. Une action de ce type visera non seulement les forces armées fascistes, mais d'une façon générale les biens, les institutions, les personnes de la classe bourgeoise et de tous les partis bourgeois. En règle générale il faut éviter de causer un trop grand dommage, direct ou indirect, aux intérêts des travailleurs ou des couches sociales neutres. Ces luttes doivent avoir pour objectif de répondre par des mesures de représailles à chaque coup de l'adversaire contre des institutions prolétariennes. Sur ce terrain, le Parti Communiste doit agir vis-à-vis de la bourgeoisie comme les formations fascistes le font vis-à-vis de la masse du prolétariat. Un corollaire de cette tactique est que dans la campagne antifasciste il faut se garder de faire le jeu du fascisme en insistant sur les atrocités et le caractère implacable de son action. Tout en lui attribuant toutes les responsabilités, il faut éviter de prendre une attitude larmoyante et donner au contraire le plus de relief possible aux actes de violence par lesquels nos forces, ou le prolétariat spontanément, répondent aux coups de l'ennemi » (8).

Répétons-le encore une fois : ce ne sont pas des critères moraux qui guident le parti de classe dans le choix de ses moyens d'action. Et il n'a pas non plus de recette infaillible pour défaire l'ennemi et

(8) Ce *Projet de programme d'action* a été publié intégralement dans le n° 67 de cette revue ; le passage cité ci-dessus se trouve p. 57.

vaincre à coup sûr. Mais dans l'offensive comme dans la défensive désespérée et jusque dans la défaite la plus douloureuse, il doit tendre à donner la plus grande efficacité aux facteurs « psychologiques » de la lutte sociale ; ces facteurs ont évidemment un poids très différent dans une agitation économique ou une grève et dans un épisode de guerre civile larvée ou ouverte ; mais ils interviennent dans *toutes* les situations et il faut toujours en tenir compte, non pour en faire un mythe comme l'idéaliste qui érige le terrorisme en *système,* mais bien pour les utiliser au mieux en tant que ressources tactiques.

En 1921, on a pu voir à quel point l'orientation dont relèvent les fausses critiques mesquines du terrorisme rappelées plus haut est non seulement insuffisante mais *dangereuse.* Par réaction contre la stupide théorie de « l'offensive *à tout prix* » dans la perspective de la crise finale et « irréversible » (certains adjectifs ont la vie dure !) du capitalisme, une aile du Parti Communiste allemand est tombée dans la plus défaitiste des positions défensives... à tout prix ! Bien entendu, elle a stigmatisé comme blanquisme, anarchisme, gangstérisme (9), les actions de terreur et de représailles que des noyaux de prolétaires traqués par la police, l'armée et la justice, organisaient ne fût-ce que pour se défendre et survivre — et malheur à eux s'ils ne l'avaient pas fait !

Du haut de la tribune du 3e Congrès de l'Internationale Communiste (1921), Lénine et Trotsky proclamèrent que s'il est imbécile de prêcher l'offensive *en permanence,* c'est de la trahison que de repousser l'offensive en général et « par principe » ; et tout en condamnant l'offensivisme érigé en absolu, l'Internationale rendit hommage aux actions « terroristes » de Max Hölz. Un parti qui doit diriger la classe dont la mission historique est *d'attaquer* l'ennemi et *de détruire* ses bastions centraux ne peut évidemment pas renoncer à l'attaque directe et armée sans se suicider, même s'il ne doit pas se croire obligé de s'y lancer à tout moment ! Mais la mise au point allait plus loin que ce rappel général : c'est une règle de guerre élémentaire — nul ne le savait mieux que Trotsky — qu'on ne peut se défendre efficacement si on renonce *a priori* à attaquer. Même dans une bataille défensive on ne peut donc écarter par principe des actions offensives, et leur opportunité ne doit pas être jugée en fonction d'un

(9) Comme d'habitude, ces clameurs étaient assorties (de la part de Paul Levi surtout) de mises en garde contre le danger de compromettre le parti avec le sous-prolétariat, les *Lumpenproletarier* et les voyous, le tout accompagné de citations mal digérées de Marx et Engels. En 1906 déjà, Lénine avait répondu :

« On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des déclassés, des ivrognes tombés dans la dégradation. C'est vrai. Mais de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette *dernière* condition n'est pas remplie, *tous* les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent » *(La guerre de partisans, op. cit.,* p. 226).

principe abstrait, mais d'une appréciation pratique. Un de nos textes fondamentaux développe cette position en plein accord avec l'Internationale :

« Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doive lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation. De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés à la « grande journée » où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de « gardes blancs » de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leur efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.

« Ce serait cependant mal interpréter les considérations qui précèdent que de considérer purement et simplement l'action du parti politique de classe comme celle d'un état-major, qui par sa seule volonté pourrait décider du mouvement des forces armées et de leur emploi ; et ce serait se fabriquer une perspective tactique imaginaire que de croire que le parti peut, après avoir créé un réseau militaire, déclencher l'attaque à un moment donné, lorsqu'il le juge assez développé pour pouvoir battre les forces de la défense bourgeoise.

« L'action offensive du parti n'est concevable que lorsque la réalité des situations économiques et sociales met les masses en mouvement pour résoudre des problèmes qui mettent en cause leur sort directement et sur la plus vaste échelle, en créant une agitation qui ne peut se développer dans un sens vraiment révolutionnaire qu'à condition que le parti intervienne en fixant clairement ses buts généraux et en l'encadrant dans une action rationnelle et bien organisée, y compris du point de vue de la technique militaire. Il est certain que la préparation révolutionnaire du parti peut commencer à se traduire dans des actions planifiées même lors de mouvements partiels des masses : ainsi, les représailles contre la terreur des gardes blancs, qui vise à donner au prolétariat le sentiment qu'il est définitivement plus faible que son adversaire et à le faire renoncer à la préparation révolutionnaire, sont un moyen tactique indispensable.

« Mais croire que par le jeu de ces forces, même extrêmement bien organisées et sur une vaste échelle, on peut changer les situations et provoquer, à partir d'une situation de stagnation, le déclenchement de la lutte générale révolutionnaire, est encore une conception volontariste qui ne peut ni ne doit avoir sa place dans les méthodes de l'Internationale marxiste. » (10)

---

(10) « Parti et action de classe », publié dans *Rassegna Comunista* du 31-5-1921. Traduit dans notre brochure *Parti et classe ;* le passage cité se trouve pp. 64-65.

Ce passage indique de façon limpide les considérations matérialistes qui guident les marxistes dans cette question de la lutte de classe comme dans toutes les autres. Il montre qu'on ne peut pas critiquer l'idéologie du terrorisme en s'en prenant à son arsenal de « règles de conduite » (qui, *dans un contexte donné,* sont inattaquables, et qu'il faut seulement remettre *à leur place),* ni en combattant les erreurs toujours récurrentes dans l'appréciation des rapports de force, mais qu'il faut l'attaquer dans ses fondements. Sinon, la critique tombe dans le *pacifisme* vulgaire et défaitiste, qui suscitait à juste titre la fureur du révolutionnaire qu'était Lénine.

Lorsque Fritz Adler assassine le 21 octobre 1916 le premier ministre autrichien Stürgkh, la réaction de Lénine est aux antipodes de tout pacifisme. Prenant la parole devant le congrès du Parti socialiste suisse, il laisse ouverte la question de savoir si, dans ce cas précis il s'agit d'une

> « application de la terreur, en tant que tactique (11) consistant à organiser systématiquement des assassinats politiques sans liaison avec la lutte révolutionnaire des masses, ou s'il ne s'agit que d'une initiative isolée marquant le passage de la tactique opportuniste non socialiste des social-démocrates autrichiens officiels, caractérisée par la défense de la patrie, à la tactique de l'action révolutionnaire de masse. »

Quoi qu'il en soit, il déclare :

> « En tout état de cause, nous sommes convaincus que l'expérience de la révolution et de la contre-révolution en Russie a confirmé la justesse de la lutte que notre Parti mène depuis plus de vingt ans contre la terreur en tant que tactique. Il ne faut pas oublier toutefois que cette lutte a été menée en relation étroite avec une lutte implacable contre l'opportunisme, qui était enclin à rejeter tout emploi de la violence par les classes opprimées contre les oppresseurs. Nous avons toujours été pour l'emploi de la violence, tant dans la lutte de masse, qu'en relation avec cette lutte. En second lieu, nous avons associé la lutte contre le terrorisme à une propagande de longue haleine, commencée bien avant décembre 1905 en faveur de l'insurrection armée. Nous considérions l'insurrection armée, non seulement comme la meilleure réponse du prolétariat à la politique du gouvernement, mais également comme le résultat inévitable du développement de la lutte de classe pour le socialisme et la démocratie. En troisième lieu, nous ne nous sommes pas contentés d'admettre le principe de l'emploi de la violence et de faire de la propagande en faveur de l'insurrection armée. Ainsi, quatre ans déjà avant la révolution, nous avons soutenu l'emploi de la violence par les masses contre leurs oppresseurs, notamment au cours des manifestations de rue. Nous nous sommes efforcés de faire

---

(11) On peut objecter que le terrorisme de type individualiste relève d'une stratégie plutôt que d'une tactique. Mais il ne faut pas oublier que Lénine parle ici en pleine guerre impérialiste, et dans l'hypothèse non seulement d'un *situation* révolutionnaire mais d'une *stratégie* révolutionnaire fondée sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile : c'est dans ce cadre qu'il s'agissait de définir les tâches tactiques de l'avant-garde prolétarienne et communiste en les plaçant sur le bon terrain ; en ce qui concerne les actes de terreur individuels ou collectifs, en les plaçant sur le terrain d'une liaison avec l'action de masse des prolétaires et des exploités en général, et non sur celui du « geste exemplaire ».

assimiler la leçon de chacune de ces manifestations par le pays tout entier. Nous nous sommes de plus en plus attachés à organiser une résistance ferme et systématique des masses à la police et à l'armée, à attirer par le moyen de cette résistance la plus grande partie possible de l'armée à prendre part à la lutte entre le prolétariat et le gouvernement, à obtenir de la paysannerie et de la troupe qu'elles participent consciemment à cette lutte. Telle est la tactique que nous avons employée dans la lutte contre le terrorisme et qui, nous en sommes profondément convaincus, a été couronnée de succès. » (12)

Ce bref rappel du processus de formation du parti bolchévique contient un certain nombre de formulations de principe fondamentales. Elles se rattachent à ce que nous avons déjà dit, et jettent un pont vers ce qu'il faut encore dire. Arrêtons-nous y donc.

Premièrement : la critique du terrorisme que, pour les raisons indiquées, il vaut mieux appeler « individualiste » plutôt qu'individuel, et, dans certaines circonstances, la lutte ouverte contre lui, n'est légitime et même obligatoire qu'*à condition* d'être reliée à la critique de l'opportunisme et, en toutes circonstances, à la lutte implacable contre lui. Il est significatif que Lénine indique ici comme trait distinctif de l'opportunisme le « refus de toute violence de la part des classes opprimées contre les oppresseurs ». Ceux qui adoptent cette position de refus n'ont donc aucun droit de critiquer le terrorisme, pas plus que ceux qui se prévalent de sa critique par Lénine mais ne frappent pas à coup redoublés sur l'opportunisme.

Deuxièmement : on ne peut pas mettre sur le même plan les deux « déviations » que le mouvement a dû combattre historiquement pour se donner une orientation et une solide organisation de classe — la déviation opportuniste et la déviation « terroriste ». De même, Lénine le montre en 1920, on ne peut mettre sur le même plan le « gauchisme, *maladie infantile* du communisme » et cette forme de *dégénérescence sénile* qu'est l'opportunisme pacifiste, légalitaire et réformiste. Dans cette dernière, en effet, il n'y a rien à récupérer, et tout est à rejeter. Dans la première on peut au moins, et ce n'est pas rien, sauver la revendication de la violence contre les oppresseurs ; bien entendu on ne peut la récupérer qu'en l'insérant dans le mouvement général et multiforme des masses prolétariennes et même populaires en général, en l'adaptant à son développement et à ses exigences, et en tendant à la soumettre au *contrôle* et même à *l'initiative consciente* du parti de classe. C'est seulement ainsi qu'on peut dissiper les idées fumeuses dont l'enrobent ses théoriciens, qui expriment la mentalité petite-bourgeoise et lui donnent inévitablement un caractère individualiste et velléitaire.

Troisièmement : les communistes ne se bornent pas à revendiquer *en principe* la violence « des opprimés contre les oppresseurs », comme une thèse générale astreignante seulement en théorie. A des degrés et sous des formes évidemment diverses, ils doivent étendre cette revendication à *tout l'arc* des manifestations de la lutte de classe, des

(12) *Discours au congrès du Parti socialiste suisse*, Zurich, 4 novembre 1916, *Œuvres*, tome 23, p. 135.

plus élémentaires aux plus complexes (13), jusqu'à leur aboutissement dans l'insurrection armée, et donc à la prise et à l'exercice du pouvoir. Ils doivent préparer idéologiquement les prolétaires à la nécessité de l'usage de la violence pour être ensuite en mesure — car c'est là l'important — de les y préparer *matériellement*. C'est pourquoi, dit Lénine, ils ne doivent pas hésiter à saluer comme digne de « toute notre sympathie » même un geste isolé, individualiste et entaché d'anarchisme comme celui de Fritz Adler *si*, à travers la réaction instinctive d'un militant ou d'un groupe de militants, il exprime la tendance de l'organisation politique prolétarienne à remonter la pente, et sa ferme décision de sortir du bourbier de l'opportunisme.

Quatrièmement : l'expérience russe, représentative d'un processus historique réel, montre précisément à quelle condition la « lutte contre le terrorisme » peut réussir et repousser ce phénomène à l'arrière-plan. Il faut pour cela que le mouvement ouvrier organisé s'élargisse, se ramifie et se renforce, que ses avant-gardes se portent sur le terrain de la lutte contre la classe dominante et son Etat, et que le parti de classe conquière une influence qui lui permette d'orienter et d'impulser cette organisation, de faire pénétrer dans tous ses secteurs la propagande et l'agitation pour les buts généraux du communisme, pour ses principes, son programme, sa tactique. Alors, le terrorisme en tant que phénomène spécifique tend à passer à l'arrière-plan, mais uniquement dans la mesure où le mouvement de classe et le parti lui ont repris la revendication de la violence en la transfigurant, dans la mesure où ils en font *un* des moyens tactiques exigés sous des formes et à des degrés divers par les diverses situations, et non plus *le* moyen unique et fondamental aux vertus miraculeuses. En d'autres termes, parce qu'en dépassant les limites étroites du terrorisme individualiste, on a pu sortir du cul-de-sac dans lequel il s'enferme.

Il ne faut pas oublier en effet que ce type de terrorisme apparaît historiquement dans des situations de crise interne profonde de la

(13) Dans le discours assez bref cité plus haut, Lénine parle seulement de « manifestations de rue », c'est-à-dire de quelque chose qui dépasse déjà notablement le niveau des luttes ouvrières immédiates. Mais nous avons déjà vu et verrons encore qu'il envisage aussi des actions plus modestes et sporadiques, à commencer par les piquets de grève, qui sont aussi une forme élémentaire, défensive, de violence.

Dans les *30 thèses sur les tâches des zimmerwaldiens de gauche dans le Parti socialiste suisse*, Lénine illustrera quelques mois plus tard le travail varié de propagande et d'agitation à développer dans tous les domaines pour porter les masses sur le terrain du défaitisme révolutionnaire. Il soulignera la nécessité *« de la création de groupes social-démocrates dans toutes les unités »* de l'armée ; il rappelle qu'il faut *« expliquer que l'usage des armes est historiquement inéluctable et légitime du point de vue du socialisme, dans la seule guerre légitime qui soit, celle du prolétariat contre la bourgeoisie pour libérer l'humanité de l'esclavage salarié »*. S'il suggère de faire de la *« propagande contre les attentats isolés »*, c'est seulement *« afin de rattacher la lutte de la partie révolutionnaire de l'armée au large mouvement du prolétariat et des exploités dans la population en général »*. Enfin, il appelle à intensifier la propagande qui *« recommande aux soldats de refuser l'obéissance quand la troupe est lancée contre les grévistes, et qui souligne la nécessité de ne pas se borner à un refus d'obéissance passif »*. (*Œuvres* tome 23, p. 158).

société, qui ébranlent des couches plus ou moins larges de la classe dominante et de ses sous-catégories, surtout parmi les intellectuels. Incapables de s'orienter dans le régime existant et de s'y faire leur place, ces catégories sont poussées à occuper la scène politique et sociale et — dans la mesure où *le mouvement organisé de la classe ouvrière, le seul révolutionnaire, fait défaut, reflue ou est trop faible* — à jouer un rôle éphémère d'avant-garde. En l'absence de la force polarisatrice du prolétariat moderne, ces couches sont abandonnées à leur spontanéité immédiate, et bougent dans le sens qui correspond à leurs motivations et à leur idéologie — idéaliste, volontariste et moraliste.

C'était le cas du terrorisme à base surtout populiste et blanquiste des années 1870 en Russie, ainsi que de ses variantes à base essentiellement anarchiste, qui se sont manifestées en France et en Espagne vers la fin du siècle, après l'écrasement de la Commune de Paris et des mouvements républicains espagnols en 1873-74.

Ou bien, et tel était le cas dans les années précédant la révolution de 1905 en Russie, de même qu'après 1905 et aussi *en partie* aujourd'hui, le terrorisme naît comme réaction « désespérée », à la fois politique et morale, à la prédominance des courants opportunistes au sein du mouvement ouvrier : « *l'anarchisme,* dira Lénine en 1920 (en englobant dans ce terme toutes les variétés de terrorisme non seulement anarchiste mais aussi populiste et blanquiste) *a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier. Ces deux aberrations se complétaient mutuellement* » (14). Le déclin du « vieux » terrorisme coïncide, au début des années 1890, avec l'extension et la radicalisation des grèves et la naissance des premiers groupes ou cercles marxistes ; celui du « nouveau » précède la révolution de 1905 et correspond à l'essor tant du mouvement ouvrier qui influence la paysannerie, que du parti de classe. L'histoire a ses lois inexorables — même si elles échappent aux théoriciens du terrorisme individualiste.

Une longue lutte sur deux fronts

Il est très important de voir comment, au sein du parti russe, la critique du terrorisme individualiste s'imbrique dans la lutte implacable contre les tendances opportunistes qui lui fournissent une justification objective. En 1898-1901, la rupture la plus nette et explicite avec la tradition anarchiste et blanquiste, terroriste et conspiratrice, fut une des conditions indispensables à la naissance du parti de classe. Mais au fur et à mesure qu'apparut la complexité des tâches des révolutionnaires marxistes, tant sur le plan de la perspective générale que sur celui de la tactique et de l'organisation, la question de la terreur révolutionnaire et de son usage sortit des brumes du passé pour être mise à sa juste place dans le cadre d'un mouvement étendu

(14) *La Maladie infantile, Œuvres,* tome 31, p. 26.

à toute la société et dans lequel la classe ouvrière assumait le rôle de *protagoniste* et de *guide.*

D'abord la rupture

Dans l'opuscule même qui, en 1898, précise la fonction du prolétariat et de son parti dans la révolution double, avec une netteté qui ne laisse pas le moindre doute sur la signification de la participation de la classe ouvrière à la révolution démocratique, on peut lire :

> « Les traditions du blanquisme, de la conspiration, sont terriblement fortes chez les partisans de la « Narodnaïa Volia », si fortes qu'ils ne peuvent se représenter la lutte politique autrement que sous la forme d'un complot politique. Or, les social-démocrates ne pèchent pas par cette étroitesse de vues ; ils ne croient pas aux complots ; ils pensent que l'époque des complots est depuis longtemps révolue, que réduire la lutte politique à un complot, c'est, d'une part, la rétrécir à l'extrême et, de l'autre, choisir les procédés de lutte les moins heureux. »

La critique est donc axée sur l' « étroitesse » de l'horizon des « conspirateurs par principe » et non sur son « illégitimité » ; sur l' « inadéquation » des moyens qu'ils adoptent — et non sur leur « inconsistance » dans l'absolu. Il fallait briser le cercle fermé de leur action et leurs postulats théoriques pour que puisse se développer l'activité multiforme des social-démocrates russes qui

> « consiste dans une activité de *propagande* visant à faire connaître la doctrine du socialisme scientifique, à diffuser parmi les ouvriers une conception juste du régime économique et social actuel, des fondements et du développement de ce régime, des différentes *classes* de la société russe, de leurs rapports, de la lutte de ces classes entre elles, du rôle de la classe ouvrière dans cette lutte, de son attitude envers les classes qui sont en déclin et celles qui se développent, envers le passé et l'avenir du capitalisme, — une conception juste de la tâche historique de la social-démocratie internationale et de la classe ouvrière russe. L'*agitation* parmi les ouvriers est en étroite relation avec la propagande ; elle [...] consiste en ceci que les social-démocrates participent à toutes les manifestations spontanées de la lutte de la classe ouvrière, à tous les conflits entre ouvriers et capitalistes au sujet de la journée de travail, des salaires, des conditions de travail, etc., etc. » (15)

En 1900, Lénine, qui a déjà tracé dans le *Projet de programme de notre parti* les lignes maîtresses du puissant travail de réarmement théorique du POSDR des années suivantes, affronte sans réticence dans *Les objectifs immédiats de notre mouvement* les problèmes délicats de la *« période d'hésitations, de doutes poussés jusqu'à la négation de soi-même »* que traverse la social-démocratie russe, et les

(15) Lénine, *Les tâches des sociaux-démocrates russes, Œuvres,* tome 2, pp. 347 et 335. Inutile de rappeler qu'à l'époque « social-démocrate » était synonyme de socialiste ou de communiste.

impute à l'orientation défectueuse de l'activité pratique du parti. Ces hésitations et ces doutes se manifestent soit par une tendance à « *dissocier le mouvement ouvrier du socialisme* », en aidant les ouvriers à mener la lutte économique *sans* leur expliquer « *les buts socialistes et les objectifs politiques du mouvement dans son ensemble* » ; soit, inversement, par la tendance à « *dissocier le socialisme du mouvement ouvrier* », en prétendant que puisque les ouvriers se bornent à la lutte économique, la lutte contre le gouvernement doit être menée par « *les intellectuels avec leurs propres forces* ». L'erreur économiste engendre par contrecoup l'erreur qui réduit la politique à l'activité conspiratrice, et vice-versa. La voie révolutionnaire exige de dépasser ces deux déviations et d'abolir le caractère unilatéral d'activités qui, encadrées dans un plan tactique général, ont *toutes* leur rôle à jouer :

> « *Aider au développement et à l'organisation politiques de la classe ouvrière, voilà notre premier objectif, notre objectif fondamental.* Quiconque le relègue au second plan et ne lui *subordonne pas tous les objectifs et les méthodes particulières* s'engage dans une voie fausse et porte un grave préjudice au mouvement. Or, c'est le cas, premièrement, de ceux qui appellent les révolutionnaires à combattre le gouvernement par le moyen de cercles isolés de conspirateurs, coupés du mouvement ouvrier. C'est le cas, deuxièmement, de ceux qui rétrécissent le contenu et l'ampleur de la propagande, de l'agitation et de l'organisation politiques, qui n'estiment possible et opportun de régaler les ouvriers de « politique » que dans des moments exceptionnels de leur vie, dans les grandes occasions [...]
>
> « La social-démocratie ne se lie pas les mains, ne borne pas son activité à un plan préconçu ou à un procédé de lutte politique préétabli ; elle admet *tous les moyens de lutte, pourvu qu'ils correspondent aux forces disponibles du Parti et permettent d'obtenir le maximum de résultats dans des conditions données.* Si le Parti est fort et organisé, une grève isolée peut se transformer en manifestation politique, en victoire politique sur le gouvernement. Si le Parti est fort et organisé, une insurrection locale peut prendre les proportions d'une révolution victorieuse. » (16)

En 1901, une fois définies les bases programmatiques du parti et les grandes lignes de sa tactique (« la tactique-plan » de *Que faire ?)*, le problème des tâches organisatives se pose avec urgence. Quel rôle joue de ce point de vue le terrorisme ? Cette fois encore, le problème n'est pas abordé dans l'abstrait mais en fonction de la perspective, des tâches et des buts généraux du mouvement, et du degré de développement de son organe de direction, le parti. C'est de ce point de vue que Lénine, dans *Par où commencer ?*, envisage le problème : un moyen tactique donné, le terrorisme par exemple, peut-il contribuer à renforcer le mouvement, ou risque-t-il au contraire de conduire à son affaiblissement ou même à sa destruction :

> « *Sur le plan des principes nous n'avons jamais rejeté ni ne pouvons rejeter la terreur.* C'est un des aspects de guerre, qui peut convenir

(16) *Œuvres*, tome 4, pp. 384 et 386 (souligné par nous).

parfaitement, et même être indispensable à un certain moment du combat, dans un certain état de l'armée et dans certaines conditions. Mais le fait est justement qu'*on nous propose aujourd'hui la terreur non point comme l'une des opérations d'une armée combattante, opération étroitement rattachée et articulée à tout le système de la lutte, mais comme un moyen d'attaque isolée, indépendant de toute armée et se suffisant à lui-même.* D'ailleurs, à défaut d'une organisation révolutionnaire centrale et avec des organisations révolutionnaires locales faibles, la terreur ne saurait être autre chose. C'est bien pourquoi nous déclarons résolument que, *dans les circonstances actuelles,* la terreur est une arme inopportune, inopérante, qui *détourne les combattants les plus actifs de leur tâche véritable et la plus importante pour tout le mouvement, et qui désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires* [...] Loin de nous l'idée de refuser toute importance à des coups héroïques isolés, mais notre devoir est de mettre en garde de toute notre énergie contre cet engouement pour la terreur auquel tant de gens sont si enclins aujourd'hui, au point d'y voir notre arme principale et essentielle. [...]

« L'objectif immédiat de notre Parti ne peut pas être d'appeler toutes les forces dont il dispose à se lancer dès maintenant à l'attaque, mais d'appeler à mettre sur pied *une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant non seulement en titre, mais réel, du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif* [...] » (17).

Ensuite, le dépassement du terrorisme individualiste sur un plan plus élevé

Le mouvement ouvrier ne peut dépasser et ne dépassera les limites étroites dans lesquelles l'enferme une vision liée aux circonstances immédiates et à leurs variations, qu'en dépassant son propre *immédiatisme spontané.* Les deux pôles de cette spontanéité, qui tendent tous deux à soumettre le mouvement à l'idéologie et donc aussi à la politique bourgeoise, sont précisément l'économisme et le terrorisme. Et le mouvement ouvrier ne peut la dépasser que grâce à l'assimilation du programme révolutionnaire marxiste, défendu avec une fermeté dogmatique et une constance inflexible, et *importé dans ses rangs* par un travail tenace du parti. Voici ce que dit Lénine dans *Que faire ? :*

« Nous avons confronté plus haut, dans une note, un économiste et un non-social-démocrate terroriste qui, par hasard, se sont trouvés être solidaires. Mais, d'une façon générale, il existe entre eux une liaison interne, non pas accidentelle, mais nécessaire [...] Economistes et terroristes d'aujourd'hui ont une racine commune, savoir ce *culte de la spontanéité* [...] Au premier abord, notre affirmation peut paraître

(17) *Œuvres,* tome 5, p. 15-16 (souligné par nous).

paradoxale, si grande semble la différence entre ceux qui mettent au premier plan « la lutte obscure, quotidienne » et ceux qui appellent l'individu isolé à lutter avec le plus d'abnégation. Mais ce n'est point là un paradoxe. Economistes et terroristes s'inclinent devant deux pôles opposés de la tendance spontanée : les économistes, devant la spontanéité du « mouvement ouvrier pur » ; les terroristes, *devant la spontanéité de l'indignation la plus ardente d'intellectuels qui ne savent pas ou ne peuvent pas conjuguer ensemble le travail révolutionnaire et le mouvement ouvrier* [...]

« L'activité politique *a sa logique, indépendante de la conscience de ceux qui, avec les meilleures intentions du monde, ou bien font appel à la terreur, ou bien demandent que l'on donne à la lutte économique elle-même un caractère politique.* L'enfer est pavé de bonnes intentions et, en l'occurrence, les bonnes intentions n'empêchent pas qu'on se laisse entraîner spontanément vers la « ligne du moindre effort » [...]

« [...] terroristes et économistes *sous-estiment* l'activité révolutionnaire des masses [...] les uns se lancent à la recherche d' « excitants » artificiels, les autres parlent de « revendications concrètes ». Les uns comme les autres ne prêtent pas une attention suffisante au développement de *leur propre activité* en matière d'agitation politique et d'organisation de révélations politiques » (18).

Dans les chapitres suivants (« De quelle organisation avons-nous besoin ? », « Organisation conspirative et démocratie ») Lénine montre dans quel cadre l'action terroriste individuelle cesse d'être ce qu'elle est spontanément, à savoir une manifestation d' « *aventurisme révolutionnaire* » : uniquement dans le cadre complexe et articulé de l'action du parti, conscient de *toute* la gamme de ses tâches et prêt à utiliser *tous* les moyens adaptés à une propagande et une agitation qui investissent *toute* la société, *tous* les rapports des classes entre elles et avec l'Etat, du parti qui travaille à « *rapprocher et fondre en un tout unique la force destructrice spontanée de la foule et la force destructrice consciente de l'organisation révolutionnaire* » :

« [...] une organisation révolutionnaire forte est absolument nécessaire justement pour donner de la stabilité au mouvement et le *prémunir* contre l'éventualité d'attaques irréfléchies. Maintenant que cette organisation nous manque et que le mouvement révolutionnaire spontané fait des progrès rapides, *on observe déjà* deux extrêmes opposés (qui, comme de juste, « se touchent ») : un économisme tout à fait inconsistant prônant la modération, ou bien un « terrorisme excitatif » non moins inconsistant [...] il *y a déjà* des social-démocrates qui cèdent devant ces deux extrêmes. La chose n'a rien d'étonnant car, abstraction faite des autres circonstances, « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement » ne satisfera jamais un révolutionnaire, et les extrêmes opposés apparaîtront toujours tantôt ici, tantôt là. *Seule une organisation de combat centralisée, pratiquant avec fermeté la politique social-démocrate et donnant pour ainsi dire satisfaction à tous les instincts et aspirations révolutionnaires, est en état de prémunir le mouvement contre une attaque inconsidérée et d'en préparer une autre promettant le succès* » (19).

---

(18) *Œuvres*, tome 5, pp. 427 à 430 (souligné par nous).
(19) *Œuvres*, tome 5, pp. 488-489 (dernière phrase soulignée par nous).

Et pour lever tous les doutes, et empêcher qu'on utilise ses paroles pour renvoyer la révolution aux calendes grecques, Lénine précise en septembre 1902 :

« La social-démocratie mettra toujours en garde contre l'aventurisme et dévoilera sans pitié les illusions qui se terminent nécessairement par une déception totale. Nous devons nous souvenir qu'un parti révolutionnaire ne mérite son nom que lorsqu'il dirige *réellement* le mouvement de la classe révolutionnaire. Nous devons nous souvenir que tout mouvement populaire prend des formes infiniment variées, en élaborant constamment de nouvelles, rejetant les anciennes, créant des variétés ou de nouvelles combinaisons des formes anciennes et nouvelles. Et notre devoir est de participer activement à ce travail d'élaboration des procédés et des moyens de lutte. [...] *Sans nier en aucune façon dans le principe la violence et le terrorisme,* nous demandions que l'on travaillât à préparer *des formes de violence incluant la participation immédiate de la masse et assurant cette participation.* Nous ne fermons pas les yeux sur la difficulté de cette tâche, mais nous y travaillerons fermement et opiniâtrement, sans nous laisser troubler par ceux qui objectent qu'il s'agit d'un « avenir lointain et indéterminé ». Oui, messieurs, nous sommes aussi pour l'avenir, et pas seulement pour les formes de mouvement du passé. Nous préférons œuvrer longuement et difficilement à quelque chose qui a de l'avenir plutôt que répéter « facilement » ce qui est déjà condamné par le passé » (20).

Un travail long et difficile qui a l'avenir pour lui... Trois années plus tard, le 26 septembre 1905, Lénine consacre un court article enthousiaste, *De la défensive à l'offensive,* à une nouvelle de Riga : ce qu'on appellerait aujourd'hui un « commando », mais qui comprenait quelque 70 personnes, y avait attaqué la prison centrale en tuant et blessant des gardiens, libéré deux prisonniers politiques et réussi à décrocher sans pertes importantes :

« Voici que les pionniers de la lutte armée se confondent non seulement en paroles, mais aussi en actions avec la masse, se mettent à la tête des détachements et des groupes de combat du prolétariat, forment par le fer et par le feu de la guerre civile des *dizaines de chefs populaires* qui sauront demain, au jour de l'insurrection ouvrière, soutenir de leur expérience et de leur héroïsme des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers [...]

« Nos trophées sont deux chefs révolutionnaires arrachés à la captivité. Mais c'est une brillante victoire ! C'est une victoire authentique remportée sur un ennemi armé de pied en cap. *Ce n'est déjà plus un complot contre quelque personnalité exécrée, ce n'est plus une vengeance, ce n'est plus un acte de désespoir, ce n'est plus une mesure d' « intimidation », c'est un début d'action des détachements de l'armée révolutionnaire, mûrement réfléchi et préparé du point de vue du rapport des forces.* « Les temps sont, par bonheur, révolus, ou à défaut de peuple

(20) *L'aventurisme révolutionnaire, Œuvres,* tome 6, pp. 196-197 (souligné par nous).

révolutionnaire, quelques terroristes isolés « faisaient » la révolution. La bombe a cessé d'être l'arme du terroriste livré à lui-même. Elle devient *un élément nécessaire à l'armement du peuple* » (21).

Pour en arriver là, et pour que cet épisode se reproduise à grande échelle, pour passer du terrorisme individuel au terrorisme de masse qui l'absorbe et l'utilise, il ne suffisait pas du mouvement prolétarien qui entraînait les grandes masses en 1905. Il fallait un parti qui eût déjà affronté les problèmes de *l'insurrection armée* et de *la lutte de partisans,* lutte d'individus ou de groupes utilisant la *terreur révolutionnaire* ; il fallait qu'il eût résolu ces problèmes et fondé sur leur solution la préparation d'un avenir peut-être éloigné, peut-être précédé de déceptions et de défaites, mais que sa perspective marxiste lui permettait de prévoir avec certitude et qui, après la « répétition générale » de 1905, se réalisera en octobre 1917.

(à suivre)

(21) *Œuvres,* tome 9, pp. 291-292 (souligné par nous).

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- **Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).**
- **Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).**
- **La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e^ Congrès mondial (Moscou 1922).**
- **Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e^ Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).**
- **Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).**
- **Thèses caractéristiques du parti (1951).**
- **Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).**
- **Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).**
- **Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).**

Un volume de 224 pages - Prix : 15 F.

LA "MALADIE INFANTILE"

CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS

(Sur la brochure de Lénine : « La maladie infantile du communisme »)

I. La scène du drame historique de 1920.
II. Histoire de la Russie, ou de l'humanité ?
III. Points cardinaux du bolchévisme : centralisation et discipline.
IV. La trajectoire accélérée du bolchévisme.
V. Lutte contre les deux camps antibolchéviks : le réformisme et l'anarchisme.
VI. La clé des « compromis permis par Lénine ».
VII. Appendice sur les « questions italiennes ».

Une brochure de 100 pages - Prix : 7 F.

L'Afrique, proie des impérialismes

II. L'exploitation financière de l'Afrique

Le début de cette étude a paru dans Programme Communiste *N° 76*

Les récents événements du Zaïre montrent bien l'enchevêtrement complexe de facteurs agissant dans l'incendie qui fait désormais rage sur le continent africain. Luttes politiques et militaires contre les régimes en place, révolte sociale contre l'oppression de l'impérialisme blanc, course stratégique entre l'Amérique et l'Europe d'une part, la Russie de l'autre, course au contrôle des matières premières et aux débouchés pour les marchandises et les capitaux opposant adversaires comme alliés, enfin rôle contre-révolutionnaire de gendarme assuré par tous en même temps.

C'est pour démêler tous ces fils des rapports inter-impérialistes sur un continent qui devient un terrain privilégié des brigandages internationaux et de la préparation d'une éventuelle troisième guerre mondiale, ainsi que pour bien mettre en valeur le lien étroit existant entre la « déstabilisation » politique et sociale de l'Afrique et la future « déstabilisation » politique et sociale de l'Europe, et en particulier de la France, qui vivent de l'exploitation de ce continent, que nous avons entrepris cette étude.

La première partie a donné un aperçu de la lutte pour les marchés africains. Cette deuxième partie sera consacrée à l'exploitation financière de l'Afrique (en réservant toutefois à une troisième partie l'étude des *investissements directs* proprement dits, qui méritent un chapitre à part et pour lesquels la recherche est rendue difficile par l'hypocrite dissimulation des données, en particulier par l'impérialisme français).

Comme celle des autres continents dominés, la situation financière de l'Afrique a été considérablement modifiée par la grande crise internationale et ses multiples aspects.

L'endettement de l'ensemble des pays pauvres a fait entre 1970 et 1974 un bond considérable, passant en cinq ans de 50 à 165 milliards de dollars ; rapporté à la richesse produite, cet endettement représentait 18,5 % du PNB des pays concernés en 1975, contre 12,7 %

en 1970 (voir tableau 1). L'endettement de l'Afrique s'est accru encore plus rapidement, passant de 8,7 milliards de dollars en 1970 à 33,8 milliards de dollars en 1975, soit un quadruplement en cinq ans. Cet accroissement global correspond, comme on le verra plus loin (voir tableaux 4 et 5) à des situations diverses selon les pays ; mais il traduit bien les effets, d'une part de la crise pétrolière, qui en accentuant les déficits commerciaux des pays les plus pauvres les a obligés à s'endetter encore davantage, d'autre part de la crise productive qui a poussé les pays impérialistes à accroître leurs exportations de capitaux vers les pays dominés. Cela laisse présager de nouveaux bouleversements que tous les dialogues Nord-Sud et toutes les tentatives pour faire évoluer harmonieusement les termes de l'échange seront bien incapables d'éviter, car ils découlent inévitablement de l'anarchie capitaliste.

Comme le montrent les chiffres du tableau 2, les flux de capitaux de toutes origines à destination de l'Afrique ont subi une accélération brutale à partir de 1974. Ces capitaux proviennent de pays du « Comité d'Aide au développement » (CAD) de l'OCDE, des pays de l'Est et de la Chine, et (surtout depuis 1974) des pays arabes producteurs de pétrole ; mais la plus grosse partie est fournie par l'OCDE, c'est-à-dire par les impérialismes occidentaux, essentiellement les Etats-Unis et l'Europe (le poids financier du Japon en Afrique étant très faible). En 1975, ces importations de capitaux en provenance de l'OCDE ont globalement représenté 6,5 % du PNB des pays pauvres d'Afrique, soit une proportion double de celle de l'Amérique latine pour laquelle elle n'était que de 3,3 (1) ; ces chiffres montrent que si l'Amérique

(1) Chiffres calculés d'après les données fournies dans : OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1977. Si l'on ajoutait aux flux de l'OCDE ceux des capitaux arabes en provenance des pays pétroliers et ceux des pays de l'Est qui sont allés s'investir en Afrique, on obtiendrait un taux de l'ordre de 8,5 % pour 1975.

TABLEAU 1. — ENDETTEMENT DES CONTINENTS DOMINES

	Dette extérieure *(millions de $)*		Dette PNB *(en %)*	
	1970	1975	1970	1975
Afrique	8.671	33.807	12,7	18,7
Moyen-Orient d'Asie	6.844	21.727	16,1	12,1
Asie du Sud-Est	18.647	46.176	15,2	19,4
Amérique latine	16.149	63.752	10,2	20,4
TOTAL	50.311	165.462	12,7	18,5

Sources : OCDE, Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en voie de développement, Paris, 1977 ; International Financial Statistics, mai 1976, pour l'endettement de l'Afrique du Sud (dette publique seulement), qui est inclus dans celui de l'Afrique.

TABLEAU 2. — FLUX TOTAUX DE CAPITAUX (OCDE, OPEP, PAYS DE L'EST) A DESTINATION DES CONTINENTS DOMINES

millions de $	1960-66	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	(moyenne)						
Flux totaux	5.617	14.801	16.479	19.948	23.891	31.976	42.065
dont : vers l'Afrique	1.767	4.450	5.073	4.926	5.338	9.167	14.706
dt : OCDE vers Afr.	1.680	3.933	4.513	4.278	4.518	6.157	11.716
Part de l'Afrique ds les flux totaux (%)	31,4	30,1	30,1	24,7	22,3	28,7	35,0

Sources : données calculées à partir de : OCDE, **Répartition géographique...**, 1977 ; FMI, **Balance of Payments Yearbook**, années diverses, pour les mouvements de capitaux à long terme à destination de l'Afrique du Sud ; OCDE, **Coopération pour le développement**, années diverses, pour l'estimation des flux bilatéraux des pays de l'Est, de la Chine et des pays de l'OPEP à destination de l'Afrique.

latine est actuellement la zone la plus endettée dans l'absolu et relativement à la richesse qu'elle produit, c'est en Afrique que le poids de la domination financière de l'impérialisme, et en particulier des impérialismes occidentaux, s'accroît le plus rapidement.

Malgré l'appellation d'« aide au développement » dont les a affublés l'hypocrisie bourgeoise, ces flux de capitaux n'ont évidemment rien de désintéressé. Ils proviennent pour l'essentiel des grands Etats impérialistes, soit directement (flux d'Etat à Etat ou « aide bilatérale »), soit en transitant par l'intermédiaire de divers organismes internationaux (aide « multilatérale ») contrôlés par les impérialismes occidentaux comme la Banque Mondiale (dont le président n'est autre que l'humaniste bien connu Mac Namara, ancien secrétaire d'Etat US à la Défense), le Fonds Monétaire International, le Fonds Européen de développement, etc. Ils se composent de crédits à l'exportation, de prêts à long terme destinés à financer des opérations d'équipement publiques ou privées, d'investissements directs, de placements de capitaux de toutes sortes, et enfin de « dons » aux Etats (2).

Les « dons » représentent une part non négligeable des flux financiers vers l'Afrique — mais ne relèvent nullement de la générosité. Que faire avec un Etat local dont on a besoin mais qui est incapable de rembourser ? On ne peut que lui faire carrément « cadeau » de l'argent nécessaire — cadeau qui n'ira évidemment pas sans contreparties politiques. Avec les dons, *l'impérialisme achète non seulement les usines et les richesses, mais directement les Etats.*

(2) Les statistiques fournies en général par l'OCDE, que nous utilisons dans les tableaux accompagnant cet article, excluent l'« aide militaire », c'est-à-dire les dons de matériels militaires et les prêts consentis pour l'achat de ces matériels.

Le pays d'Afrique qui a reçu le plus de dons, d'aide « gratuite » ces dernières années est l'Egypte. Or personne, à l'échelle internationale, ne viendra la vanter comme un modèle d'indépendance. Même les Soviétiques qui la présentaient comme telle avant la guerre de 1973, tout simplement parce qu'elle était endettée jusqu'au cou vis-à-vis de l'impérialisme russe et se pliait à sa politique, la dénoncent aujourd'hui comme vendue à l'Arabie Saoudite et à l'Amérique. Et il est vrai qu'elle n'a jamais reçu non seulement autant de prêts mais surtout de dons qui, d'après sa balance des paiements, se chiffrent à rien de moins que 3,2 milliards de dollars pour la période 1973-1976 (3).

Or l'Afrique est avec l'Asie du Sud-Est la région du monde qui reçoit le plus de ce qu'on appelle hypocritement « aide gratuite ou bénévole », comme le montrent les chiffres du tableau 3 : 41 % des dons à destination des pays pauvres vont en effet à l'Afrique. Ces dons concernent la coopération technique, l'aide alimentaire, sanitaire, etc. L'Afrique à elle seule reçoit plus de la moitié de la soi-disant « coopération technique » à l'échelle mondiale. Ces chiffres montrent avec éloquence non seulement l'assujettissement financier de l'Afrique, mais également son *assujettissement politique, qui bat tous les records.*

Pillage financier et « déstabilisation » sociale

Les chiffres des tableaux 4 et 5 illustrent l'accélération rapide de l'endettement de la plupart des pays d'Afrique depuis 1970. Le degré d'endettement d'un pays est un indice de l'exploitation dont il est l'objet, c'est-à-dire du pillage de la force de travail des masses ouvrières et paysannes, par l'extorsion directe dans les bagnes des usines et

(3) Chiffre tiré de *International Financial Statistics*, décembre 1977.

TABLEAU 3. — « AIDE GRATUITE » DES PAYS DE L'OCDE EN 1975

	« Dons » totaux		dt « coopération technique »	
	millions de $	*en %*	*millions de $*	*en %*
Afrique	2.584	41,4	1.547	52,4
Moyen-Orient d'Asie	661	10,7	136	4,6
Asie du Sud-Est	2.063	33,0	618	20,9
Amérique latine	941	15,1	654	22,1
TOTAL	6.249	100	2.955	100

Sources : OCDE, Répartition géographique 1977, et Coopération pour le développement, 1977.

TABLEAU 4. — ENDETTEMENT DES PAYS D'AFRIQUE DU NORD

	Dette extérieure *(millions de $)*		Dette / PNB *(en %)*	
	1970	1975	1970	1975
Maroc	713	1.573	21,3	18,7
Mauritanie	27	186	15,9	41,3
Algérie	937	7.150	20,6	54,5
Tunisie	524	1.197	37,4	27,3
Libye	—	405	—	3,3
Egypte	1.432	5.100	20,7	44,9
Soudan	277	1.393	16,2	32,3

Source : OCDE, **Répartition géographique...**, 1977.

TABLEAU 5. — ENDETTEMENT DES PRINCIPAUX PAYS D'AFRIQUE NOIRE

	Dette extérieure *(millions de $)*		Dette / PNB *(en %)*	
	1970	1975	1970	1975
Sénégal	103	308	12,7	15,6
Guinée	...	239	...	34,6
Mali	236	266	87,4	45,8
Niger	36	117	10,0	18,9
Tchad	34	70	12,6	14,0
Côte d'Ivoire	256	1.034	18,1	28,7
Ghana	489	610	22,5	11,5
Nigeria	459	1.455	6,1	5,7
Cameroun	130	435	13,0	20,5
Gabon	91	715	29,3	50,0
Ethiopie	169	389	9,5	13,6
Kenya	341	668	22,1	22,7
Ouganda	123	214	9,4	6,3
Tanzanie	218	866	17,0	28,3
Zaïre	312	2.572	15,8	74,5
Zambie	548	1.317	32,0	60,7
Angola	...	193	...	4,9
Mozambique	...	59	...	2,2
Madagascar	93	184	8,1	10,0

Source : voir tableau 4.

des plantations, par l'impôt exigé du paysan ou encore par l'extorsion indirecte par l'intermédiaire de la formation des prix agricoles sur le marché ou de la fixation des prix des produits de consommation par l'Etat. Il y a donc un lien tout à fait étroit entre l'endettement et le risque d'explosion sociale, c'est-à-dire de révolte des masses exploitées contre la pression insupportable qu'elles subissent.

Du pillage à la révolte : l'exemple de l'Egypte

L'Egypte donne une illustration parfaite de ce lien. Les émeutes de janvier 77 ont en effet été directement provoquées par la hausse brutale des prix alimentaires, qui résultait de l'arrêt des subventions budgétaires exigé par le Fonds Monétaire International afin que l'Egypte puisse faire face à sa dette extérieure (4). Celle-ci avait fait un bond gigantesque, passant de 1,97 milliard de dollars en 1974 à 5,1 milliards de dollars en 1975 (5), l'endettement étant le seul moyen de combler le déficit d'une balance extérieure mise à mal par les besoins d'investissement et l'importation de nourriture destinée à prévenir une révolte sociale ! Depuis, les chiffres n'ont fait que grimper, la dette extérieure totale début 1977 étant évaluée à 12 milliards de dollars. Or, bien que l'Egypte ait pu obtenir l'année dernière un moratoire de dix ans sur ses dettes militaires vis-à-vis de l'URSS qui lui a permis de rayer de ses livres de comptes 4 milliards de dollars, elle aurait reçu pour près de 6 milliards de dollars de prêts pour l'année 1977, comme l'indique encore le *MOCI* du 28/2/1977 qui note que : « *lors de la réunion à Paris du groupe consultatif pour l'Egypte en mai dernier* [1977], *il a été convenu que des montants considérables seraient requis dans les années suivantes (6) pour le soutien de la balance des paiements et des objectifs de développement à long terme* ».

---

(4) Les bourgeois l'ont bien compris. Voici ce qu'on peut lire dans le *Moniteur du Commerce International* (MOCI) n° 231, du 28/2/1977 : « *Devant le déséquilibre financier, les autorités du FMI ont recommandé au gouvernement égyptien un programme drastique : réduction des importations ; augmentation des droits de douane ; dévaluation de la livre et alignement sur un taux de change réel ; suppression des subventions ; réduction des dépenses administratives, et augmentation des prix pour diminuer la consommation* [...] *Les mesures prises et qui ont déclenché les émeutes populaires du mois dernier, ont été adoptées en partie sous la pression internationale. Et le Dr Kaïssouni s'en est expliqué : il fallait réduire le déficit budgétaire de 1977, initialement prévu de 1,3 milliard de livres égyptiennes, à 900 millions et le service de la dette de 350 millions de livres égyptiennes à 310. Mais pour réaliser ce programme d'austérité, le Dr Kaïssouni a choisi de réduire les subventions et d'augmenter les droits de douane.* « L'augmentation des exportations était impossible dans l'immédiat, comme la réduction des importations d'équipement ; quant au paiement des dettes, il s'imposait. » *La mesure a, certes, été brutale et la potion difficile à avaler pour la majorité du peuple.* »

(5) La dette au 31 décembre 1975 est donnée, dans toute cette étude, par l'OCDE : *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en voie de développement*, Paris, 1977. Il en est de même pour le PNB de 1975.

Comme le remarque perfidement le *Financial Times* du 1er août 1977, *« l'Egypte s'est vu offrir la chance de se débarrasser du fardeau que représentait son endettement à court terme »*. Mais c'est évidemment pour s'endetter encore plus et faire peser le poids des remboursements sur une période plus longue. Les sacrifices que l'ouvrier et le fellah n'ont pu supporter, la finance internationale s'échine donc à les étaler sur toute leur vie et même sur celle de leurs enfants.

On ne peut s'empêcher de se rappeler la magistrale dénonciation de l'usure impérialiste que faisait au début du siècle Rosa Luxemburg, à propos de l'Egypte précisément :

« Un emprunt chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des emprunts nouveaux, on paie les énormes commandes industrielles faites au capital anglais et français avec l'argent emprunté au capital anglais et français. Mais en réalité, bien que tout le monde soupirât et déplorât la gestion insensée d'Ismaïl, le capital européen réalisa en Egypte des bénéfices sans précédent — nouvelle version de la parabole biblique des vaches grasses, unique dans l'histoire mondiale du capital. Et surtout chaque emprunt était l'occasion d'une opération usuraire qui rapportait aux banquiers européens 1/5 et même 1/3 ou davantage de la somme prétendûment prêtée. Ces bénéfices usuraires devaient cependant être payés d'une manière ou d'une autre. Où en puiser les moyens ? C'est l'Egypte qui devait les livrer, et la source en était — le fellah égyptien » (7).

De même, si la Banque Mondiale se flatte d'avoir assaini les finances extérieures de la malheureuse Egypte, c'est au prix d'une pression économique et militaire incroyable sur les classes exploitées.

---

(6) *« L'Egypte aura besoin d'environ 12,9 milliards de dollars d'ici à 1980 pour rembourser ses dettes à court terme et combler le déficit de la balance commerciale prévu pour cette date »*, confirme *Al Moustaqbal* du 1/10/1977 (traduction dans *Problèmes économiques et sociaux* du 31/3/1978). Au lendemain de la réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale pour l'Egypte tenue en juin 1978, *Le Monde* du 17/6/1978 note que le financement du plan quinquennal en cours *« suppose la mise à la disposition de l'Egypte de 7 milliards de dollars en devises étrangères »*.

(7) Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, Œuvres, tome IV (Maspéro), p. 100. Le parallèle entre l'Egypte d'il y a un siècle et celle d'aujourd'hui mérite d'être poursuivi :

« Plus la situation financière paraissait désespérée et sans issue, plus s'avançait irrémédiablement le moment où le pays entier devait devenir la proie du capital européen, ainsi que toutes les forces productives. En octobre 1878, les représentants des créanciers européens abordèrent à Alexandrie. Le capital français et le capital anglais procédèrent à un double contrôle des finances. Puis, au nom de ce double contrôle, on introduisit de nouveaux impôts, les paysans furent battus et opprimés, de telle sorte que les paiements des intérêts partiellement suspendus en 1876 purent être repris en 1879. C'est alors que les droits du capital européen devinrent le pivot de la vie économique et le seul point de vue régissant le système financier. » (*Op. cit.*, pp. 102-103.)

A cent ans de distance, le capital financier n'est plus seulement franco-anglais, mais américano-européo-russo-arabe, et la seule victime n'est plus le fellah, mais aussi l'ouvrier, et gare aux coups de tête de ce dernier !

Le Zaïre, de la faillite économique à l'occupation militaire

Au Zaïre, le délabrement total de l'économie et la chute des exportations de cuivre ont provoqué un déficit de la balance des paiements qui n'a pu être comblé que par l'augmentation de l'endettement extérieur. La dette, évaluée à 585 millions de dollars en 1972 a sauté à 1,3 milliard de dollars en 1974 et à 2,6 en 1975. A combien s'élève-t-elle aujourd'hui ? Sans doute à plus de 3,5 milliards de dollars (8), soit *plus que le PNB* qui, évalué à 3,1 milliards de dollars en 1976 par l'OCDE (9), a diminué ces dernières années au rythme de 5 % par an.

Peut-on s'étonner dans ces conditions de l'effervescence sociale qui se généralise au Zaïre ? Le régime doit réprimer avec la dernière énergie complot sur complot, révolte sur révolte pour se maintenir :

« *Incapable d'assurer la sécurité publique malgré le coup de semonce de l'an dernier, M. Mobutu doit faire face aujourd'hui à une situation économique et sociale encore plus dégradée. « Mon pouvoir s'arrête aux portes de mon bureau », a-t-il confié à un industriel belge. Des provinces entières échappent, de fait, à la tutelle de Kinshasa. L'agriculture est en état de déliquescence. Dans de nombreuses régions la nourriture manque. C'est ainsi qu'une véritable jacquerie a éclaté au début de l'année dans la région de Bandundu. Elle a été très durement réprimée. Bilan : 700 morts.* » C'est le tableau que brosse le *Nouvel Economiste* du 29/5/1978.

On comprend l'intervention française au Shaba, destinée entre autres à rétablir les capacités de paiements du Zaïre et à mater toute tentative de révolte sociale : « *le mécontentement de la population,* écrivaient *Les Echos* du 16 mai, *a quelques chances d'être à l'origine de ces événements, tout autant que les ex-gendarmes katangais et les troupes cubaines complaisamment dénoncés par le gouvernement de Kinshasa* ». La situation au Zaïre est tellement redoutable que les créanciers de ce pays réunis à Bruxelles les 13 et 14 juin se sont fait tirer l'oreille pour accorder les 500 millions de dollars demandés par Mobutu. Mais la vérité est que l'économie, les finances et l'administration zaïroises passent entièrement sous le contrôle collectif du Club de ses créanciers par l'intermédiaire des « experts » du FMI et que la grande question est de faire face aux populations affamées et de les remettre au travail avec pour seule contrepartie, le nerf-de-bœuf et les balles. Pour cela l'impérialisme français se sent indéniablement des talents particuliers.

---

(8) Le *Monde Diplomatique* de juin 1978 présente un tableau de l'évolution de l'endettement extérieur du Zaïre donnant l'encours global des engagements en millions de zaïres au 31 décembre. Les chiffres sont 938 millions pour 1974, 1.457 millions pour 1975 et 2.705 millions pour 1977, soit en tenant compte du taux de conversion indiqué par *International Financial Statistics* de décembre 1977, respectivement 1,9, 2,9 et 3,3 milliards de dollars. Quels sommets doit-on atteindre aujourd'hui, à la mi-78 ?

(9) OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1977, p. 272.

Après l'Egypte et le Zaïre, à qui le tour ?

Le choc de l'intervention militaire au Zaïre ayant momentanément gelé la situation sociale, c'est maintenant en Zambie que l'explosion menace. Le scénario est le même qu'au Zaïre : l'endettement extérieur a sauté de 680 millions de dollars fin 1974 à 1,3 milliard fin 1975 pour un PNB de 2,2 milliards, cependant que la seule richesse du pays, le cuivre, ne parvient à s'exporter ni par le Zaïre, ni par la Rhodésie à cause de la guérilla, ni par la Tanzanie, le port de Dar-es-Salam étant bloqué par un encombrement durable. Et cependant il faut rembourser ! : « *Pressé de tous les côtés,* note la revue londonienne *Afrique* de juin 1978 (10), *le Président Kaunda a répondu en janvier dernier par un budget sévère suivi d'une nouvelle dévaluation du kwatcha, du gel des salaires et de la promesse de réduire l'année prochaine le déficit de la balance des paiements en échange de l'offre salvatrice du FMI de Droits de Tirage Spéciaux pour une valeur de 400 millions de dollars.* »

Mais les masses exploitées ne supportent pas ces sacrifices sans réticences (11), et le pouvoir central a d'autant plus de mal à se faire respecter que le pays est parcouru par trois guérillas, la rhodésienne, la namibienne et celle du FLNC. Est-ce pour prévenir une révolte que l'armée sud-africaine mobilise et menace de raids en Zambie ?

D'autres pays ne sont pas mieux lotis que la Zambie et constituent également d'immenses poudrières sociales, d'autant qu'il s'agit de pays peuplés. Il y a le Soudan, dont la dette extérieure est passée de 357 millions de dollars en 1974 à 1,4 milliard en 1975, chiffre impressionnant pour ce pays dont le service de la dette en 1975 s'élevait ainsi à 30 % des recettes d'exportation. Quand la nécessité de rembourser les arabo-dollars (12) provoquera-t-elle la révolte à Khartoum ?

Mais il y a aussi le pays qui avec l'Egypte est le plus endetté d'Afrique : l'Algérie. Prise dans le tourbillon d'un développement industriel intensif, soumise à une concurrence internationale exacerbée, la jeune bourgeoisie algérienne doit exercer sur le prolétariat une

---

(10) Il s'agit d'une revue en langue française éditée à Londres par *Africa Journal Ltd.*

(11) « *La population qui souffre déjà de l'effritement de son pouvoir d'achat (25 % d'inflation) réagit en boudant le pouvoir : au cours des dernières élections législatives partielles, moins d'un électeur sur sept a voté, et un candidat contre lequel le président Kaunda avait ouvertement pris position a été élu à une écrasante majorité* », note *Jeune Afrique* du 7 juin 1978.

(12) « *Le flux de capitaux arabes vers le Soudan a connu un bond spectaculaire : de 64 millions de dollars en 1972/73, il est passé à 646 millions de dollars en 1975/76. Et les investissements publics soudanais entièrement dépendants de ce flux, ont connu une évolution parallèle : moins de 85 millions de dollars entre 1970 et 1973 contre 383 millions en 1975/76 et 700 millions en 1976/77.* » (MOCI n° 271 du 15/12/1977.)

pression économique très forte et n'a ni le temps, ni les moyens, ni surtout la volonté de transformer son agriculture. Aussi la liquide-t-elle, projetant les masses expropriées dans les tourments d'un exode rural accéléré et d'une émigration à grande échelle dont les souffrances sont aiguisées par la crise internationale. Fin 1975, la dette extérieure de l'Algérie s'élevait à 7,1 milliards de dollars, montant énorme en regard du PNB (13,1 milliards de dollars) et le service de la dette s'élevait à un milliard de dollars (celui de l'Egypte n'étant à l'époque que de 532 millions de dollars), soit 20 % des recettes d'exportation. Pour financer les seuls investissements pétroliers et gaziers de la *Sonatrach,* 9 milliards de dollars doivent être empruntés sur les trois années 1978-79-80 ; d'après le *Financial Times* qui fournit ces chiffres, certains des banquiers sollicités craignent les conséquences de nouveaux retards dans la mise en service des usines de liquéfaction de gaz ; d'autres, qui ne s'embarrassent guère de détours, « *ont le sentiment que le niveau des importations de produits alimentaires en Algérie est trop élevé pour leur tranquillité d'esprit* » (13). Voilà une réflexion qui en dit plus que de longs discours ; une baisse imprévue des recettes pétrolières ou gazières escomptées pourrait bien donner le signal de la révolte sociale.

Comme on le voit, le capital financier international appuie symétriquement sur le prolétariat des grandes métropoles impérialistes et sur le prolétariat et les masses déshéritées (au premier rang desquelles les paysans pauvres) des pays économiquement « arriérés ». *L'avenir est dans la soudure de leurs luttes contre l'ennemi commun.*

Concurrence acharnée entre les grands usuriers de l'Afrique

Apprécier le poids respectif des divers usuriers dans le pillage de l'Afrique est difficile pour plusieurs raisons. D'abord parce que selon la logique bourgeoise l'Afrique du Sud ne figure pas sur les mêmes sources statistiques que les « pays en voie de développement » (où figure en revanche l'Espagne !) et que l'origine géographique des fonds est encore ardue à déceler dans la balance des paiements de ce pays pour 1974 et 1975. Ensuite parce qu'il est difficile d'avoir une idée précise de la répartition par pays des « apports financiers » des pays de l'Est. Le tableau 6 donne néanmoins une estimation des exportations nettes de capitaux des principaux usuriers de l'Afrique en 1975.

Il est intéressant de remarquer que si 10 pays accaparaient en 1975 les deux tiers du marché commercial africain (voir la première partie de cette étude dans *Programme Communiste* n° 76), ce sont seulement six d'entre eux (France, Allemagne, Italie, Arabie Saoudite, Etats-Unis

(13) *Financial Times,* 30 mai 1978.

TABLEAU 6. — EXPORTATIONS NETTES DE CAPITAUX VERS L'AFRIQUE EN 1975

	Exportations nettes de capitaux vers l'Afrique *(millions de $)*	Part dans les exportations du pays vers le tiers monde (%)	Part du flux total vers l'Afrique (%)
France	2.075	54,0	18,2
Allemagne	1.633	37,5	14,3
Italie	1.050	69,4	9,1
Arabie Saoudite	1.168	65,6	8,9
Etats-Unis	957	6,7	8,3
Grande-Bretagne	914	37,3	8,0
Koweit	507	55,7	3,9
Emirats	458	47,1	3,5
Japon	370	14,5	3,2
Canada	280	16,4	2,4
Chine	227	69,8	1,7
Iran	217	36,9	1,7
URSS et Europe de l'Est	170	33,0	1,3
OCDE non spécifiés	1.253	—	—
Autres OCDE	1.566	27,8	13,6
Autres OPEP	245	35,1	1,9
Total bilatéral	13.088	25,4	100
multilatéral	1.618	—	—
TOTAL	14.706	—	100

Sources : voir tableau 2. Pour calculer les pourcentages de la troisième colonne, la somme de la ligne « OCDE non spécifiés » a été répartie proportionnellement entre les pays membres de l'OCDE, ce qui explique que l'Italie ait un pourcentage plus élevé que l'Arabie Saoudite malgré un chiffre plus faible dans la première colonne.

et Grande-Bretagne) qui fournissent les deux tiers des flux de capitaux. Encore ce chiffre est-il sous-estimé, car la part des Etats-Unis dans les apports totaux a baissé en 1975 à cause des nationalisations en Libye, qui ont provoqué une sortie nette de 570 millions de dollars de capitaux américains. Si l'on ne tient pas compte de ce fait, quatre impérialismes, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, fournissent 48,8 % des concours financiers extérieurs des pays africains (à comparer avec 45,8 % des marchandises). La concentration financière est donc encore plus forte que la concentration commerciale.

Dans le domaine financier également, *c'est l'impérialisme français qui conserve la première place sur le continent africain,* talonné par

l'Allemagne. De plus, il est de ces « quatre grands » impérialismes celui qui est le plus étroitement lié à l'Afrique, puisqu'il y déverse 54 % de tous ses capitaux à destination des « pays pauvres », alors que le chiffre des Etats-Unis, même compte tenu de la sous-estimation des exportations de capitaux de ce pays vers l'Afrique, est cinq fois plus faible.

L'Italie et l'Arabie saoudite fournissent bien en 1975 des apports financiers considérables et ont un « taux de liaison » avec l'Afrique nettement supérieur à celui de la France, mais, à la différence des « quatre grands » précédemment cités, leurs capitaux ne se dirigent que vers un nombre limité de pays : pour l'Italie 89 % des capitaux vont vers l'Afrique du Nord, dont 76 % vers le seul Maghreb ; de même pour l'Arabie Saoudite, 89 % des capitaux vont vers l'Egypte et le Soudan.

La pénétration américaine, allemande et italienne

Nous ne disposons pas de données suffisantes relatives à 1960, qui est l'année charnière pour le continent africain puisqu'elle symbolise la décolonisation. Mais il est clair qu'à cette date le marché des capitaux africains était détenu essentiellement par la France et l'Angleterre, bien que les Etats-Unis aient déjà commencé leur pénétration par endroits. Les chiffres du tableau 7, qui ne prennent en compte ni les capitaux en provenance des pays de l'Est, ni ceux de l'OPEP, ni les flux à destination de l'Afrique du Sud, montrent le recul des impérialismes anglais et français (ce dernier conservant cependant la première place) ainsi que la montée de l'Allemagne et des « autres pays » de l'OCDE (qui incluent notamment l'Italie).

Les Etats-Unis avaient dès avant 1960 des liens financiers non négligeables avec l'Afrique, notamment avec l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie ; ces liens se sont développés dans les années soixante, si bien que les flux de capitaux américains vers l'Afrique ont représenté pendant cette décennie presque le double des flux

TABLEAU 7. — PARTS DES IMPERIALISMES OCCIDENTAUX DANS LES FLUX FINANCIERS DE L'OCDE VERS L'AFRIQUE (sauf RSA)

en %	1960-66	1967-70	1971-75	1975
France	42,1	32,5	27,3	26,2
Allemagne	4,0	8,4	15,2	18,0
Etats-Unis	29,6	21,8	12,2	12,7
Grande-Bretagne	12,9	13,1	10,2	8,8
Autres OCDE	11,4	24,2	35,1	34,3
Total OCDE	100	100	100	100

Sources : OCDE, **Ressources pour le Tiers Monde**, 1970, pour la période 1960-66 et les années 1967 et 1968 ; OCDE, **Répartition géographique...**, 1977, pour les années suivantes.

britanniques. Au cours des années soixante-dix, les flux de capitaux américains sont tombés à un niveau beaucoup plus bas. Ils se sont nettement stabilisés en Afrique australe et centrale, malgré les positions conquises au Nigéria sur l'Angleterre. Surtout, la part des flux de capitaux américains a baissé au Maghreb, passant de 17,6 % pour la période 1969-1970 à 8,3 % pour la période 1970-1975 (14) ; cette baisse a concerné essentiellement le Maroc et la Tunisie, coïncidant avec le retour en force de l'impérialisme français. Enfin, la nationalisation des actifs pétroliers américains en Libye entre 1970 et 1975 (qui a même provoqué des sorties nettes de capitaux) a également contribué à faire baisser la part des flux de capitaux américains à destination de l'Afrique, comme le montrent les chiffres du tableau 7. Mais il est certain que cette situation n'est que passagère, car les mouvements de capitaux vers l'Algérie « socialiste » ont commencé à se développer à partir de 1976, celle-ci s'étant, pour exploiter son gaz, résolument jetée dans les bras de la finance américaine. Outre l'Algérie, les mouvements de capitaux américains à destination de l'Egypte devraient être un des facteurs susceptibles de faire remonter cette part d'ici 1980.

L'Allemagne a pris de son côté un lent essor dans les années soixante, répartissant de façon à peu près égale son effort sur toutes les zones, mais c'est avec les années soixante-dix et notamment la crise du pétrole qu'elle a opéré une formidable percée, qui lui permet de dépasser non seulement l'Angleterre mais aussi les Etats-Unis, sa part dans les mouvements de capitaux en provenance de l'OCDE tournant autour de 20 %, sauf au Nigeria où elle dépasse à peine 5 % en 1975. Signalons en passant que l'ouverture de l'Afrique a également profité à l'Italie, dont la part dans les mouvements de capitaux en provenance de l'OCDE dépasse 9 % pour l'ensemble de la période 1971-1975 et qui a été en 1975 (mais ne semble pas devoir le rester) le premier financier de l'Algérie.

Rôle financier non négligeable de l'impérialisme russe

La Russie et les pays de l'Est ont apporté des capitaux à l'Afrique dès les années soixante. Si l'on prend la période 1954-1968 (qui nous est imposée par les statistiques de l'OCDE), les engagements financiers envers l'Afrique au titre de l'aide économique se sont élevés à 1.869 millions de dollars pour la Russie et 910 millions pour les pays de l'Est qui travaillent dans son sillage ; les principaux « bénéficiaires » ont été dans l'ordre l'Egypte, puis (très loin derrière) l'Algérie, qui devance elle-même largement la Guinée, l'Ethiopie, la Tunisie, le Mali, etc. (15).

Si l'on considère la seule Russie dans la période allant de 1969 à 1976, ses engagements, n'ont pas tout à fait atteint le millard de dollars (16), ce qui représente par rapport aux années précédentes une

(14) Ces chiffres, ainsi que ceux qui suivent pour l'Allemagne et l'Italie, sont calculés à partir de : OCDE, *Répartition géographique..., op. cit.*

(15) OCDE, *Ressources pour le Tiers-Monde*, 1970, p. 409.

(16) OCDE, *Le Programme d'aide de l'URSS*, 1977, p. 6.

nette régression due essentiellement à l'élimination de la Russie d'Egypte après la guerre du Kippour.

Ces chiffres, fournis par l'OCDE, sont à peu près confirmés par les informations données par l'impérialisme américain (voir le tableau 8), selon lesquelles les apports financiers sur la période 1971-75 se seraient élevés à près de 4 milliards de dollars, dont la moitié en aide civile. Si ces chiffres sont exacts, et bien qu'il s'agisse vraisemblablement de données brutes (ce qui rend la comparaison difficile avec les chiffres donnés pour les grands impérialismes occidentaux, qui sont *nets*, c'est-à-dire déduction faite des remboursements d'emprunts et des désinvestissements), la Russie se serait placée pendant cette période derrière la France, l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis, c'est-à-dire dans une situation d'usurier intermédiaire entre celle des Etats-Unis et celle de l'Italie.

Les versements nets de la Russie à l'ensemble des pays sous-développés, à peu près constants entre 1970 et 1974, ont baissé de plus de moitié en 1975 et 1976 (17). Ce phénomène s'est manifesté avec netteté en Afrique, où les engagements des années précédentes (les engagements ne donnent lieu à des versements que dans les années suivantes, surtout pour les Russes qui manifestent beaucoup de lenteur dans leurs circuits financiers) sont très bas : 3,2 millions de dollars en 1972, 6,6 en 1973, 33,4 en 1974 et 74,3 en 1975 pour les crédits civils ; les chiffres remontent en 1976 avec un fort engagement de 270 millions de dollars envers l'Algérie ainsi qu'un autre de 55 millions de dollars envers la Tunisie (18).

Les engagements pris envers les anciennes colonies portugaises, Guinée-Bissau, Mozambique et Angola, vont faire remonter la part des capitaux russes sur le continent africain. Surtout il ne fait pas de doute que l'engagement militaire cubano-russe en Angola et principalement aujourd'hui en Ethiopie va soumettre ces pays à une grande dépendance financière vis-à-vis de la Russie (il suffit de se rappeler la situation de l'Egypte après la guerre de 1967) (19). Des estimations ont circulé dans la presse sur la dette de ces pays qui s'élèverait déjà à près d'un milliard de dollars pour l'Angola et plus de deux milliards pour l'Ethiopie. Quoi qu'il en soit, l'engagement financier de l'impérialisme russe en Afrique ne peut que croître, non seulement à cause de l'intérêt militaire et stratégique que la Russie porte à ce continent, mais aussi

(17) OCDE, *Coopération pour le Développement*, 1977, p. 108.

(18) OCDE, *Le Programme d'aide de l'URSS, op. cit.*

(19) Selon le *Financial Times* du 1/8/1977, « *les dettes (essentiellement pour les fournitures militaires) contractées auprès des pays de l'Est, principalement l'Union soviétique,* [s'élèvent à] *un montant de 1,7 milliard de £ E* [livres égyptiennes, soit 4,2 milliards de dollars]. *Les dettes pour fournitures militaires n'ont pas encore fait l'objet d'un règlement, mais le remboursement des dettes pour fournitures civiles s'effectue par voie de livraisons en nature dont le montant est passé cette année* [1977] *de 100 à 130 millions de £ E* [soit 250 à 320 millions de dollars] ». On peut d'ailleurs noter que l'Egypte qui remboursait en livraisons de coton fixées à un prix défavorable, a suspendu, au cours de l'année 1977, ses exportations de coton à l'URSS, en proclamant qu'elle traiterait dorénavant avec elle sur le marché mondial et sur la base des cours mondiaux.

TABLEAU 8. — PRINCIPALES « AIDES » SOVIETIQUES 1971-1975

millions de $	« Aide » militaire	« Aide » économique	Total
Algérie	89	174	263
Angola	108	—	108
Egypte	1.300	1.355	2.655
Guinée	39	94	134
Libye	363	50	403
Mali	12	10	22
Mozambique	12	—	12
Nigéria	39	6	45
Ouganda	48	12	60
Somalie	132	32	164

Source : Indications données le 29 janvier 1976 devant le congrès U.S. par le secrétaire à la Défense Rumsfeld, reprises dans **Marchés Tropicaux** du 28 mai 1976.

en raison de l'intérêt croissant qu'elle manifeste pour ses richesses minières, en Afrique australe comme au Maghreb, où l'impérialisme russe vient de passer avec le Maroc un accord de coopération prévoyant un investissement de 2 milliards de dollars dans le phosphate, qui est bien le type même de contrat correspondant à des préoccupations impérialistes.

Certes, l'impérialisme russe est économiquement arriéré par rapport à ses partenaires occidentaux. Son retard est précisément une des raisons qui l'ont amené à exercer sa domination militaire et politique sur l'Europe de l'Est, plus avancée industriellement que lui, pour l'exploiter économiquement, et à compenser son manque de compétitivité économique par un expansionnisme militaire qui touche aujourd'hui, pour de multiples raisons de stratégie impérialiste, l'Océan Indien et l'Afrique (20). Il n'est cependant pas inutile de noter que la Russie est bien un impérialisme financier, même si c'est encore à une échelle modeste et dérivant en grande part de son expansionnisme militaire : l'endettement du tiers-monde à son égard s'élevait en effet

(20) Telle est la base des spéculations maoïstes sur le « danger soviétique ». Comme si l'impérialisme américain, bien plus puissant, n'était pas encore plus dangereux ! Et comme si, surtout, le fait que la Russie soit poussée à intervenir dans les chasses gardées occidentales en Afrique pouvait justifier la position consistant à voler au secours des impérialismes en place, notamment l'impérialisme français, comme cela vient de se passer lors de l'intervention au Zaïre ! Même sur la défensive, un impérialisme n'en reste pas moins un impérialisme, un rapace et un oppresseur : pour les masses exploitées des semi-colonies qu'il maintient sous sa domination et pour le prolétariat de la métropole, c'est donc *le premier ennemi à abattre.*

en 1975 à la coquette somme de 8,3 milliards de dollars et représentait 5,4 % de l'endettement bilatéral de ces pays. Encore ces chiffres fournis par l'OCDE ne concernent-ils que la dette civile. Si l'on tient compte de la dette militaire de l'Egypte, de l'Angola et de l'Ethiopie, l'endettement des seuls pays d'Afrique envers l'URSS doit s'élever à plus de 7 milliards de dollars, soit un chiffre comparable à celui de leur dette envers l'Allemagne, qui s'élevait au début de l'année 1978 à 7,2 milliards de dollars (21). L'argument trotskyste selon lequel la Russie ne serait pas un impérialisme « parce qu'elle n'exporte pas de capital » n'est donc pas seulement faux en théorie, puisqu'un impérialisme arriéré qui n'en est pas encore arrivé au stade de la saturation du marché intérieur n'en est pas moins un impérialisme ; il est également démenti par les faits.

Faible présence financière de la Chine

La Chine s'intéresse également à l'Afrique et ses apports en capitaux sont de plus en plus liés à une politique internationale dont le principe est de contrer par tous les moyens l'impérialisme russe, quitte à faire l'apologie des impérialismes occidentaux, l'Amérique comme la France, à condamner et à combattre toute lutte dirigée contre l'ordre établi et le *statu quo* impérialiste sur le continent africain (22).

Les engagements de crédit de la Chine envers les pays d'Afrique se sont élevés pour la période 1970-1974 à 1,45 milliard de dollars et ont représenté 63,7 % de ses engagements totaux vers les pays pauvres (95,8 % en 1973). Les principaux engagements ont été les suivants (en millions de dollars) : Tanzanie : 276,2 ; Zambie : 262,1 ; Ethiopie : 85,8 ; Soudan : 70,9 ; Cameroun : 66,7 ; Mauritanie : 60,2 ; Somalie : 55,9 (23).

Les versements chinois vers l'ensemble des pays sous-développés, qui sont passés par un maximum en 1973 avec 415 millions de dollars, sont retombés à 325 millions de dollars en 1975 et 225 en 1976 ; ils devraient encore baisser, car les engagements de 1976 ne se sont élevés qu'à 100 millions de dollars. Si ces sommes sont relativement faibles

(21) *Afrique* n° 12, juin 1978.

(22) C'est ainsi que la Chine a condamné avec violence les émeutes ouvrières qui ont déferlé sur la Tunisie au mois de janvier 1978, et qu'elle s'est ouvertement félicitée de l'intervention criminelle de l'impérialisme français au Shaba, le ministre chinois des Affaires étrangères Huang Hua se payant même le luxe de venir exprimer à Kinshasa *« le soutien et l'amitié du gouvernement et du peuple chinois au Zaïre qui traverse les difficultés que l'on sait »* (voir *Le Monde* du 7 juin 1978), au moment même où les parachutistes de la Légion étrangère ratissaient Kolwezi et y rétablissaient l'ordre et l'autorité du gouvernement en place...

(23) Les crédits à la Tanzanie et à la Zambie sont essentiellement liés à la construction de la ligne de chemin de fer reliant Lusaka à Dar es-Salam, à laquelle ont participé 12.500 Chinois. Les chiffres ne tiennent pas compte en particulier d'un prêt de 100 millions de dollars à l'Egypte qui a été suspendu. Ces données, ainsi que celles qui suivent, sont tirées de : OCDE, *Coopération pour le Développement*, Examens 1975, 1977.

dans l'absolu, elle représentent une proportion importante des engagements chinois, ce qui montre l'importance accordée par la politique extérieure chinoise à l'Afrique.

Brutale irruption des pétrodollars

Mais l'irruption la plus spectaculaire est bien celle des pays de l'OPEP, dont les exportations de capitaux vers l'ensemble des pays en voie de développement sont passées de près de 0,4 milliard de dollars en 1972, à 1,7 en 1973, 5,9 milliards en 1974, 8,2 en 1975 et 8 en 1976. L'Afrique reçoit une partie appréciable de ces capitaux, puisque sa part de l'aide bilatérale en provenance des pays membres de l'OPEP s'élève à 52,5 % en 1975 et 33,8 % en 1976. L'Egypte en est la principale bénéficiaire avec 2 milliards de dollars en 1975 et 1 milliard en 1976, suivie par le Soudan, (respectivement 174 et 193 millions de dollars), et la Mauritanie (24,6 et 106,2 millions de dollars). Après le tassement relatif de 1976, les pétrodollars ont afflué de plus belle, notamment en Egypte et au Soudan (24).

Recul relatif des vieux impérialismes

Les flux financiers de la France et de l'Angleterre évoluent parallèlement à leurs exportations commerciales. Comme on l'a vu sur le tableau 7, la perte des positions financières de l'Angleterre est constante, accélérée encore par la crise mondiale, puisque sa part passe de 13 % des importations de capitaux en provenance de l'OCDE sur la période 1960-1970 à 10,2 % entre 1971 et 1975 et en particulier à 8,8 % en 1975 (pour mémoire, la part de la Grande-Bretagne dans les importations africaines de marchandises était de 12,3 % en 1970 et de 9,5 % en 1975).

Alors que la part de l' « aide » britannique consacrée à l'Afrique ne change pratiquement pas (35,6 % en 1969-1970, 37,3 % en 1975 (25),

---

(24) « *Au lendemain des émeutes du mois de janvier 1977*, lit-on dans le *MOCI* n° 283 du 27/2/1978, *les prêts étrangers avaient afflué : principalement de l'Organisation du Golfe pour le développement de l'Egypte (GODE) qui a versé près de 2 milliards de dollars* », sans parler des versements bilatéraux. Enfin, pour ce qui est des 7 milliards d'aide extérieure escomptée pour le plan quinquennal en cours, « *nul doute que l'Organisation du Golfe ne soit appelée à les fournir en grande partie* », affirme *Le Monde* du 17 juin 1978, après la dernière réunion du groupe consultatif de la Banque mondiale pour l'Egypte. Quant au Soudan, on sait qu'un vaste plan de développement de la production agricole a été mis au point par le Fonds arabe pour le développement économique et social : « *L'essentiel du financement (6,5 milliards de dollars pour la période 1975-1978) est attendu des pays du Golfe : Arabie saoudite, Emirats arabes unis et Koweit. Les capitaux arabes, qui ont afflué en 1973, ne représentent plus aujourd'hui que la moitié de ceux qui entrent au Soudan à titre de prêts ou d'investissements* », peut-on lire dans *Jeune Afrique* du 5/4/1978.

(25) OCDE, *Répartition géographique*, 1977, p. 266. Les neuf-dixièmes des flux d'« aide » britannique vers l'Afrique (92 % en 1969-70, 89 % en 1975) vont aux ex-colonies anglaises.

l'arrivée en force des concurrents provoque en revanche une chute du poids relatif de l'ancienne puissance coloniale dans ses ex-possessions africaines, où elle ne représente plus que 24,2 % des importations de capitaux en 1975 contre 52,3 % en 1969-70 ; le même phénomène s'observe pour l'Afrique du Sud, où les capitaux britanniques ne représentent plus en 1975 que 18,3 % des importations de capitaux, contre 38,9 % en 1969-70 (26).

Après un net recul dans les années soixante (voir tableau 7), la part globale de l'impérialisme français, qui reste de loin dominante, tend à se stabiliser au début des années 1970. Cette stabilisation globale est en fait la résultante arithmétique de deux tendances opposées. En Algérie (qui accueillait en 1969-70 le *tiers* des exportations françaises de capitaux à destination de l'Afrique), les flux financiers de l'impérialisme français chutent considérablement : 74,9 % des capitaux en provenance de l'OCDE en 1969-70, 22,6 % pour la période 1971-75, 19,5 % en 1975. Mais si on fait abstraction de l'Algérie, le poids financier de l'impérialisme français dans les *autres* pays d'Afrique a *grandi* ces dernières années, passant de 20,3 % de l'ensemble des capitaux des pays de l'OCDE exportés vers l'Afrique (Algérie exclue) pour la période 1969-1970 à 23,6 % pour la période 1971-1975 et à 24,5 % en 1975, ce qui démontre là aussi une capacité de résistance et de contre-offensive qui retarde pour un temps son élimination pourtant historiquement inévitable.

Vampirisme du capital financier anglo-français

L'impression de recul des vieux impérialismes qui se dégage des données statistiques que nous venons d'examiner mérite d'ailleurs d'être tempérée par l'examen de la réalité sur le terrain. Un des éléments de cette réalité est que même si les impérialismes anglais et français ont dû, à des degrés inégaux, concéder à leurs rivaux certaines positions commerciales et financières, ils ont *conservé dans la plupart de leurs anciennes colonies d'Afrique, — au prix d'une participation de l'impérialisme américain — un élément essentiel de la domination et du pillage impérialiste : le réseau bancaire.*

Depuis la vague des indépendances des années soixante, 8 pays africains ont nationalisé leur système bancaire : l'Algérie, la Libye, l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, la Guinée et le Bénin ; l'Egypte a nationalisé la plus grande partie des banques mais accueille les banques privées étrangères ; le Mozambique a entrepris en 1978 une nationalisation partielle. Dans tous les autres pays, le système hérité de l'époque coloniale est fondamentalement resté en place, au prix d'une prise de participation plus ou moins importante des Etats locaux effectuée le plus souvent pour sauvegarder les apparences. L'Afrique est donc quadrillée par un réseau de filiales bancaires ou d'agences directes dépendant d'une poignée de grandes banques. La

(26) OCDE, *Répartition géographique*, et FMI, *Balance of Payments Yearbook*, années diverses, pour ce qui concerne l'Afrique du Sud.

Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (BIAO), la *BNP*, (réseau des *B.I.C.I.*), le *Crédit Lyonnais* et la *Société Générale* pour l'impérialisme français, *Barclays*, *Grindlays* et la *Standard Bank* pour l'impérialisme anglais, sont les seuls groupes à être, pour des raisons historiques, implantés systématiquement ; à leurs côtés, d'autres groupes bancaires sont implantés localement dans tel ou tel pays. Le tableau 9 résume les implantations bancaires des impérialismes occidentaux dans les principales zones à fin 1976 (la Russie n'ayant à cette date aucun établissement bancaire en Afrique) : le premier chiffre (en maigre) donne le nombre de groupes bancaires représentés, le second (qui est le plus significatif) celui des guichets, c'est-à-dire de tous les établissements, succursales, filiales, etc., confondus.

Ces chiffres montrent la domination incontestée des ex-puissances coloniales dans leurs anciens territoires (exception faite de ceux où les banques ont été nationalisées), ainsi que la domination de la finance anglaise sur l'Afrique australe (*Barclays* et *Standard* représentant à elles seules les deux tiers des « guichets » d'Afrique du Sud). Est-ce à dire que les concurrents occidentaux de la France et de l'Angleterre sont totalement absents ? En fait il faut distinguer l'impérialisme américain, qui a appliqué une stratégie cohérente de pénétration indirecte, des autres concurrents, qui ont été admis de manière purement symbolique dans l'ex-Empire français (sous forme de participations très minoritaires concédées à des capitaux allemands, italiens et suisses dans des banques contrôlées par la France — le Japon, lui, étant totalement absent).

Les banques américaines n'ont cherché à s'implanter directement en Afrique que dans quelques pays présentant un intérêt particulier du point de vue minier, économique, ou stratégique (Afrique du Sud, Côte

TABLEAU 9. — IMPLANTATIONS BANCAIRES DES PRINCIPAUX IMPERIALISMES

(en maigre : nombre de groupes implantés — **en gras** : nombre d'établissements)

	France	G.-B.	U.S.A.	Allem.	Japon
Afrique du Nord	**8-282**	**3-7**	**7-12**	**3-3**	**2-2**
Afrique centrale ex-française	**7-296**	—	**3-5**	—	—
Afrique centrale ex-anglaise	**3-50**	**3-607**	**7-10**	—	**1-2**
Total	**12-628**	**5-614**	**10-28**	**3-3**	**2-4**
Afrique australe	**3-12**	**4-1.991**	**2-8**	**5-5**	—
TOTAL AFRIQUE (y compris divers)	**12-642**	**6-2.609**	**10-50**	**5-8**	**2-4**

Sources : chiffres calculés d'après : rapports annuels des principales banques ; **The Banker's Almanac and Yearbook, 1976-77 ; Who Owns Whom in World Banking, 1977-78, Londres, 1978 ; Sociétés et fournisseurs d'Afrique noire,** Paris, 1977. Madagascar exclu. L'Afrique du Nord comprend ici la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie et l'Egypte.

d'Ivoire, Gabon, Sénégal, Kenya, Nigeria, Zaïre, sans oublier évidemment le Liberia), et elles ne l'ont fait qu'en petit nombre. Dans les autres pays, l'impérialisme américain a cherché à pénétrer indirectement en prenant une participation dans des groupements anglais et français déjà implantés systématiquement dans toutes leurs anciennes colonies. C'est ainsi que la *First National City Bank* de New York a acquis en 1969 une participation de 40 % dans la banque *Grindlays* implantée au Ghana, au Kenya, au Nigeria, en Ouganda et en Zambie ainsi qu'en Egypte (et qui a par ailleurs un réseau en Asie) ; cette participation a été portée à 49 % en 1975, les 51 % restants étant aux mains d'une holding britannique.

L'histoire de la pénétration de la finance américaine dans les chasses gardées de l'impérialisme français est plus tourmentée. Elle débute entre 1960 et 1963, lorsque la *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (BNCI,* qui fusionnera en 1966 avec le *CNEP* pour donner l'actuelle *BNP*) ouvre son réseau banquaire d'Afrique noire à la *Bank of America* en constituant à Genève une holding commune (la *Société Financière pour l'Outre-mer)* dont une minorité du capital est attribuée à des intérêts allemands et belges ; le contrôle majoritaire des filiales reste entre les mains de la banque française (qui conserve des participations directes), mais ce montage permet aux capitaux américains (ainsi qu'à d'autres, dont la participation est moins importante) d'empocher leur part des bénéfices réalisés dans 9 pays d'Afrique. D'autres prises de participations minoritaires sont par ailleurs effectuées ici et là par les capitaux américains.

C'est en 1965 qu'a lieu l'opération la plus importante, avec l'acquisition par la *First National City Bank* de 49 % de la *Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (BIAO) ;* la *BIAO* n'est qu'une appellation de la *Banque de l'Afrique Occidentale,* vieille banque coloniale qui date de plus d'un siècle et qui est fortement implantée en Afrique (27) où elle a exercé pendant plusieurs décennies le privilège d'émision de la monnaie ; les 51 % restants sont aux mains des anciens actionnaires français (parmi lesquels la future *BNP,* le groupe *Suez,* le *Crédit Commercial de France,* la *Banque de Madagascar* et le groupe *Schneider*) regroupés dans la *Compagnie Financière France-Afrique.* Un tel équilibre ne pouvait évidemment être que provisoire, car on imagine mal le premier groupe financier américain se contenter de jouer les seconds rôles en apportant passivement des capitaux. De fait, l'opération envisagée comportait comme seconde phase la revente des actions possédées par la *BNP* au groupe *Suez* qui aurait pu, avec quelques autres rachats, s'assurer le contrôle de la *COFIFA* et la revendre à des intérêts américains avec lesquels il est traditionnellement lié, ce qui aurait fait tomber la *BIAO* et tout son réseau d'Afrique noire aux mains de la finance américaine. Mais le gouvernement français a finalement décidé de contrer l'opération en 1973 en confir-

(27) La BIAO est actuellement la première banque française d'Afrique, avec, à fin 1976, 124 succursales, agences ou bureaux implantés dans 13 pays africains (anciennes colonies françaises, Nigeria, Zaïre).

mant la participation de la *BNP* (28). Voyant la manœuvre bloquée, le groupe *Suez* s'est alors retiré en 1976 de la *COFIFA* en rétrocédant ses actions à la *BNP* et au *Crédit Commercial de France ;* la *First National City Bank* l'a suivi à son tour en se retirant totalement en 1977 ; ses actions ont été rachetées par des banques suisse et brésilienne (29).

Ce retrait américain est révélateur du conflit d'intérêt qui a surgi entre le capital financier US et l'impérialisme français défendant sa zone d'intérêts privilégiée et que ce dernier a réglé — provisoirement ? — à son profit.

Deux leviers de la domination financière française

Les intérêts financiers de l'impérialisme français sont puissamment protégés par le corset monétaire de la *zone franc,* ainsi que par la Caisse Centrale de Coopération Economique, agent financier de l'Etat français, qui épaule et unifie le jeu des intérêts financiers privés français dans les pays dépendants.

La zone franc

La zone franc, véritable institution de type colonial, constitue un symbole éloquent de la situation de dépendance des pays qui y sont soumis. Institutionnalisée en 1939 comme résultat d'un effort de protection de tout l'empire colonial dans la tourmente des conflits interimpérialistes (parallèlement à la zone sterling, créée de façon plus souple par la Grande-Bretagne en 1931), la zone franc instituait des frontières financières communes à l'ensemble de l'empire colonial et protégées

---

(28) Voici le commentaire du *Journal des Finances* du 11 janvier 1973 :

« *Ajoutant... aux 26 % acquis de la BNP les 7 % de la Banque de l'Indochine, les 4 % de la CFCB* [toutes deux du groupe Suez - NdR] *et peut-être un paquet d'actions non négligeable appartenant à un actionnaire privé, Suez aurait eu sur la COFIFA un large contrôle de fait qui aurait pu l'inciter à réaliser, en recédant ses titres, une opération avantageuse. Or la principale participation de COFIFA est un intérêt de 51 % dans la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale dans laquelle le partenaire est la First National City Bank of New York. Le gouvernement français ne souhaite apparemment pas que l'effacement de la BNP puisse favoriser une éventuelle prise de contrôle de la BIAO par un groupe étranger.* »

(29) Annonçant la nouvelle, la *Correspondance Economique* du 7 janvier 1977 écrivait :

« *La First National City Bank, qui détient depuis 1965 une très importante participation dans la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale, envisage de céder cette participation. La politique de cette banque est en effet de n'intervenir dans des établissements financiers que si elle en détient le contrôle, soit qu'elle en ait la majorité financière, soit qu'elle en contrôle la direction générale. Or, tant ses partenaires français que les autorités financières françaises ne souhaitent pas que la situation actuelle soit modifiée.* »

La politique de la FNCB, justement décrite ici, était évidemment déjà la même en 1965 : si elle a accepté d'entrer minoritairement dans la BIAO, c'était donc bien qu'elle avait pour objectif d'en prendre le contrôle.

par un contrôle des changes. A l'intérieur de ces frontières toutes les monnaies étaient entièrement soudées les unes aux autres et liées au franc, seule devise internationale, et tous les capitaux pouvaient circuler librement, le système étant entièrement centralisé par la Banque de France.

La vague de l'indépendance a porté de rudes coups à cette institution en Afrique du Nord, mais elle a subsisté à peu près sans modification pour les TOM-DOM et les pays de l'Afrique noire les plus directement soumis à l'impérialisme français tandis que les pays du Maghreb y restent liés sans être formellement assujettis.

Les pays africains de la zone franc sont divisés en trois groupes ayant chacun sa banque centrale. Le groupe de la *Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)* comprend le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Niger, le Sénégal et le Togo ; celui de la *Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC)* regroupe le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon et le Tchad ; enfin la *Banque Centrale du Mali,* un moment sortie de la zone franc dans les années 1960, l'a réintégrée par la suite.

En fait, la division entre *BCEAO* et *BEAC* ne fait que reproduire l'ancienne division administrative coloniale entre l'Afrique Occidentale Française et l'Afrique Equatoriale Française ; pour créer la *BCEAO,* il a suffit de repeindre la façade de l'ancien *Institut d'Emission de l'AOF et du Togo,* pour créer la *BEAC,* celle de l'Ancien *Institut d'Emission de l'AEF et du Cameroun,* tout le reste, hommes et structures, demeurant en place. La France avait jusqu'au début des années 1970 la moitié des sièges aux Conseils d'administration des deux organismes et nommait les directeurs généraux. Après les tiraillements qui ont provoqué la sortie de la zone franc de la Mauritanie et de Madagascar, une réforme a modifié les apparences du contrôle par l'impérialisme français, sans rien changer au fond. Quant à la monnaie qui a cours, le franc CFA, il n'a même pas éprouvé le besoin de changer de sigle bien qu'il ne signifie plus « Colonies Françaises d'Afrique », mais désormais « Communauté Financière Africaine » — élégant subterfuge !

On imagine aisément le degré d'indépendance financière (et donc par contrecoup d'indépendance tout court) que peuvent avoir des Etats qui ne disposent même pas de cet instrument élémentaire du contrôle du marché intérieur qu'est une monnaie nationale gérée par une banque centrale autonome ! Cela signifie en fait que la moindre décision financière ou monétaire d'importance (à commencer par la parité des monnaies) est prise à Paris par la Banque de France dont les fonctionnaires parisiens ou « coopérants » dirigent en fait, derrière les potiches locales mises en place pour garder les formes, toute la vie financière et monétaire des Etats membres « souverains ».

Entre les pays de la zone, les monnaies sont totalement convertibles, ce qui est d'une très grande importance pour l'impérialisme français. Cela signifie en effet tout d'abord qu'il paye en *Francs,* et non en devises étrangères, toutes les matières premières qu'il importe

de la zone. L'avantage est énorme et rappelle toutes proportions gardées celui dont bénéficie l'impérialisme américain du fait que le dollar est monnaie mondiale : c'est la possibilité d'importer autant qu'on veut de la zone *sans aucun problème de balance des paiements.* C'est pourquoi la France cherche à exploiter au maximum ce privilège en développant le rôle de sa zone de domination africaine comme fournisseur de matières premières. On comprend tout l'intérêt d'obtenir du pétrole-franc au Gabon, de l'uranium-franc au Niger, du coton-franc un peu partout, etc., ainsi que de transformer de vastes zones en plantations industrielles de cultures tropicales, dans la plus belle tradition de l'impérialisme yankee en Amérique latine.

Les comptes d'opérations ouverts par le Trésor aux trois Instituts d'émission africains signifient également la *liberté de transfert des capitaux,* ce qui veut dire en pratique que l'impérialisme français *peut investir directement en Francs* et que tous les profits peuvent être rapatriés sans limitation. Il s'agit donc d'un paradis financier. De plus il se trouve que ces comptes d'opérations sont globalement créditeurs, c'est-à-dire que les pays africains déposent auprès du Trésor français qui centralise l'ensemble des opérations financières de la zone, des sommes plus importantes que celles qu'ils reçoivent sous divers prétextes de l'Etat français — en d'autres termes qu'ils fournissent de la trésorerie à l'Etat français ! Ecoutons le commentaire d'un orfèvre en la matière, M. Xavier de la Fournière (qui n'est autre qu'un des conseillers de Giscard) dans son petit livre sur *La Zone Franc : « L'avantage que représente pour le Trésor français l'existence de soldes créditeurs aux comptes d'opérations est réel, car ils sont l'une des ressources qu'utilise le Trésor français pour financer la charge qui résulte pour lui des découverts d'exécution des lois de finances et de l'amortissement de la dette publique* » (30). Notre auteur « oublie » de dire que c'est avec ces sommes déposées auprès du Trésor par les Etats africains que l'Etat français prête à ces derniers et donc exige des intérêts. De quoi faire rêver n'importe quel usurier !

Le corollaire de ces merveilleux « comptes d'opérations » est l'obligation pour les Instituts d'émission africains de convertir en francs français toutes les devises que leurs opérations leur ont procurées hors de la zone franc *et de les déposer au Trésor français.* Autrement dit, c'est la Banque de France qui centralise toutes les réserves de devises de la zone. Or le commerce extérieur des pays africains de la zone franc avec les pays autres que la France est, grâce à leurs exportations de matières premières, globalement *excédentaire* : autrement dit, il procure des devises *qui tombent en définitive, par le mécanisme des comptes d'opérations, dans les caisses... de l'impérialisme français !* Grâce à cet ingénieux système, la moindre tonne de matière exportée profite de toute façon à l'ancienne puissance coloniale : si elle est exportée vers la France parce qu'elle est payée en francs, si elle est exportée vers un autre pays parce qu'elle procure des devises qui iront grossir les réserves françaises !

(30) Xavier de la Fournière, *La Zone Franc,* Paris, 1971, pp. 88-89.

Mais ce n'est pas tout : les flux de capitaux qui entrent dans ces pays sous forme d'aide bilatérale ou multilatérale arrivent sous forme de devises étrangères qui sont, grâce à la zone franc, transformées en francs CFA pour les pays bénéficiaires tandis que là aussi les devises... vont à Paris. C'est ainsi qu'en 1975, 3 milliards de francs de capitaux en provenance d'organismes internationaux se sont transformés en gains de devises pour l'impérialisme français. Si l'on ajoute l'excédent commercial dont nous avons parlé plus haut, on arrive à 5 milliards de francs, soit plus d'un milliard de dollars. D'où le commentaire sans équivoque du même de la Fournière : « *L'avantage pour la France est clair. Les Etats africains* [...] *loin de coûter en devises, en apportent de plus en plus et en utilisent une bonne partie pour régler leur déficit commercial à l'égard de la France* [...] *L'exemple le plus net de l'aide qu'apportent les pays de la zone à la France* [sic] *est fourni par l'évolution des échanges commerciaux avec les autres membres de la C.E.E.* [où la zone franc aide à récupérer une partie des devises perdues par la France métropolitaine] » (31). On se demande qui aide qui !

La situation des pays du Maghreb n'est pas aussi colonialement caricaturale que celle des pays d'Afrique noire. « *Aussi l'appartenance de ces trois pays à la Zone Franc est-elle parfois mise en doute. Il subsiste néanmoins certains liens monétaires entre la France et le Maghreb. Le premier est qu'il existe une* parité fixe *entre le franc et le dinar algérien, le dinar tunisien, le dirham marocain. Ces trois monnaies ne sont pas traitées sur le marché des changes de Paris, alors que les autres monnaies étrangères le sont. La France considère qu'il s'agit de monnaies uniquement intérieures puisque les réglementations des changes des trois Etats en interdisent l'exportation et qu'elle doit donc aider au respect de ces réglementations sur son propre territoire en interdisant la négociation de ces monnaies.*

« *Le deuxième lien monétaire qui distingue ces Etats des autres pays étrangers est que la Banque de France a accordé des avances à ces Etats, du moins au Maroc et à la Tunisie, puisque la Banque Centrale d'Algérie n'a jamais encore demandé de telles avances. Le dernier lien est que ces pays conservent — sans y être tenus — une fraction de leurs avoirs extérieurs en francs et utilisent le marché des changes de Paris pour une grande partie de leurs opérations extérieures. Toutefois, l'Algérie qui détenait la plus forte proportion d'avoirs en francs, poursuit une politique de diversification de ses avoirs* » (32).

Depuis que ces lignes ont été écrites, l'Algérie a continué à se détacher de la zone franc, tandis que la Maroc et la Tunisie ont continué à s'y intégrer de fait. Quoi qu'il en soit, on comprend que l'impérialisme

(31) *Op. cit.*, pp. 93-94. On comprend le commentaire envieux d'une publication spécialisée anglaise consacrée à l'Afrique : « *Les pays francophones donnent aux maisons de commerce, aux entreprises et aux expatriés français le droit de transférer librement salaires et bénéfices ; ce système a procuré de gros avantages aux entreprises françaises* [...] *leur commerce extérieur avec les pays tiers a toujours été excédentaire, si bien que c'est la France qui a en fait bénéficié des devises gagnées par les pays francophones* » (*Africa Guide*, Cambridge, 1977, p. 41).

français tienne à cette institution, même si son poids est restreint par rapport au temps du colonialisme direct. Il y trouve tellement d'avantages !

La Caisse Centrale de Coopération Economique

Sous le nom hypocritement respectable de *Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE)*, anciennement *Caisse Centrale de la France d'Outremer*, se cache un instrument financier essentiel de l'impérialisme français.

Sa première fonction est d'être l'*agent payeur* de nombreux organismes, en premier lieu du budget d'intervention du Ministère de la Coopération, le fameux FAC (Fonds d'Aide et de Coopération) (33), mais aussi, pour ce qui concerne les pays soumis à l'impérialisme français, du Fonds Européen de Développement (FED). Sa compétence ne s'arrêtant pas aux pays dépendant du Ministère de la Coopération, la CCCE est aussi *gestionnaire des crédits* ou prêts consentis par la France aux pays ne bénéficiant pas des crédits du FAC et pour lesquels les actions de l'impérialisme français relèvent du Ministère des Affaires étrangères, comme c'est le cas pour les pays du Maghreb.

Ces activités quelque peu « administratives » de dispensatrice des crédits d' « aide » civile ou militaire ne sont pas les seules. La CCCE fonctionne en effet comme une véritable banque, grâce à ses ressources propres lui assurant la possibilité d'emprunter sur les marchés financiers avec la garantie de l'Etat, facilitant ainsi l'intervention de l'impérialisme français en matière financière. Elle consent des prêts financiers aux Etats eux-mêmes, à des institutions de crédit ou à des sociétés privées françaises qui trouvent ainsi des fonds pour leurs investissements. Elle n'hésite pas non plus à s'associer pour toute opération financière avec le secteur bancaire privé et public (34) et elle possède, grâce à son réseau de participation dans les différentes

---

(32) *La Zone Franc, op. cit.*, p. 21.

(33) C'est le FAC, ou plutôt son « Comité Directeur », où siègent des représentants du Ministère de la Coopération et, entre autres, de la CCCE qui passe en revue tous les projets de dépenses et d'investissements financés par l'impérialisme français et dispense les « autorisations de crédit » qui vont permettre de lancer les « opérations de coopération » dans tous les domaines, depuis la construction d'une route ou d'un barrage au financement d'une station agricole de recherche ou la participation à la paie de « coopérants techniques » dans le domaine de la justice, de la police ou même de l'enseignement. Il met donc à exécution sur le plan économique la politique de l'impérialisme français en Afrique.

(34) Les liens de la CCCE avec le secteur bancaire « privé » sont évidemment très étroits. D'ailleurs l'un des trois « censeurs » de la CCCE n'est autre que le président-directeur général de la *Compagnie financière France-Afrique* et de la *BIAO* déjà citées, M. Jean Dromer, par ailleurs directeur général adjoint de la BNP, membre de la commission de l'expansion économique à l'étranger du CNPF, et ancien conseiller technique auprès de Giscard, de Couve de Murville, et au secrétariat général de la Présidence de la République sous De Gaulle.

banques de développement africaines (voir tableau 10), un puissant moyen d'intervention au profit de l'impérialisme français.

C'est de 1974-75 que date la nouvelle impulsion donnée à la CCCE, tendant à en faire *l'organe financier centralisateur de la nouvelle offensive de l'impérialisme français en Afrique.* Avant cette date, la plus grosse partie des sommes transitant par la Caisse était en effet destinée aux départements et territoires d'outre-mer. A partir de 1975, l'action en direction de l'Afrique connaît une forte accélération : d'abord, la zone d'intervention de la CCCE est élargie à des territoires qui n'ont jamais été sous domination de l'impérialisme français, mais qui suscitent ses convoitises : Rwanda, Burundi, Guinée-Bissau, Cap Vert, et surtout... Zaïre (comme d'habitude, la Légion n'a fait que

TABLEAU 10. — LES PARTICIPATIONS DE LA CCCE DANS LE DOMAINE BANCAIRE

Etablissements	part des capitaux détenue (%)
Banque nationale pour le développement économique du Maroc	0,82
Banque de développement économique de Tunisie	6,00
Compagnie financière et touristique de Tunisie	5,00
Banque nationale de développement économique du Burundi	16,57
Banque camerounaise de développement	15,50
Banque nationale de développement du Congo	14,63
Banque ivoirienne de développement industriel	10,71
Banque nationale pour le développement agricole de la Côte d'Ivoire	8,33
Crédit de la Côte d'Ivoire	9,17
Banque gabonaise de développement	13,30
Banque nationale de développement de la Haute-Volta	9,09
Banque de développement de la République du Niger	8,69
Crédit du Niger	27,27
Banque rwandaise de développement	9,13
Banque nationale de développement du Sénégal	15,62
Société financière sénégalaise pour le développement de l'industrie et du tourisme	7,69
Banque de développement des Seychelles	12,50
Banque de développement du Tchad	33,33
Banque togolaise de développement	20,00
Société financière de développement du Zaïre	2,18

Source : CCCE, **Rapport annuel, 1977.**

suivre la finance...). A la même date, la CCCE crée une nouvelle catégorie de prêts faits aux conditions du marché, qu'elle alimente en empruntant directement elle-même sur les marchés financiers (35). Avantage important pour la haute finance internationale qui aime piller sans risques : ces emprunts qui rapportent gros d'intérêts payés par la sueur des producteurs directs sont garantis *par la CCCE* (c'est-à-dire par l'Etat français) au lieu d'être consentis directement à des Etats constamment menacés de déstabilisation ou d'insolvabilité... L'examen des chiffres montre que les engagements de la Caisse envers l'Afrique noire font un bond à partir de 1975 : les flux financiers ont été multipliés par plus de trois en trois ans (les engagements sont passés de 392 millions de francs en 1974 à 1.339 millions de francs en 1977), et représentaient en 1977 les trois quarts des engagements totaux de la CCCE, ce qui traduit bien le nouvel intérêt de l'impérialisme français pour l'Afrique. Pour démultiplier encore son action, la CCCE a créé en 1977 une filiale au capital de 10 millions de francs, la *Société de promotion et de participation pour la Coopération économique*, qui aura pour objet de prendre des participations dans des entreprises nouvelles en servant de « *catalyseur pour la mise au point des projets et pour la concertation des initiatives des investisseurs français et des promoteurs publics ou privés africains* » (36).

Une bonne partie des financements fournis par la CCCE pour des opérations d'infrastructure en Afrique noire ne sont en fait ni plus ni moins que des crédits à l'exportation mis à la sauce de l'« aide au tiers-monde », qui reviendront en métropole sous forme d'achats d'équipements (37). Les « taux avantageux » éventuellement

---

(35) Dans le jargon financier, ces prêts à des conditions moins favorables (celles des marchés financiers internationaux) sont appelés de « 2e guichet », par opposition au « 1er guichet » qui correspond aux opérations classiques poursuivies par ailleurs.

(36) *Industries et Travaux d'Outre-mer*, août 1977.

(37) La CCCE reconnaît que son action « *n'a pas été sans intérêt pour les entreprises françaises qui ont vu leur effort de prospection appuyé par un établissement financier national dans le cadre d'opérations où s'associent de plus en plus des crédits fournisseurs et acheteurs français* », bien que, précise-t-elle, tel n'ait pas été « *le but recherché* » (Rapport annuel 1976, p. 31). On se demande pourquoi en ce cas la Caisse participe, côte à côte avec les entreprises des branches exportatrices, à des sociétés d'études et de réalisation d'équipements en matière aéronautique, navale et portuaire, postale (SOFREAVIA, SOFREMER, SOFREPOST) ainsi qu'au Bureau Central pour les équipements d'Outre-mer (BCE OM), qui n'ont d'autre objet que de promouvoir les exportations françaises ? M. de la Fournière, lui, n'a pas les exquises pudeurs de la CCCE : « *Pour mesurer le poids réel de l'aide, il faut tenir compte des commandes de matériels et des marchés de travaux passés ou adjugés à des entreprises françaises et financés sur fonds d'aide, ainsi que de divers transferts de revenus engendrés par l'aide. Les subventions et prêts accordés par le F.A.C.* [...] *sont affectés en partie au financement d'importations en Afrique de biens d'équipement ou de consommation français ou de travaux confiés à des entreprises françaises* [...] *Les mécanismes de coopération présentent de gros avantages pour les exportateurs français* [...] *le maintien de l'aide française à un niveau élevé doit permettre de maintenir les positions commerciales de la France* » (*op. cit.*, pp. 105-108).

consentis par la France généreuse seront compensés et au-delà dans les prix facturés pour les fournitures, la concurrence étrangère étant écartée puisque les crédits sont fournis en Francs. Indépendamment de cet aspect, il est intéressant de comprendre comment l'orientation des prêts de la Caisse est au service direct de l'impérialisme français. La CCCE, nous apprend son rapport annuel 1977, « *a concentré l'essentiel de ses interventions sur le secteur productif* [...] *Qu'ils aient pour effet de substituer à l'importation des productions locales ou au contraire d'accroître par l'exportation les ressources en devises, les prêts de l'établissement répondent, dans leur majorité,* [au] *souci de contribuer à l'équilibre des balances des paiements* ». Traduisons, à la lumière de ce que nous avons expliqué plus haut des mécanismes de la zone franc : parmi les objectifs essentiels des opérations de la CCCE figure le développement de la production des matières premières agricoles et minérales directement nécessaires à l'impérialisme français (les opérations des dernières années ont porté sur l'uranium, les phosphates, le fer, le palmier à huile, les hévéas, le café, le cacao, le coton, etc.) ou dont l'exportation vers des pays tiers pourra procurer des devises qui iront finalement à la France ; accessoirement, la CCCE cherche à développer les productions permettant de réduire les importations des pays tiers et donc en définitive... d'économiser ces mêmes devises.

Il existe donc, grâce au levier de la CCCE une véritable planification opérée par l'Etat de la politique de l'impérialisme français en Afrique. « *Une des caractéristiques de l'impérialisme économique français en Afrique, c'est l'imbrication étroite entre les intérêts publics et privés. Dans chaque secteur-clé où agit un* lobby *privé, celui-ci s'appuie sur un* lobby *constitué par l'Etat français* », remarque d'ailleurs l'*Economiste du Tiers-Monde* (septembre 1977).

Ceci démontre que les chasses gardées africaines sont l'essence même de l'impérialisme français, mais aussi qu'elles sont une sorte de propriété commune, collective, de toute la classe capitaliste. Si hier la petite industrie pensait, grâce à l'aide de l'Etat et des administrateurs coloniaux « socialistes », s'y protéger de la grande, elle ne faisait en fait qu'y introduire le grand capital financier, qui attendait que les conditions soient mûres pour passer à l'exploitation à grande échelle.

L'impérialisme français dans ses chasses gardées

Les formidables atouts financiers de l'impérialisme français en Afrique n'ont pas pu empêcher son recul à la faveur de la décolonisation. Nous avons vu qu'il était cependant parvenu à freiner cette tendance, et même à passer à la contre-offensive dans certains cas. Les chiffres du tableau 11, qui montrent pays par pays la part de

l'impérialisme français dans les importations de capitaux de ses anciennes colonies, en donnent une illustration supplémentaire.

Au Maghreb, tout se passe comme si, à partir de la fin des années soixante, l'impérialisme français cherchait à compenser son inévitable recul en Algérie par un *retour en force* au Maroc et en Tunisie. En effet, sa part dans les importations de capitaux de ces pays passe respectivement de 26 % et 23,3 % pour la période 1969-1970 à 44,7 % et 36 % en 1975 ; ce retour en force s'effectue au détriment surtout des Etats-Unis, dont les parts passent de 49,1 % et 35,4 % à 0,3 % et 3,4 % pour les mêmes périodes, et de l'Allemagne, dont les parts passent de 15 % et 8,5 % à 8,4 % et 1,8 % — ce qui dénote une particulière

TABLEAU 11. — PART DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS DANS LES IMPORTATIONS DE CAPITAUX OCDE DE SES ANCIENNES COLONIES

en %	1969-70	1971-75	1975
Maroc	26,0	45,2	44,7
Algérie	74,9	22,6	19,5
Tunisie	23,3	40,7	36,0
Mauritanie	77,1	44,6	44,7
Mali	72,6	45,3	40,9
Haute-Volta	80,7	60,2	52,8
Niger	75,5	43,8	45,9
Tchad	94,6	77,4	70,1
Sénégal	75,8	61,5	73,6
Côte d'Ivoire	31,7	47,3	58,8
Togo	30,9	35,3	28,7
Bénin	67,2	54,8	63,5
Cameroun	51,0	54,6	58,0
Centrafrique	90,7	82,8	90,1
Gabon	58,8	64,0	58,9
Congo Brazzaville	48,4	66,2	46,8
Madagascar	79,3	67,2	62,7
Total	59,7	46,1	39,6

Source : OCDE, Répartition géographique..., 1977.

agressivité de l'impérialisme français ; cette tendance s'est encore certainement accentuée notamment en ce qui concerne le Maroc (38).

Les pays d'Afrique Noire constituent le modèle des chasses gardées, puisque, comme le montrent les chiffres du tableau 11, plus de la moitié (parfois plus des deux tiers) des capitaux importés par la plupart d'entre eux sont français. Ce phénomène est également illustré par le fait qu'en 1976 encore, près de la moitié (47,3 %) des moyens de financement des pays de la zone franc sont procurés directement par la France (voir tableau 12), les ressources locales n'en procurant qu'un sixième. Cela ne fait que démontrer la nature de véritables *semi-colonies* de ces pays, non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue administratif. Les institutions locales, les « autorités locales », comme l'avait laissé échapper Giscard d'Estaing à propos de la Mauritanie à l'automne 1977, sont encore dans une large mesure des prolongements, des appendices administratifs de l'Etat métropolitain. Les richesses provenant de l'exploitation locale sont donc centralisées dans la métropole, et les faux-frais de fonctionnement du capital sont pris sur ces sommes et proviennent juridiquement de la métropole. Voilà l'objet de la fameuse « coopération technique » (39).

On constate également sur le tableau 12 que la part des financements français n'a que légèrement baissé entre 1962 et 1968, pour chuter ensuite, à un tournant qui correspond en gros au passage du gaullisme au pompidolisme. La crise du pétrole a obligé l'impérialisme

---

(38) Le protocole d'accord financier franco-marocain pour 1974 portait sur 230 millions de francs de prêts gouvernementaux (*MOCI* n° 133 du 14 avril 1975). En 1975, le ministre Fourcade a signé un nouveau protocole portant pour l'année en cours sur 840 millions de francs sous forme de prêts du Trésor et de crédits privés garantis (*MOCI* n° 147, 21 juillet 1975). En février 1977, le ministre Durafour signait un protocole de 1.300 millions de francs pour la même année. « *Cet effort,* a précisé ce dernier, *représente près de 20 % du total de l'aide française à l'étranger. Cette aide se présente sous la forme de prêts du Trésor (300 millions de francs) à 3 % d'intérêt remboursable en vingt ou vingt-cinq ans, avec un différé d'amortissements de trois ans. Le reste est constitué de crédits privés garantis* » (*Marchés Tropicaux,* 4 mars 1977). Et ce n'est pas fini, puisque les chiffres augmentent encore en 1978 ; *Le Nouvel Economiste* du 20/2/78 écrit : « *Il y a Maghreb et Maghreb : celui de la France, de plus en plus, c'est le Maroc. Paris vient de desserrer de nouveau les cordons de sa bourse* [...]. *Rabat restera cette année le premier bénéficiaire de l'aide française à l'étranger. Les prêts du Trésor augmentent de plus de 10 %, pour atteindre 330 millions de francs. Si on y ajoute les crédits privés garantis par la Coface, l'enveloppe représente 1,15 milliard de francs* [...]. *La Tunisie, qui bénéficie du même type d'aide régulière, ne reçoit que la moitié de ce que la France accorde au Maroc.* » Pauvre Maroc !

(39) Dans le livre *Les socialistes et le Tiers-Monde* (Paris, 1977), le parti socialiste se plaint parce que le giscardisme « *voit dans la coopération une entreprise commerciale étroitement subordonnée à des contraintes de « rentabilité » et de profit. Le poids des intérêts privés dans la coopération française s'accroît de jour en jour. La politique gouvernementale devient de plus en plus le support d'activités industrielles ou commerciales purement mercantiles* » (p. 81). Comme s'il pouvait y avoir du commerce non « purement mercantile » ! Comme si les faux-frais de la production capitaliste n'étaient pas un prélèvement sur le profit destiné à assurer les meilleures conditions de l'accumulation de capital !

TABLEAU 12. — MOYENS DE FINANCEMENT DES PAYS AFRICAINS DE LA ZONE FRANC

en %	1962	1968	1970	1975	1976
Budget local	10,3	12,9	16,6	15,5	17,6
Aide française	69,1	63,4	52,5	44,0	47,3
Aide multilatérale	14,6	16,5	20,1	22,2	18,0
Autres aides bilatérales	6,0	7,2	10,8	18,3	17,1
Total	100	100	100	100	100

Source : Comité monétaire de la zone Franc, **La zone Franc en...**, années diverses.

français à un effort assez important en direction des pays du Moyen-Orient ; cet effort s'est fait au détriment de l'Afrique Noire, entraînant une chute assez nette de la part de l'« aide bilatérale » de la France dans ses anciennes colonies, qui est passée de 78,2 % de l'aide totale en 1973 à 64,9 % en 1974. La tendance s'est inversée en 1975, puisque la part française dans les apports bilatéraux est passée de 64,4 % en 1974 à 70,6 % en 1975 et 73,4 % en 1976 (40), ce qui semble correspondre à la modification de la politique de l'impérialisme français en direction de l'Afrique. Après les craintes qui ont pu se manifester dans certains secteurs impérialistes se plaignant du recul français en Afrique (41), on a assisté avec Giscard à un « retour à l'Afrique Noire » qui semble bien confirmé par les développements récents de la politique gouvernementale et la multiplication des interventions militaires françaises.

Le problème qui se pose à l'impérialisme français est que ses ressources financières sont limitées et que ses chasses gardées ont besoin de capitaux trop grands pour lui. Il s'est cependant ingénié à essayer de retarder le plus possible la pénétration de ses concurrents grâce au contrôle des finances des pays de la zone franc et en favorisant le développement de l'« aide multilatérale », qu'il s'agisse des institutions européennes comme le *Fonds Européen de Développement* (FED), ou mondiales comme la *Banque mondiale*. C'est ainsi que la part de l'aide multilatérale dans les moyens de financement des pays africains de la zone franc atteignait 20 % des besoins financiers totaux à la fin des années 1960 (voir tableau 12).

(40) Chiffres tirés du *Bulletin de l'Afrique noire* n° 951, 22 mars 1978.

(41) *L'Usine Nouvelle* s'en faisait l'écho en avril 1977 dans un dossier sur l'Afrique noire où, naturellement, ces soucis sont déguisés en doléances africaines : *« C'est un fait, le redéploiement de nos investissements s'est effectué au détriment de l'Afrique. Comment en aurait-il été autrement ? Les Africains le comprennent mal. Jean Gunsett, délégué permanent en Afrique de Renault Entreprise résume assez bien cet état d'esprit : les efforts qui sont déployés au Moyen-Orient notamment, ne sont pas compris ici. »*

L'intérêt pour l'impérialisme français d'un progrès de l'aide multilatérale plutôt que celui des aides bilatérales est évident : les aides bilatérales sont directement concurrentes, tandis que les aides multilatérales procurent, étant donné l'existence de la zone franc et la prépondérance des capitaux français, des financements complémentaires qui sont en définitive favorables à l'industrie française : « *La France fournit environ le tiers des ressources distribuées par le Fonds Européen de Développement. Les experts de la CEE ont estimé qu'à la fin de 1968 les entreprises françaises avaient remporté environ 42 % des adjudications financées* [...], *les entreprises allemandes environ 12 %, les entreprises africaines et malgaches environ 23 % ; les entreprises des autres pays de la CEE s'étaient partagé le solde. Les contributions françaises au FED ne sont donc pas faites à fonds perdus* » (42). C'est bien le moins qu'on puisse dire en effet, si l'on songe qu'une bonne partie des « entreprises africaines et malgaches » sont en fait contrôlées par des intérêts français et qu'à titre de comparaison l'Allemagne, qui n'a recueilli que 12 % des contrats, fournit au FED une contribution supérieure à celle de la France. L'avantage de cette dernière semble s'être maintenu depuis que les lignes ci-dessus ont été écrites.

Cette politique retarde *mais ne supprime cependant pas* la progression des concurrents. On voit en effet de 1970 à 1976, l'aide bilatérale des pays concurrents passer pour les pays africains de la zone franc de 10,8 % à 17,1 % des ressources de financement, tandis que les concours multilatéraux régressent de 20,1 % à 18 % (tableau 11). C'est peut-être une des raisons qui poussent les néo-gaullistes du RPR à réclamer une plus grande européanisation de l' « aide » à l'Afrique en même temps qu'ils critiquent la convention de Lomé qui, en remplaçant celle de Yaoundé, a beaucoup moins lié l'aide européenne au commerce avec les pays européens (43).

C'est au fond la même démarche que poursuit Giscard, critiqué en cela tant par les gaullistes que par les nationaux-communistes (44), quand il propose aux Etats-Unis de s'associer à un « véritable plan Marshall » pour l'Afrique. L'impérialisme français cherche ainsi à obtenir le plus tôt possible un accord économique d'ensemble qui fixe

---

(42) *De la Fournière, op. cit.*, p. 106.

(43) Voir dans *Le Monde* du 19 mai 1978 l'article de Chirac intitulé « Rapprocher l'Europe et l'Afrique ».

(44) Lorsque le PCF « dénonce » l'impérialisme français, c'est surtout pour l'accuser d' « *ouvrir la voie aux tentatives de reprises d'initiative de l'impérialisme américain et, à travers la CEE, à la poussée de l'impérialisme ouest-allemand. Telle est la démarche d'ensemble de l'impérialisme français. Celui-ci peut même aller, comme en ce qui concerne l'Afrique, jusqu'à contribuer très directement à favoriser un engagement accru de Washington dans cette région du monde où pourtant le capitalisme français détient de puissants intérêts et de solides positions* » (*L'impérialisme français aujourd'hui*, Ed. Sociales, 1977, p. 30). Le crime, pour le PCF, ce n'est pas l'oppression et l'exploitation impérialistes : c'est de favoriser un « engagement accru » *du concurrent* (ce qui, comme le démontre la présente étude, est loin de la vérité).

pour une certaine période les parts relatives des différents impérialismes, ce qui, étant donné la décadence inéluctable de l'impérialisme français, serait tout à son avantage.

Toujours dans le même but, l'impérialisme français a cherché à recourir aux ressources financières de pays qui ne sont pas des concurrents véritables pour lui, en encourageant les pays de l'OPEP à investir en Afrique et en concluant des alliances bancaires pour y draîner leurs capitaux, tout en conservant le contrôle des opérations (45).

Les flux bilatéraux en provenance des pays de l'OPEP ne sont pas énormes, mais ils ont apporté, en 1975, 86 millions de dollars dans les pays d'Afrique Noire dominés par l'impérialisme français et 139 millions en 1976 (dont 106 en Mauritanie). Le Maghreb ayant reçu pour sa part 217 millions de dollars en 1975 et 56 millions de dollars en 1976, cela signifie que la quasi-totalité des sommes allant vers l'Afrique en dehors de l'Egypte, du Soudan et de la Somalie vont dans les pays dépendant de l'impérialisme français. Ces sommes ont représenté, en 1975, 8,6 % des apports bilatéraux aux pays africains de la zone franc et au Maghreb.

Extension de la zone d'influence traditionnelle de l'impérialisme français

L'impérialisme français ne s'est pas contenté de chercher à maintenir sa position sur ses chasses gardées. Il a cherché à récupérer tous les pays qui ont tenté de lui échapper, comme la Mauritanie, les Comores où le récent coup d'Etat a été manigancé par lui, Madagascar où les émeutes de mai 1978 risquent d'accélérer encore le rapprochement du « socialisme malgache » avec la métropole, enfin dans une moindre mesure la Guinée (46).

---

(45) Le ministre Lipkowski invitait dans *Afrique Industries* du 1er avril 1976 à « *imaginer de nouveaux mécanismes financiers* [...]. *L'un de ces mécanismes consiste à pratiquer la coopération triangulaire associant les capitaux pétroliers, les besoins des pays africains et la technologie française* ». Cette « triangulation » n'est pas du goût de tout le monde si l'on en croit un ancien ministre de Lumumba, Cléophas Kamitatu-Massamba, qui après avoir rappelé que « *cette théorie veut démontrer aux Arabes que les investissements productifs en Afrique Noire, réalisés avec des capitaux arabes, doivent transiter obligatoirement par les entreprises européennes* », conclut qu'en cherchant à « *empêcher toute coopération directe entre Arabes et nous* », les pays industriels prétendent « *perpétuer pour encore trente ou quarante ans leur politique en Afrique* » (*France-Pays Arabes* n° 48, janvier 1975).

(46) Selon *Jeune Afrique* du 24 mai 1978, « *Madagascar renoue progressivement avec la France, et le président Ratsiraka se prépare à venir en visite officielle à Paris alors même que son homologue français déploie, de la manière la plus impérialiste, ses troupes dans l'Océan Indien* ». Quant à la Guinée, Sékou Touré est resté d'un admirable mutisme sur l'intervention de l'impérialisme français au Zaïre. Ne serait-ce pas sous l'effet de la mouche tsé-tsé de la « francophonie » ?

Mais ce n'est pas tout. Sous prétexte de « francophonie », la France s'est vivement intéressée aux anciennes colonies belges, c'est-à-dire au Rwanda, au Burundi et, comme les deux interventions au Shaba le confirment, au Zaïre (47). Depuis 1974, c'est-à-dire en gros depuis l'arrivée de Giscard à l'Elysée, les dépenses de « coopération » vers ces pays se sont considérablement accrues, doublant par rapport à 1971, et n'ont cessé d'augmenter depuis. C'est évidemment le Zaïre, considéré comme le premier pays d'Afrique pour ses richesses minières potentielles (avant même l'Afrique du Sud), et le cinquième du monde, qui excite les appétits tricolores. Les apports financiers nets de la France vers le Zaïre ne s'élevaient encore en 1975 (c'est malheureusement la dernière année disponible) qu'à 42,1 millions de dollars, soit 7,5 % des apports bilatéraux totaux. Mais il est vraisemblable que la part a grandi depuis.

L'offensive de l'impérialisme français se fait en direction de tous les pays où l'ancienne métropole a dû relâcher sa pression (l'impérialisme a horreur du vide...). C'est ainsi que les relations avec l'Ile Maurice dépendent depuis 1971 du ministère de la Coopération ; il en est de même pour les Seychelles et la Guinée-Bissau. Comme on voit, il s'agit pour la France d'étendre son influence à l'Océan Indien et aux anciennes colonies portugaises. De fait, depuis 1975, la France a pris le pas sur la Grande-Bretagne dans les apports financiers à l'Ile Maurice, la sœur jumelle de La Réunion. Avec la Guinée-Bissau et les îles du Cap Vert, la « coopération » a démarré. En mai 1977, le ministre Galley a effectué un voyage dans ces deux pays dans ce but.

Enfin, l'impérialisme français a cherché à opérer une percée dans les grands pays africains, notamment l'Egypte, l'Afrique du Sud et le Nigeria, parallèlement à sa pénétration commerciale ; mais les résultats de son effort sont encore très difficiles à apprécier.

Le repli de l'impérialisme français sur l'Afrique

Cependant, le retour en force de l'impérialisme français en Tunisie et surtout au Maroc, sa tentative d'accroître son poids financier dans ses chasses gardées traditionnelles d'Afrique Noire, sa volonté d'étendre sa zone d'influence, bref ses efforts pour consolider les positions acquises et pour devenir un impérialisme continental (ce qui est la seule manière de tenir face aux concurrents allemand mais surtout

---

(47) « *Nous sommes en train d'élargir le cadre de la zone franc pour le déplacer vers ce que j'appellerai la francophonie* », déclarait le 26 février 1976 le ministre Fourcade dans une interview publiée par *Afrique Industries* du 15/3/1976. Depuis 1970, l'action en direction de ces trois pays n'est plus organisée au ministère des Affaires étrangères mais au ministère de la Coopération, ce qui en dit long sur les intentions de l'impérialisme français...

américain et russe) se heurtent aux limites mêmes que sa taille lui impose.

C'est ainsi que si l'impérialisme français fournit depuis dix ans une part à peu près constante (autour de 13 %) des exportations totales de capitaux de l'OCDE à destination des continents dominés, une proportion croissante de ces capitaux français se dirige vers l'Afrique : 40 % pour la période 1969-70, 54 % en 1975. Autrement dit, l'impérialisme français ne maintient sa domination sur l'Afrique qu'au prix d'un *repli sur ce continent*, ce qui est un autre signe de son inévitable décadence historique. Ce repli ne peut sans doute que s'accélérer à l'avenir, surtout après le dernier sommet franco-africain de Paris où la France s'est engagée à accroître encore son « aide financière » à de nombreux pays africains.

Dans son livre récent sur *L'impérialisme français*, d'ailleurs très pauvre en données, le Cedetim prétend critiquer deux « simplifications abusives », l'une effectuée par ceux qui « *en insistant sur la dépendance envers les Etats-Unis, finissent par ne plus voir qu'un seul ennemi au monde : l'impérialisme américain* » et qui noient ainsi « *dans une analyse prétendument globale la nature et les responsabilités spécifiques de l'impérialisme français, ce qui est une bonne manière de noyer en même temps leur propre responsabilité* » ; l'autre qui pousse ses tenants à raisonner « *encore comme si rien n'avait changé, comme si l'économie française reposait exclusivement sur la domination néo-coloniale et comme si la présence militaire au Tchad ou à Djibouti était aujourd'hui pour le capitalisme français une question décisive* » (48).

Il est tout d'abord absurde de chercher des raisons exclusivement économiques à la présence de l'impérialisme français au Tchad ou à Djibouti, et on verrait sans doute en étudiant l'ensemble des facteurs impliqués que c'est bien une « question décisive ». Ensuite, même s'il est vrai que le poids relatif de l'impérialisme français à l'échelle internationale a considérablement diminué, même s'il est devenu un « impérialisme secondaire », cela n'empêche nullement que sa domination sur l'Afrique soit aujourd'hui un pilier de sa politique relativement

---

(48) Cedetim, *L'impérialisme français*, Paris, 1977, pp. 10 et 11. La critique de la première thèse (qui, bien plus qu'une « simplification abusive », est une erreur d'un point de vue économique et politique) n'empêche pas le Cedetim de la défendre à l'occasion comme nous l'avons vu dans la note intitulée « Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? » (*Programme communiste* n° 76). Même dans l'ouvrage indiqué, on peut lire des passages du genre : « *la grande bourgeoisie française n'a pas vraiment de projet national et autonome, mais au contraire un projet d'intégration économique sous hégémonie américaine* » (p. 29) ou encore : « *Au sein de la chaîne impérialiste, la France assume un rôle spécifique de chien de garde dans sa zone traditionnelle d'influence héritée du colonialisme. Il s'agit de défendre les intérêts généraux des puissances impérialistes dans des régions où la France conserve des positions soit directes (DOM-TOM) soit indirectes (ancien empire colonial)* » (p. 31). N'est-ce pas précisément ce qu'il faut entendre par une bonne manière pour des « révolutionnaires » de « noyer leur propre responsabilité » ?

plus important que par le passé. En effet, le « repli » relatif de l'impérialisme français sur l'Afrique donne à ce continent une importance accrue dans sa politique internationale. D'autre part le terrain privilégié de la concurrence entre les grands impérialismes s'est déplacé aujourd'hui dans la zone Méditerranée-Moyen-Orient-Afrique, c'est-à-dire précisément la zone où l'impérialisme français a un poids relatif très important. Voilà qui justifie la place particulière qui lui est faite dans cette étude, qui se poursuivra par des chapitres consacrés aux investissements, à la course aux matières premières et aux rivalités stratégiques et militaires.

(A suivre.)

La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (VI)

Le début de cette étude a paru dans Programme Communiste *nos 68, 69-70, 73, 75 et 76.*

La polémique Préobrajensky-Boukharine

Il n'y a pas un grain d'utopie chez Lénine. Pour affronter les problèmes ardus de la NEP il ne raisonne pas en termes de catégories économiques abstraites, mais en termes de *classe* ; et il raisonne de la seule façon permise à un marxiste, en prenant en compte les classes en mouvement à l'échelle *internationale.* Il ne considère pas comme Préobrajensky qu'il y a en Russie d'une part « *les rapports de production nés pendant la dictature du prolétariat* » (1) et de l'autre les rapports hérités du passé pré-capitaliste ou laissés libres de se développer sous la « nouvelle politique économique », les premiers régis par des lois inconnues des seconds et destinés à les vaincre ou à être vaincus par eux, les seconds gouvernés par des lois opposées tendant inévitablement à prévaloir sur l'ensemble du territoire soumis à la domination du pouvoir ouvrier. Ce que Lénine voit, c'est le pouvoir dictatorial du prolétariat qui lutte pour *se défendre* et *survivre* dans la perspective de la *victoire internationale de sa classe,* face à *d'autres* classes enracinées dans des rapports de production forcément *non socialistes,* mais au sein desquels il exerce cependant son action.

Si la possession des moyens de production dans presque tout le domaine industriel et, dans le domaine agraire, *au moins* celle de la terre, sont vitales pour la vie et le renforcement de la dictature du prolétariat en Russie, et donc aussi pour le sort futur de la révolution dans le monde, ce n'est pas parce que « le socialisme » se concentrerait dans l'industrie étatique en opposition à l'économie mercantile régnant

(1) *Les perspectives de la NEP,* 1925, in Boukharine, Préobrajensky, Trotsky, *Le débat soviétique sur la loi de la valeur,* Paris, Maspéro, 1972, p. 91.

dans l'agriculture et dans les échanges entre ville et campagne ; c'est parce que cette possession constitue *un instrument matériel de la lutte du pouvoir prolétarien pour survivre.* Contrairement à ce que dira encore un Préobrajensky, le pays des soviets ne se trouvait pas « au stade des premières années du socialisme » (2), mais à celui des *premières années de la dictature du prolétariat* dans un pays où la prédominance paysanne était absolue ; cette tête de pont audacieusement lancée *vers la révolution communiste mondiale* ne pouvait mener au socialisme qu'à la condition que celle-ci triomphe, et non parce que de nouveaux rapports de production avaient été instaurés en Russie.

C'est *dans le cadre de la stratégie communiste mondiale, et toujours dans ce cadre,* que le pouvoir soviétique travaillait à consolider les fondations de ce pont audacieux mais fragile, par une *politique* économique centrée sur la reconstruction (ou la construction) et le renforcement de la grande industrie moderne. Il n'y avait pas d'autre moyen pour « *fonder la base économique de notre prolétariat, pour en faire un prolétariat fort* », pour renforcer sa dictature et lui permettre de l'exercer « *en dépit de toutes les difficultés politiques et militaires* » ; et c'était d'autre part, la seule façon « *d'orienter, malgré tout, les paysans VERS le socialisme* » (3), en élevant leur rendement encore très bas grâce à la mécanisation de l'agriculture et l'électrification des campagnes, et en les incitant à s'organiser dans des formes de coopération fondées sur la possession de la terre et de *tous* les moyens de production par le pouvoir ouvrier, en tant que premier pas vers les grandes entreprises collectives (4).

Aux prises avec la déroute économique provoquée par la guerre civile, isolé dans un monde qui tardait à faire sa révolution, le pouvoir ouvrier ne pouvait atteindre cet objectif qu'en commençant par rendre au *petit* et au tout petit producteur agricole une liberté de commercer non illimitée certes, mais suffisante pour l'inciter à produire plus et à fournir du pain aux villes ; c'est ainsi qu'il pouvait gagner son appui et sa confiance, non seulement pour l'immédiat, mais en vue des bonds en avant bien plus grands que « *l'accroissement des forces productives de l'économie paysanne* » rendrait possibles. Il s'agissait d'une concession, mais qui allait dans le sens de cet *objectif-là,* sans jamais le perdre de vue : les « *10 à 20 ans de bons rapports avec les paysans* » ne correspondent pas à une période *statique,* mais à une période de *dynamique sociale,* qui voit le passage « *de la pauvre haridelle du moujik au cheval prolétarien de la grande industrie* [et bien sûr, de l'agriculture] *mécanisée* ». C'était là *l'optimum* de ce que Lénine attendait de la NEP, et c'est ainsi que le premier pays à dictature commu-

(2) *La Nouvelle Economique,* 1926 ; traduction française E.D.I., Paris 1966, p. 325. L'expression est de Préobrajensky mais nous verrons qu'en substance Boukharine et, bien sûr, Staline, ne raisonnent pas autrement.

(3) Lénine, *Rapport sur l'impôt en nature à la X^e^ Conférence de Russie du PCR, Œuvres,* tome 32, pp. 440, 438.

(4) Il ne faut pas oublier que c'est *ainsi* qu'est posée la question dans le texte *De la coopération (Œuvres,* tome 33). Par la suite, ce texte a été des plus controversés, alors qu'une lecture attentive montre qu'il est tout à fait clair.

niste devait se présenter au rendez-vous de la révolution mondiale : non pas avec un socialisme bel et bien réalisé grâce au dépérissement de la loi de la valeur sous les coups de boutoir du « principe de planification » (Préobrajensky), ou à travers les voies tortueuses de l'économie de marché mise à son service (Boukharine), mais avec un prolétariat reconstitué dans sa structure « physiologique » après l'hémorragie de la guerre civile, renforcé quantitativement et qualitativement par l'extension et le renforcement de la grande industrie, et à la tête d'une classe paysanne arrachée à l'influence des riches *nepmen* et de la nouvelle bourgeoisie, inévitablement intéressés à « *la séparer des ouvriers* » (5). Tout ceci demandait une bataille, y compris *dans* le parti, pour ne jamais perdre la bonne direction ; exactement comme au temps de la polémique sur les syndicats, puis sur la NEP elle-même, puis encore sur le maintien du monopole du commerce extérieur, sur l'extension des pouvoirs du Gosplan ou sur la question de l' « autonomisation », enfin sur le « *faire moins, mais mieux* » dans la réalisation de la politique économique ; une bataille contre la façon *abstraite et généralisatrice* ou inversement *empirique et administrative* de poser et de résoudre les problèmes.

Ce sont des *considérations de classe* qui dictent *toutes* les mesures de politique économique ; avant tout la nécessité de renforcer le pouvoir prolétarien à la tête de la société tout entière ; ensuite, la nécessité de faire repartir sur des bases productives plus élevées non pas l'économie paysanne *en général,* mais celle des « *petits et tout petits paysans* » (6) avec lesquels on avait fait la révolution, et sans l'appui desquels la dictature du prolétariat n'aurait pas résisté au choc de la guerre civile ; à l'inverse, il fallait utiliser tous les moyens étatiques de *pression* et de contrainte pour rogner impitoyablement les ongles aux *nepmen* et aux koulaks, aux porte-parole de la nouvelle bourgeoisie renaissant sur la base de la NEP.

Des considérations de classe, et des considérations de *guerre sociale :* une guerre sans effusion de sang, sur le front de la petite et minuscule entreprise agricole qu'il fallait *aider* à évoluer vers les formes plus hautes de la coopération — variantes de ce « *capitalisme d'Etat inhabituel* » en vigueur sous la dictature du prolétariat, avec ses deux faces, capitaliste (du point de vue des rapports de production et d'échange) et socialiste (sous l'angle de la propriété des moyens de production et de la terre) — et vers la grande entreprise collective ; une guerre sanglante, ou en tout cas n'excluant *aucun* moyen, contre la bourgeoisie rurale et urbaine soutenue par ses consœurs du monde entier.

Ce sont les rapports délicats entre les deux seules classes, l'une au sens plein du terme, l'autre sous-classe ou fraction de classe, dans lesquelles le pouvoir soviétique reconnaît ses deux piliers, qui dictent

---

(5) Lénine, *Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne,* 1923, *Œuvres,* tome 33, p. 500.

(6) C'est à eux en effet, et à eux seuls, que s'adressent tous les textes de Lénine de la période cruciale 1922-23, comme nous l'avons montré précédemment.

le rythme des interventions dans l'économie ; il faut tantôt accélérer, tantôt ralentir, mais ne *jamais* forcer outre mesure la « réactivation de la grande industrie » ; il ne faut *jamais* s'enivrer du rêve radieux d'une planification rigide et absolue, mais *jamais* non plus y renoncer — même sous prétexte de « prudence » extrême — au profit d'un développement capitaliste *incontrôlé* qui risquait de donner naissance à une nouvelle classe grande-bourgeoise. C'est la tâche difficile de maintenir la « soudure » entre ces deux niveaux *sociaux* qui explique l' « éclectisme » apparent, l'oscillation constante d'une politique qui ne lâche les brides à la « liberté » du marché que pour les resserrer à nouveau dans la main de fer de la dictature. Là où les imbéciles voient le modèle de l' « élasticité » et même de l' « opportunisme » de Lénine, il faut au contraire admirer l'art de se diriger tout droit vers un but *unique* au milieu de la tempête d'une société intrinsèquement contradictoire (7). Mais cette tâche explique aussi pourquoi Lénine ne se laisse « monter la tête » ni par l'un ni par l'autre aspect de la NEP ; elle explique aussi bien sa méfiance devant les industrialisateurs et planificateurs à tout prix et *quoi qu'il advienne,* que sa *fureur* devant les « libéralisateurs » et « harmonisateurs » *inconditionnels* ; elle explique son refus de « théoriser » la NEP, de voiler la nature des rapports de production et de les appeler par un nom qui ne leur convient pas, ou, pis encore, de fermer les yeux sur la fragilité des précaires équilibres entre les classes *(équilibres,* jamais *harmonies)* rendus possibles par l'entrelacement de rapports capitalistes de production avec la dictature politique communiste (8).

---

(7) Certes, la société qui vient de sortir d'une révolution prolétarienne simple est *elle aussi* contradictoire. Même dans un pays capitaliste développé, des résidus de petite production rurale et aussi urbaine, d'origine pré-capitaliste, survivent au milieu du plein capitalisme. Mais justement, il s'agit de *survivances,* qui n'empêchent pas qu'on commence *dans l'ensemble* la *destruction du rapport mercantile et salarial,* et qui seront peu à peu absorbées par cette transformation. Dans une révolution double, c'est l'inverse : des îlots de grande production capitaliste nagent au milieu d'un océan de petites entreprises familiales et même « naturelles » ; il faut promouvoir le passage de la forme marchande simple à la forme complexe *avant* de pouvoir les abolir toutes deux. Plus la société est contradictoire (aucune révolution prolétarienne ne sera « pure » à 100 % !), plus les voies de sa transformation sont contradictoires. C'est pourquoi Marx, dans sa lettre à Sorge du 20 juin 1881, s'élève contre l'utopie qui considère l'abolition de la rente foncière comme une « panacée sociale » ; il explique que la nationalisation de la terre est une de ces mesures indiquées par le *Manifeste* comme « *interventions despotiques dans les rapports de propriété et de production bourgeois* [...] *qui sont, et ne peuvent être que contradictoires* » : il est vrai que la transformation socialiste est impossible sans nationalisation de la terre, mais cela ne veut pas dire que, réciproquement, là où la terre est nationalisée règne le socialisme ; car il est tout aussi vrai que cette mesure, *tant que le mode de production capitaliste reste en vigueur,* tend à « préserver la domination du capital, ou à la reconstituer sur une base *encore plus large* que celle qui existe présentement. » Les trotskystes, et tous ceux qui se réfèrent peu ou prou aux théorisations de Préobrajensky et en partie aussi de Trotsky, devraient s'en souvenir !

(8) « Il faut se pénétrer d'une méfiance salutaire envers un élan inconsidéré, envers toute espèce de vantardise, etc. ; il faut songer à vérifier les dispositions que nous proclamons à chaque heure, que nous prenons à chaque minute et dont nous démontrons ensuite à chaque seconde la faiblesse, le caractère inconsistant et inintelligible » (Lénine, *Mieux vaut moins, mais mieux, Œuvres,* tome 33, p. 502)

L'édifice théorique auquel Lénine se réfère pour se diriger dans les méandres complexes de la mise en pratique de la « nouvelle politique économique » ne tolère aucune *généralisation pseudo-scientifique,* car il repose sur les rapports de forces *réels* entre les classes, en Russie *et dans le monde.* Son sujet est la dictature du prolétariat, non pas la dictature *en général,* mais la dictature s'exerçant dans les conditions d'un pays de petits paysans, encerclé de surcroît par le capitalisme et plongé dans un état interne d'arriération économique frappant *tous* les secteurs. La grande conquête de cette dictature *dans le domaine de la transformation économique et sociale,* ce n'est pas d'avoir réalisé le « socialisme » ; c'est, comme Lénine le dit au IV^e^ Congrès de l'International Communiste, d'avoir réalisé la prise en main de « *tous les leviers de commande* », « *non seulement la terre, mais aussi tous les éléments les plus importants de l'industrie* », condition préalable — mais condition préalable seulement — d'une « *préparation de l'économie socialiste* » qui n'est malheureusement pas réalisable directement mais seulement « par voies détournées » (9). Sur cette base, la dictature du prolétariat se propose d'arriver au capitalisme d'Etat (et « *seulement ensuite* » au socialisme !), mais non au capitalisme d'Etat *en général.* Celui vers lequel elle tend a déjà réalisé dans l'industrie (ou dans la plus grande partie de celle-ci) la gestion publique de la production, et il commence à la réaliser par paliers *successifs* dans l'agriculture ; il présente donc les conditions *optimales,* à la fois *politiques et économiques,* pour un *futur* passage au socialisme lorsque le niveau de développement des forces productives se sera suffisamment élevé. La dictature sait qu'elle doit *démarrer* par une voie oblique, qu'elle doit concéder aux paysans la liberté du commerce sans laquelle l'industrie d'Etat elle-même ne pourrait pas se relever, à la fois parce que les moyens de subsistance pour ses ouvriers feraient défaut et parce que ses produits ne trouveraient pas d'acquéreur. Là encore, cependant, non pas la liberté *en général,* mais celle qui est compatible avec le maintien du contrôle *politique* sur les forces qui sont attachées à la liberté du commerce et intéressées à son développement « spontané » sans limites ni contrainte ; la liberté compatible avec un plan, même élastique, de distribution des ressources dans les divers secteurs de l'économie, un plan qui ne lâche pas les leviers de commande de la dictature, mais permet au contraire de les tenir plus solidement.

Une politique agraire qui aurait poussé à la naissance de grandes fermes (peut-être même d'Etat, en régime de nationalisation de la terre) utilisant du travail salarié, une politique comme celle souhaitée par Boukharine quand il lançait son : « *Enrichissez-vous !* », ou comme celle que Larine voyait déjà en action en 1923, et qui préparerait un grandiose processus d'expropriation, une telle politique « à la Stolypine » aurait *peut-être* été plus adéquate, du point de vue du calcul *purement économique,* que le long et tortueux chemin qui menait de l'entreprise paysanne individuelle à la coopérative d'Etat et de là à l'entreprise collective. De même, l'abandon du monopole du commerce

(9) *Rapport présenté au IV^e^ Congrès de l'Internationale Communiste,* 13 novembre 1922, *Œuvres,* tome 33, pp. 439, 440.

extérieur envisagé en 1922 par Boukharine et d'autres (y compris Zinoviev et Staline au début, comme on peut le voir dans une lettre du 15-12-1922 adressée à ce dernier), ou encore la politique préconisée par Sokolnikov (10) consistant à importer en échange d'exportations de céréales à grande échelle, des machines et équipements que l'industrie d'Etat soviétique ne pouvait pas produire dans l'immédiat, une telle politique aurait *peut-être* été plus rentable, du point de vue du calcul *purement économique*, qu'une politique de développement calibré de la production industrielle dans un régime de monopole du commerce extérieur et, en partie, intérieur.

Mais justement, pour Lénine, le « régulateur » de toute la NEP est *politique plutôt qu'économique*. C'est pourquoi un plan économiquement inattaquable mais qui fait abstraction des répercussions qu'il entraîne sur les rapports de forces entre les classes, et donc aussi sur le parti aux commandes de la dictature, n'est pas seulement hors de propos : il est *à condamner*. La question est tellement importante que, nous l'avons déjà rappelé, Lénine est prêt à affronter ouvertement, s'il le faut, le risque d'une rupture dans le parti même. On peut en dire autant d'un plan qui aurait sacrifié les bases matérielles de l'alliance avec la petite paysannerie (11) au profit d'un rythme d'accumulation industrielle élargie hors de proportion avec les ressources disponibles compte tenu des besoins de développement de l'agriculture. Un théoricien pur comme Préobrajensky peut construire une « théorie de l'accumulation socialiste primitive et élargie » faisant abstraction des concessions que la dictature du prolétariat *peut* être contrainte de faire, pour des motifs *politiques* à l' « économie de marché », au détriment s'il le faut de l'industrie d'Etat. Le théoricien politique Lénine *ne le peut pas :* tout l'édifice de la NEP repose sur des motivations *politiques*, sur des appréciations *de classes* et de *rapports de classes*. Pour la même raison, réciproquement, il ne peut pas admettre des concessions qui (comme Préobrajensky le fait remarquer à juste titre à l'autre théoricien, ou aspirant théoricien pur, Boukharine) ont un objectif et une direction autres que la lutte conjointe du prolétariat et de la paysannerie *contre* la bourgeoisie interne et internationale ; il ne peut pas non plus recommander en matière de politique économique cette « prudence extrême » qui aurait pour effet, comme Lénine le rappelle à tout le parti, non pas de « *conserver notre pouvoir ouvrier, de maintenir sous son autorité et sous sa direction notre petite et toute petite paysannerie* » (12), mais d'y soustraire les gros paysans et donc de miner les bases politiques du pouvoir ouvrier.

Ces généralisations dans le domaine de la théorie économique

---

(10) Et, parmi les autres théoriciens de l' « école » qui s'était formée autour du Commissariat du peuple aux finances (Narkomfin) par Chanine. Cf. A. Erlich, *Die Industrialisierungsdebatte in der Sowietunion 1924-1928*, Frankfurt-Wien 1971, pp. 36-41.

(11) Une alliance et « *un tribut payé au capitalisme* », acceptés et « appuyés », il ne faut pas l'oublier, « afin que le prolétariat puisse *garder son rôle dirigeant et le pouvoir d'Etat* » (*Rapport sur la tactique du PCR au III^e^ Congrès de l'I.C.*, 5 juillet 1921, *Œuvres*, tome 32, p. 521.

(12) *Mieux vaut moins, mais mieux*, *op. cit.*, p. 514.

constitueront par contre le centre de la polémique qui s'est ouverte à la fin de 1924 entre Préobrajensky et Boukharine ou, pour employer les termes consacrés mais impropres, entre la gauche et la droite du parti. Cette polémique ne se développera pas seulement *au-dessus* du processus réel ; elle fournira au fur et à mesure des *justifications doctrinales* au processus par lequel les forces sociales destinées à dénaturer le parti russe et l'Internationale Communiste prendront le dessus, et construiront sur leurs décombres l'Etat grand-capitaliste de toutes les Russies.

Préobrajensky

Pour débarrasser le débat des déformations polémiques et des falsifications sous lesquelles il a été enterré dès l'origine et dégager son essence, il faut avant tout reconnaître que derrière les théorisations de Préobrajensky il y a la conscience aiguë du fait que la dictature prolétarienne en Russie, dans l'immédiat et surtout dans la perspective du développement de la NEP, opère dans des « *conditions d'existence absolument exceptionnelles* » ; ces conditions sont celles que Lénine a indiquées dans tous ses articles et messages au parti de la fin de 1922 au début de 1923, et elles découlent de la nature contradictoire des bases sociales sur lesquelles reposent le parti et l'Etat qu'il dirige. Une fois dépouillés des généralisations théoriques erronées sur lesquelles nous reviendrons, les arguments que Préobrajensky oppose à Boukharine apparaissent comme profondément justes : « *Ce n'est qu'avec un conception vulgaire des rapports léninistes avec la paysannerie dans la période de la NEP que l'on peut estimer que le léninisme implique en ce domaine les concessions maximales à la paysannerie et cela* seulement. *Lénine a proposé et défendu les concessions aux campagnes en tant que communiste, c'est-à-dire qu'il les a proposées au nom de la consolidation en ciment armé de la dictature du prolétariat ; ces concessions avaient avant tout en vue la réalisation de ce but essentiel et n'ont jamais été à ses yeux une fin en soi* » (13). Ces paroles ont été prononcées à un moment où le parti était au contraire tout entier orienté vers une politique de « concessions aux campagnes » conçue comme une solution *automatique* du nœud gordien que constituaient les rapports des classes en Russie ; elle ressurgiront, telles quelles, dans la polémique tardive de l'opposition Zinoviev-Kamenev-Kroupskaya au XIV[e] Congrès du parti russe.

Certes, il convient d'écarter l'édifice théorique *inconsistant* (voir plus loin) des « deux systèmes » en lutte et l'emportant tour à tour, de même que la thèse selon laquelle « nous luttons pour la survie dans le cadre de relations de marché, *mais nous changeons leur contenu sur la base de cette lutte* [souligné par l'auteur] » ; mais sur le plan intérieur il est indéniable que « *se représenter la lutte menée sous différentes formes contre l'économie privée, y compris la forme*

(13) *Réponse au camarade Boukharine*, en appendice à *La Nouvelle Economique, op. cit.*, p. 309.

d'une collaboration forcée avec le capitalisme, comme une « légende dorée » pacifique [souligné par nous], *cela signifie bavarder à la surface des phénomènes et substituer le philistinisme au marxisme révolutionnaire* » (14). Il est tout aussi indéniable, sur le plan « extérieur », c'est-à-dire international, que « *ne pas voir derrière notre pauvre échange marchand domestique l'ombre énorme et menaçante du marché mondial ; ne pas voir la minceur du mur qui sépare celui-ci de la masse de nos cent millions de paysans ; ne pas voir la tension de toute la situation et la lutte incessante d'un système contre l'autre, c'est en pratique endormir la vigilance de l'un des protagonistes, à savoir la classe ouvrière, lui obscurcir les dangers qui la menacent, affaiblir sa volonté avec les villages à la Potemkine d'un optimisme puéril en un moment où il lui faut poursuivre la lutte héroïque d'octobre* » (15). Sans adhérer à *aucune* des déductions théoriques de Préobrajensky, on ne peut que souscrire à l'avertissement qu'il lance à propos de la collaboration cependant inévitable avec l' « économie privée » à l'intérieur comme à l'extérieur : « *En prison aussi, il y a coopération. Ne sommes-nous pas dans une sorte de camp de concentration avec les éléments capitalistes* [si on ajoutait *privés*, tout serait correct] *de notre économie ? Nous sommes en même temps gardiens et prisonniers. Nous sommes prisonniers parce que nous sommes séparés par le mur pénitentiaire du temps de la révolution socialiste mondiale* [...] *Nous sommes des gardiens parce que le rempart de notre monopole du commerce extérieur, notre système douanier, nos importations planifiées et le niveau intérieur des prix qui en résulte ont dissocié notre économie privée de l'économie privée mondiale vers laquelle elle tend* » (16).

Ne retrouve-t-on pas là la question angoissée de Lénine : « Qui vaincra ? », la question qui parcourt tous ses écrits et discours depuis 1921, et qui provoque aussi la levée de boucliers de la minorité à la fin de l'année 1925 ? Cette question a un sens indépendemment de la théorie de Préobrajensky sur la lutte entre « deux lois objectives » correspondant à deux modes de production opposés coexistant sous la dictature du prolétariat. Elle découle de la *réalité*, du fait qu'une classe exerce le pouvoir sur la base de rapports de production qui ne sont pas les siens, et affirme son « droit » historique à les contrôler en fonction de la révolution mondiale dont, du point de vue *politique*, elle constitue le « détachement avancé », alors qu'elle ne peut pas l'être en ce qui concerne les conditons *matérielles*.

En second lieu, s'il est vrai que la polémique Préobrajensky-Boukharine a fini par se concentrer autour de la formule *provocatrice* de la « loi de l'accumulation socialiste primitive » et de l'accumulation élargie subséquente, et en particulier autour de ses prétendues consé-

(14) Préface à la deuxième édition de *La Nouvelle Economique, op. cit.*, p. 70. C'est bien là en effet l'autre face de la NEP ; si on ne la voit pas, l'appui à l' « économie marchande » et « privée » sous le contrôle et la discipline de l'Etat se change en son contraire.

(15) *Ibid.*, p. 79.

(16) *Ibid.*, p. 80.

quences en matière de politique économique, si on a imputé à Préobrajensky le désir de réaliser purement et simplement l' « écrèmage » jusqu'à la dernière goutte des ressources accumulées dans le secteur non étatique et précapitaliste de l'économie, il faut dire que l'erreur fondamentale du vieux-bolchévik « de gauche » n'était pas là. Elle résidait dans sa *conception générale* du « *type de notre économie d'Etat* », qu'il définissait comme « *socialiste (aussi primitif que soit ce type)* » (17), conception dont sa fameuse loi n'est que l'aspect le plus apparent. En fin de compte, le problème de l' « accumulation entre les mains de l'Etat de ressources matérielles tirées *principalement ou simultanément* [non exclusivement, donc] de sources situées en dehors du complexe de l'économie d'Etat » ou, suivant une autre formule, « aux dépens *aussi bien* des ressources propres de l'économie d'Etat que du transfert *d'une partie* du surproduit de l'économie privée au secteur socialiste » (18), loin d'être arbitraire, est le problème *archi-réel* de *tous* les pays plongés dans des conditions d'arriération économique : ils ne peuvent combler ce fossé intolérable face au marché mondial, à la pression duquel ils ne peuvent pas se soustraire, qu'en étatisant l'industrie et en « privilégiant » son développement et son renforcement. Sous cet angle, et *si tel* avait été l'objet du débat, la discussion aurait pu se borner à déterminer le *degré* et les *limites* jusqu'où une telle accumulation *devait et pouvait* être poussée : et nous avons déjà vu que Trotsky dans le « discours des ciseaux » et dans *Cours Nouveau* a recommandé, comme Lénine l'a toujours fait, la plus grande prudence dans la question des *rythmes* de développement de l'industrie par rapport à l'agriculture, en se démarquant des superindustrialisateurs et des superplanificateurs du Gosplan. Préobrajensky lui-même, pour se défendre contre les attaques de mauvaise foi de ses adversaires, a cité le passage où il avait écrit que le problème, pour l'Etat ouvrier, ne consistait pas « à tirer des producteurs petits-bourgeois moins que le capitalisme [ne l'avait fait dans les autres pays et à l'époque de l'accumulation primitive] mais à tirer plus d'un revenu *encore plus élevé* qui sera assuré à la petite production par la rationalisation de toute chose et en particulier de la petite exploitation du pays » (19) ; il est vrai que même alors on pouvait lui objecter que cette projection dans le futur laissait ouverte une série de questions sur les « transitions » (terme cher à Boukharine) ou les « maillons » (comme dit Lénine) à travers lesquels une accumulation *croissante* des ressources dans les campagnes aurait été possible, et sur les *limites* dans lesquelles, à chacun de ces maillons, il aurait été *économiquement* avantageux et possible d'appliquer aux entreprises rurales toute la gamme de prélèvements — fiscaux, financiers, par la politique des prix, etc. — qu'il

(17) Préface à la première édition de *La Nouvelle Economique*, *op. cit.*, p. 41.

(18) *Op. cit.*, pp. 134, 114. L'erreur de Préobrajensky est de mettre « socialiste » à la place d' « étatique ». Ceci dit, on voit qu'il n'imagine nullement une « spoliation » intégrale des paysans, ni que l'accumulation dans l'industrie devrait être exclusivement à leur charge : pour lui, même « *l'accroissement du salaire* [*est subordonné*] *à la fonction de l'accumulation* » (p. 120), et il fait dépendre une grande partie de l'accumulation dans l'industrie d'Etat de la rationalisation et de l'efficience croissante de celle-ci.

(19) *Ibid.*, p. 140.

suggérait pour mobiliser *toute* l'économie, dans les campagnes comme dans les villes, au profit d'une industrialisation accélérée. C'était là le véritable *nœud pratique* qu'une discussion aurait dû dénouer si elle n'avait pas été viciée par des généralisations théoriques arbitraires ; et dénouer, encore une fois, non pas *en général*, mais dans la succession des situations *de fait*, des rapports de forces *réels* entre les classes et des situations économiques *réelles*.

De même, il était indiscutable que l'état d'arriération de la Russie après 1921 exigeait (c'eût été vrai pour *n'importe quel* pays en voie de développement, mais c'était d'autant plus impératif qu'il ne s'agissait pas de sauver une quelconque « indépendance nationale » plus ou moins réelle mais l'Etat de la dictature du prolétariat) qu'on exploite *à la limite du possible* l'avantage du *monopole* qui donnait à l'Etat les principaux leviers économiques dans l'industrie et le commerce, pour pousser à l'expansion aussi *rapide* et *planifiée* que possible des forces productives. Le véritable problème était de déterminer *au fur et à mesure* cette limite. Dans ce cadre, le débat sur les mesures à prendre pour instaurer le type le plus favorable d' « interrelations entre l'économie d'Etat et l'économie privée » était non seulement légitime mais indispensable ; il aurait pu être fécond s'il n'avait dégénéré en une opposition de front entre alignements politiques.

La véritable erreur de Préobrajensky — erreur *fatale* si on pense que le stalinisme en fera une de ses « vérités premières », un de ses *principes fondamentaux*, et erreur que Boukharine pouvait d'autant moins relever qu'il partait d'une prémisse analogue — fut de croire et de soutenir que l'accumulation primitive et étatique dans l'industrie, le monopole d'Etat, la planification de la répartition des forces productives dans ce cadre, définissaient *par eux-mêmes* un « type de structure économique » opposé à celui du capitalisme, et donc *socialiste* par définition. Ce fut de croire et de soutenir, par voie de conséquence, que la lutte en Russie se déroulait entre un mode de production *au moins embryonnairement* socialiste et un mode de production capitaliste enfermé dans une zone censée décroître à mesure que le « principe de planification » élargissait son champ d'application, mais survivant *intégralement* à l'intérieur de cette zone. Pour le marxisme, la planification et le régime de monopole *altèrent* le fonctionnement normal de la loi de la valeur ; on peut dire aussi avec Lénine qu'ils « *la minent* », tout comme chaque pas en avant dans la concentration et la centralisation « mine » les bases du capitalisme et *prépare* celles du socialisme. *Mais ils ne la suppriment pas.* Selon Préobrajensky, il n'y a pas de monopole ni de planification qui ne supprime *en soi* la loi de la valeur, et qui ne soit donc pas *socialiste*, à plus forte raison dans un régime de dictature du prolétariat.

L'existence de deux « lois », de deux « régulateurs » dont l'un est planifié et conscient, l'autre spontané et aveugle, de deux « systèmes économiques » avec les rapports de production qui leur correspondent : voilà *l'essence* de la « *nouvelle économique* » et de ses antagonismes internes. Préobrajensky peut bien dire qu'il ne s'agit pas d'une réalité accomplie, mais d'une tendance : « *Notre économie d'Etat apparaît*

historiquement comme la continuation et l'approfondissement des tendances monopolistes du capitalisme et, par conséquent aussi, comme la continuation des tendances à la dégénérescence ultérieure de l'économie marchande et à la liquidation ultérieure de la loi de la valeur » (20). Mais on ne peut pas construire la *théorie économique pure* de l'« approfondissement d'une *tendance* », pas plus que de la « *tendance* » elle-même ; en l'occurrence, une « théorie du monopole » *opposée* à la théorie du capitalisme *en général*, et transformée en théorie d'un « *type socialiste d'industrie d'Etat (si embryonnaire que soit ce type)* » considéré comme *intermédiaire* entre capitalisme et socialisme. Il n'y a pas *deux* théories du capitalisme, l'une relative au capitalisme en régime de libre concurrence plus ou moins imparfaite, l'autre au capitalisme en régime de monopole plus ou moins complet : il n'y en a qu'*une*, fondée sur l'abstraction d'un « *capitalisme pur* », et c'est à partir de ses lois qu'il s'agit d'analyser le fonctionnement et donc aussi les écarts et compensations par rapport au schéma « pur » du capitalisme tel qu'il se présente dans la réalité, d'un capitalisme qui n'a jamais été de *pure* concurrence et ne sera jamais de *pur* monopole. On peut encore moins extrapoler les « régulateurs conscients ou semi-conscients » de l'économie monopoliste pour en faire les piliers d'une « nouvelle économie » qui serait *socialiste* parce que *d'Etat*, dans la mesure où l'Etat est dans les mains de la classe ouvrière et de son parti.

Tout ce que Préobrajensky peut soutenir scientifiquement, c'est qu'il existe dans l'industrie russe (et qu'on s'efforce d'introduire dans l'agriculture) cette forme *particulière* de capitalisme d'Etat que Lénine qualifiait d' « inhabituelle ». Cette forme était « inhabituelle » parce que la dictature du prolétariat la soumettait aux exigences de ses propres *objectifs programmatiques* et la « canalisait dans leur direction » grâce à la possession *intégrale* des moyens de production et de la terre, condition d'un *futur* passage au socialisme (c'est *seulement* dans ce sens et pour cette raison qu'on pouvait appeler « socialistes conséquentes » les entreprises directement gérées par l'Etat) ; mais Lénine « s'obstinait » à ne pas appeler cette forme autrement que *capitalisme*, pour la simple raison que *c'était et restait du capitalisme*, avec toutes ses catégories *typiques*. Préobrajensky a d'autre part raison de soutenir que le capitalisme d'Etat *pur*, la planification non seulement intégrale, mais inspirée par les exigences *sociales* générales et pas simplement économiques ni même simplement politiques, n'est réalisable *que* sous la dictature communiste, bien que la marge de manœuvre soit beaucoup plus étroite dans un pays arriéré que dans un pays avancé. Cet argument aurait pu constituer sa position de force face aux théories de la « spontanéité » des mécanismes régulateurs du marché et de leur harmonie. Mais il n'aurait pas fait pour autant franchir à l'économie russe le seuil du socialisme : il aurait seulement apporté un argument de plus en faveur de la *dictature du prolétariat*, stade de transition nécessaire *vers* les *bases* du socialisme ou vers le socialisme lui-même.

(20) *Ibid.*, p. 201.

Nous admettons volontiers que Préobrajensky a aussi énuméré et commenté méticuleusement point par point dans son livre les mesures économiques *optimales* pour une accumulation primitive et élargie, mesures qu'un pouvoir étatique en général, et la dictature du prolétariat en particulier, *devrait* mettre en œuvre dans un pays condamné par son arriération à un processus d'industrialisation forcée (21). Mais contrairement à ce qu'il prétend, cet optimum n'est pas une « *loi coercitive objective* », c'est un *objectif* vers lequel la *politique économique* des organes du monopole et de la planification tend et ne peut pas ne pas tendre (22). Mais cet objectif ne dit rien sur les mesures que le pouvoir central sera obligé de prendre au fur et à mesure par rapport au secteur « privé » de l'économie, tantôt en lâchant du terrain, tantôt en en regagnant, moins en fonction des hauts et bas de la conjoncture (23) qu'en fonction des considérations de stratégie *politique* déduites de la dynamique des rapports entre les classes à l'échelle mondiale.

Bref, Préobrajensky ne peut pas démontrer que l'économie soviétique est l'arène du heurt entre le *socialisme* économique qui existerait dans un secteur et le *capitalisme* existant dans l'autre (et seulement dans l'autre), encore moins formuler les « lois » du premier opposé au second. C'est que la véritable lutte, *une et indivisible,* est la lutte menée par la *dictature prolétarienne,* le « pouvoir qui n'est lié par aucune loi », pour *diriger* une économie qui, sous des formes et à des degrés divers, est *uniformément mercantile ;* et pour la diriger vers les conditions optimales, du point de vue politico-social et du point de vue du développement des forces productives, que le capitalisme « poussé jusqu'au bout » présente pour la transformation socialiste.

---

(21) Voir par exemple les pages 180 et 207, dont peut s'inspirer aujourd'hui *n'importe quel* gouvernement du Tiers Monde. En plus des recettes d'industrialisation forcée, il y gagnera l'avantage de pouvoir s'appeler « socialiste », texte en main, sous les applaudissements des « trotskystes » à la Mandel. Ceux-ci, en effet, ne trouvent rien de mieux que de suggérer aux divers Boumedienne le livre de Préabrajensky comme Bible de la « construction du socialisme » (Cf. l'*Introduction à la « Novaia Economika »* par E. Mandel, *op. cit.,* pp. 20 et suivantes, et pp. 34-35).

(22) Il n'est d'ailleurs pas certain que le pouvoir prolétarien doive *nécessairement* forcer les étapes de l'accumulation et de l'industrialisation en résonance mécanique avec le capitalisme mondial. Dans un pays capitaliste développé, d'une part le fossé à combler ne sera jamais aussi profond qu'en Russie, même compte tenu des destructions de la guerre civile ; d'autre part, la dictature ne se bornera pas à *étendre* la production, mais devra *l'élaguer,* couper les branches mortes, trop vieilles, inutiles ou dangereuses, et tendre vers des rythmes d'accroissement plus faibles et correspondant au taux d'augmentation de la population.

(23) Ici, les discours de Préobrajensky et de Piatakov au XIII[e] Congrès ne prêtaient que trop le flanc à la critique de Boukharine : une planification à laquelle échappe la moitié (et largement plus !) de l'économie, l'économie « privée », qui ne s'exerce donc que sur la production industrielle, est une contradiction dans les termes *car le développement de l'industrie est conditionné par celui de l'agriculture et réciproquement.* De même, il était tout aussi *abstrait* de considérer le marché comme un « régulateur spontané » régissant le secteur agricole et privé en général, alors qu'il subissait — trop ou pas assez, c'est un autre problème — la *contrainte* étatique (ne serait-ce que les prix taxés, pour le pain, par exemple). Dans ce secteur, la « loi de la valeur » n'agissait pas plus « dans toute sa pureté » que ne le faisait dans l'industrie le « principe de planification ».

Préobrajensky, sentant confusément que c'est ainsi que les choses se présentaient, cherche à s'en sortir en écrivant que « la production marchande simple et la production marchande capitaliste appartiennent toutes deux, bien qu'elles aient des formes différentes, à une seule et même famille, tandis que le système *marchand socialiste* [souligné par nous] et la pure production marchande appartiennent à *deux types différents de structure économique* [souligné par lui] » (24). Du coup il a fabriqué la catégorie *atypique et absurde* du « socialisme mercantile » pour définir ce monstre théorique qu'est un socialisme dans lequel on produit et échange des marchandises, où la force de travail est une marchandise, où règne l'argent en tant qu'équivalent général, bref qui *anéantit le concept même de socialisme.*

Cette erreur théorique dans le domaine de l'économie pure devait avoir des conséquences théoriques et pratiques proprement désastreuses *dans le domaine politique.* La première, et la plus grave de toutes, c'est qu'une telle conception postulait un « *Etat socialiste fermé* », c'est-à-dire allait paradoxalement dans le sens même de cette « construction du socialisme dans un seul pays » contre laquelle se dressait cependant la conscience marxiste et de classe de Préobrajensky et de Piatakov. Ils apportaient ainsi un argument « théorique » de plus à la thèse qui affirmait que la révolution mondiale n'était nécessaire que pour rendre *définitif* le triomphe encore seulement partiel du socialisme. Une deuxième conséquence va dans le même sens, mais a une portée plus large : à raisonner ainsi, *tous* les aspects du monopole et de la planification devenaient *socialistes tout court :* socialiste, l'accumulation primitive avec tout son bagage de contraintes présentées comme « lois économiques objectives » ; socialiste, la planification *en général ;* socialiste, le monopole du commerce extérieur et, le cas échéant, intérieur ; socialiste, le « *profit commercial* » réalisé par les entreprises industrielles ; socialiste, l'industrialisation *en soi,* et, par contrecoup, l'invitation à produire plus à salaire égal ; socialiste, le « *protectionnisme soviétique* » ; socialistes, la politique des prix et la politique fiscale. Voilà le véritable drame de l'Opposition : son aile « extrême », Préobrajensky et l'école formée autour du Gosplan (25), *préparait contre Staline le programme qui sera celui de Staline !*

---

(24) *La Nouvelle Economique, op. cit.,* p. 206.

(25) On sait avec quelles hésitations Lénine a fini par accéder à la proposition de Trotsky d'attribuer des fonctions législatives au *Gosplan.* Ses remarques bien connues des 27 et 28 décembre 1922 montrent d'une part qu'il craignait les excès de « *méthode administrative* », néfastes « *comme toutes les exagérations en général* », qui pouvaient en découler ; et d'autre part, qu'il sentait avec son instinct infaillible le danger qu'il y avait à confier la réalisation de « notre plan de construction économique et sociale » (ce n'est pas par hasard qu'il y a cette double qualification) à des experts « *dont l'écrasante majorité est inévitablement entachée de conceptions et de préjugés bourgeois.* »

Et où donc se trouvera la pépinière des zélateurs de *la production pour la production,* de *l'accumulation pour l'accumulation* (élargie, bien sûr !), cette conception typiquement grande-bourgeoise ? Où donc Staline trouvera-t-il les plus fidèles maréchaux de l'industrialisation forcée ? Où donc nicheront les techniciens de l'éléphantiasis bureaucratique et du gaspillage qu'elle entraîne, liés (Boukharine l'avait prévu dans la polémique avec Préobrajensky) au régime du « monopole » économique ? Précisément au *Gosplan* de l'ère stalinienne !

Ce programme ne se bornera pas à présenter les étapes successives de l'industrialisation et ses rythmes frénétiques comme *la preuve* de l' « édification du socialisme », et les ambitieux plans quinquennaux comme *le signe* qu'on avait dépassé la subordination à la spontanéité aveugle et irrationnelle du marché, ce qui n'est possible que dans le socialisme. Cela aurait déjà été de trop ; mais ce programme *n'en restera pas là :* il *exigera* des prolétaires des sacrifices *croissants* pour que la marche victorieuse vers la « société sans classes » ne subisse *ni arrêts ni retards.* Même la dékoulakisation, avec son cortège d'horreurs, fera partie de cette marche triomphale ; et Préobrajensky l'avait bel et bien prévue en 1925, comme l'envers inévitable de l'échec du « principe de planification » ou de la « loi de l'accumulation primitive socialiste » ; ce n'est certainement pas par hasard que, sur les traces de Larine, il l'avait baptisée « *'réaction' socialiste* » (26).

Enfin, il faut voir où menait la tentative *doublement illusoire* de Préobrajensky. Il prétendait d'une part construire, *en général,* la théorie d'un mode de production *supposé caractéristique et spécifique* de la dictature du prolétariat, période de transition du capitalisme au socialisme. En fait, le marxisme ne connaît que la théorie du mode de production capitaliste et celle du mode de production socialiste ; c'est en fonction de cette dernière que la dictature prolétarienne « *intervient despotiquement dans les rapports de propriété et les rapports de production bourgeois* — comme dit le *Manifeste* — *par des mesures qui paraissent économiquement insuffisantes et contradictoires, mais qui se dépassent elles-mêmes au cours du mouvement qu'elles poussent en avant* » ; dans les pays capitalistes développés, ces mesures opèrent sur une base économique dans l'ensemble directement « socialisable » parce que déjà *complètement* capitaliste, et font de ces pays un levier pour la transformation, plus lente et plus complexe, des aires où prédomine encore la petite production urbaine et agricole. D'autre part, Préobrajensky prétendait appliquer les « lois » de ce prétendu mode de production *au cas particulier* de la Russie, où la dictature *politique* du prolétariat se trouvait en face d'un capitalisme encore vert, entravé par le poids de rapports pré-capitalistes, sinon patriarcaux et naturels ; c'est-à-dire à un cycle où la dictature était au contraire condamnée, sur le plan économique, à pousser le capitalisme en avant, tout en le tenant par la bride pour le faire servir à la construction des *bases économiques,* mais des *bases* seulement, du socialisme.

Cette tentative doublement illusoire aboutissait fatalement à éliminer du cadre de l'analyse les véritables protagonistes de l'histoire, *les classes et leurs rapports de force, variables et compliquées,* qui constituaient le véritable problème que le débat interne du Parti devait résoudre. Il est vrai que Lénine, en 1922, avait demandé aux communistes d'apprendre à être de bons commerçants ; et que Trotsky, en 1923, avait rappelé que l'attention théorique du Parti devait « *redescendre plus à fond des questions étroitement « politiques » aux ques-*

(26) *Les perspectives de la NEP, op. cit.,* p. 98.

tions économiques », *à* l' « *étude rigoureuse et* scientifique *des faits et de leurs relations quantitatives et qualitatives* », en dépassant le stade des « *généralisations révolutionnaires sommaires* » (27). Mais il s'agissait, dans le premier cas, de faire cet apprentissage *dans le cadre* et en fonction de principes programmatiques *inchangés ;* et dans le second, de sortir du « praticisme » borné dans lequel tombait un parti absorbé par les tâches d'administration et de gouvernement (voir *Cours Nouveau),* pour *retourner* aux fondements de la théorie et de la science marxiste, en s'appuyant sur eux pour affronter *tous* les problèmes ardus de la transformation économique — indissociable de la question *sociale* et donc *politique,* de la question de classe.

Sur la pente de la *Novaya Ekonomika* (et tout autant, bien que sous une autre forme, dans les écrits de la même époque de Boukharine) le rapport tendait au contraire à s'inverser, malgré les intentions de tous les protagonistes de la furieuse polémique de 1924-26 : au lieu de le détruire, la « science » fournissait des armes au « praticisme » administratif. Les graves et dramatiques problèmes des rapports de forces entre les classes en lutte dans l'arène de la Russie post-révolutionnaire et du monde qui l'entourait s'estompaient, et se réduisaient finalement à des problèmes de politique des prix (« libres » ou de monopole), de politique douanière et fiscale, de rythmes d'accumulation dans l'agriculture et l'industrie, de niveau des salaires et de productivité du travail. Tout tendait à devenir une question d' « administration ». Finalement, les succès ou les insuccès de la lutte de classe du prolétariat russe et mondial seront mesurés à l'aune de la plus ou moins grande rapidité avec laquelle le phare de la planification et de ses « lois objectives » envahit et chasse l'ombre sinistre du marché et de ses « régulateurs » spontanés ; c'est en suivant ce critère que le stalinisme distribuera félicitations ou exhortations, et qu'il habituera les prolétaires du monde entier à voir dans le triomphe des plans quinquennaux et dans leurs feux d'artifice de chiffres *leur propre triomphe,* en dépit de toutes les défaites subies sur le terrain de la lutte de classe. L'ironie féroce de l'histoire voudra que, une fois l' « industrialisme d'Etat » (28) réalisé, Staline accomplira un miracle sur la lancée théorique des généralisations de la « gauche » de Préobrajensky-Piatakov, condamnées « en principe » et appliquées en fait : il décrètera non seulement que la loi de la valeur n'avait jamais été supprimée en URSS, mais que sa persistance dans un régime où le « socialisme » régnait déjà était parfaitement légitime et conforme à la doctrine ; et qu'ainsi, même si (suprême échappatoire et concession involontaire à Préobrajensky) le secteur des bien de production ne produisait plus de marchandises, le *régulateur de l'économie tout entière* était la loi de la valeur, c'est-à-dire de l'échange mercantile. On arrivait là au seuil de ce que notre parti a appelé « la grande confession », l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS. Mais personne, surtout pas les trotskys-

(27) Préface à *Grundfragen der Revolution,* Hamburg, 1923, pp. XIII-XIV.

(28) Cette expression est de nous. Pour toute cette partie, voir notre texte *Dialogue avec Staline.*

tes (et pour cause), n'a vu que cet aveu en contenait un autre : dès lors qu'on avait perdu la boussole *politique* du marxisme révolutionnaire, l'application du « principe de planification » et de la « loi de l'accumulation primitive socialiste » à la structure économique de la Russie de 1921-1926 ne pouvait *qu'exalter*, tant dans la structure que *dans la superstructure*, ce développement capitaliste qu'on prétendait avoir freiné et, finalement, empêché.

⁂

Ces remarques permettent de comprendre que l'attitude des Préobrajensky et des Piatakov devant le « retournement » de Staline était *déterminée d'avance*. Ils s'étaient courageusement battus en 1926-1927 sur le front *politique* de la lutte contre le « socialisme dans un seul pays », mais ils s'étaient braqués avant tout sur les questions *économiques*, en se préoccupant essentiellement du schéma et des rythmes de l'industrialisation et des conditions de son développement optimal. Il était fatal que dès l'annonce de la campagne contre les koulaks et la « bourgeoisie en tant que classe en général », dès l'annonce du lancement des grandioses plans quinquennaux, ils aient cru que leurs propres conceptions théoriques allaient enfin être réalisées, et que, oubliant les raisons mêmes — classistes et internationalistes — de leur opposition incessante au stalinisme, ils s'alignent d'une façon ou d'une autre sur la « ligne générale » du Parti.

(à suivre)

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :

- **La méthode de la lutte de classe**
  - *Ou préparation électorale ou préparation révolutionnaire (262)*
  - *Décrispation et pluralisme pour renforcer l'austérité (264)*
  - *Pour un premier mai prolétarien (265)*
  - *Travailleurs français-immigrés une seule classe ouvrière (270)*

- **Luttes revendicatives et syndicats**
  - *La grève des dockers en Allemagne (262)*
  - *Dans les syndicats, le ménage continue (265)*
  - *Faire face aux nouvelles attaques de la bourgeoisie et de l'opportunisme contre les foyers de travailleurs immigrés (266)*
  - *Renault, arsenaux, Moulinex, etc., luttes trahies (270)*

- **Solidarité avec les luttes anti-impérialistes**
  - *Contre l'intervention des casques bleus au Liban (264)*
  - *Solidarité avec les masses opprimées du Liban et de Palestine (265)*
  - *Les exigences de la lutte contre l'impérialisme (268)*
  - *Sens et portée de la lutte contre l'impérialisme (269)*

- **Dans le monde**
  - *La Turquie sur un volcan (261)*
  - *La Chine, bond en avant vers le plein capitalisme (265)*
  - *La législation « antiterroriste » en Allemagne et en Italie (265)*
  - *Magnifique essor des luttes en Amérique latine (270)*

- **Critique politique et théorique**
  - *Origine et idéologie des Brigades Rouges (264)*
  - *M. le professeur Ellenstein est un réformiste conséquent (265)*
  - *L'eurocommunisme, cet antimarxisme (266)*
  - *Ou invariance de la théorie ou démocratisme - Sans direction de parti pas d'action révolutionnaire (A propos du groupe « Combat Communiste ») (268 et 269)*
  - *Lettre à des lecteurs d'Afrique Noire (270)*

Le numéro : 2 F. Abonnement annuel : 40 F ; pli fermé : 60 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris. Distribué par les NMPP.

Brochures "LE PROLÉTAIRE"

1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens .. (2 F)

2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme ..... (2 F)

3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (3 F)

4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb ! ..... (épuisé)

5 - Question féminine et lutte de classe ..... (3 F)

6 - Qu'est-ce que le socialisme ?
(Socialisme scientifique contre « Socialisme national » algérien) ..... (4 F)

7 - La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan) (4 F)

8 - Violence, terrorisme et lutte de classe ..... (4 F)

9 - Elections et gouvernement de gauche, mystification bourgeoise ..... (4 F)

10 - Postiers en lutte (Créteil, janvier 78) ..... (5 F)

BON DE COMMANDE

à retourner aux
EDITIONS PROGRAMME
20, rue Jean-Bouton
75012 PARIS - FRANCE

● **Veuillez me faire parvenir :**

— les numéros suivants de la revue « Programme Communiste » : .....

— les publications suivantes : .....

— un abonnement d'un an à (spécifier si pli fermé) .....

● **Ci-joint en paiement un chèque de :** **à l'ordre de F. Gambini**

● **Nom et adresse :**
(en capitales SVP)

Sur la révolution en Amérique latine

L'article *Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine,* paru dans le n° 75 de cette revue, a pu susciter chez le lecteur l'impression qu'il y avait, entre l'étude analytique de certains aspects de l'évolution économique et sociale du continent, et les conclusions *politiques générales* du chapitre final (« La révolution en Amérique latine »), un *saut* que les éléments statistiques donnés ne justifient qu'en partie ; et d'autre part que la perspective révolutionnaire à relativement brève échéance qu'on y traçait (« la classe ouvrière doit lutter [...] pour soulever et entraîner sous sa direction les masses travailleuses paysannes et urbaines dans la révolution *agraire et anti-impérialiste,* qui n'est pas *sa propre* révolution de classe, mais une condition *nécessaire* — bien que non encore suffisante — sur la voie de son émancipation, et qui sera d'autant plus *radicale* qu'elle pourra être dirigée par le prolétariat ») pèche par un schématisme excessif. Quelques explications nous semblent donc nécessaires.

L'impression de « saut » provient du fait que l'analyse économique et sociale ne traite qu'une partie de la question. D'abord, elle se limite au secteur industriel et urbain, sans toucher la structure économique et sociale dans les campagnes, aire extrêmement variée, complexe et déterminante pour l'appréciation globale des perspectives révolutionnaires. Ensuite, les données statistiques brutes ont elles aussi besoin d'être interprétées, et elles ne peuvent l'être par référence à un modèle « pur » de capitalisme mûr, comme celui de la majorité des pays européens, des Etats-Unis ou du Canada, mais doivent être rapportées à un ensemble de facteurs spécifiques, *à la fois « locaux » et internationaux,* qui débordent largement le simple domaine économique.

Que démontrent en effet les tableaux statistiques accompagnant l'article ? Que, mesuré à l'étalon disons *européen,* le pourcentage des travailleurs industriels dans l'ensemble de la population active est encore relativement faible dans la majorité des pays latino-américains,

et même inférieur à celui de la force de travail employée non seulement dans l'agriculture mais aussi dans le secteur tertiaire (commerce et services) ; que le nombre moyen d'ouvriers par entreprise est lui aussi relativent modeste ; et que tous ces déséquilibres se reflètent dans une urbanisation « pathologique », caractérisée par l'entassement dans les villes de masses qui, ne trouvant pas de travail dans les secteurs *productifs*, sont obligées de vivre — ou plutôt d'essayer de survivre — d'activités marginales, irrégulières, où elles sont surexploitées. Une analyse qui voudrait déduire mécaniquement le poids *social et politique* du prolétariat industriel en Amérique latine de sa maigre consistance *numérique* serait cependant incorrecte. Car ce poids est différent dans des aires à structure bourgeoise consolidée à travers un long processus historique, comme l'Europe ou les Etats-Unis, et dans des aires dont la structure archaïque, essentiellement paysanne, est violemment secouée par leur insertion dans le marché mondial et par la greffe, *dans le contexte de l'impérialisme mondial,* du capitalisme moderne sur le tronc de cette vieille structure. Dans ce second cas, ce qui se présente — dans l'absolu — comme une arriération économique et sociale peut se changer, et souvent se change, en son contraire. Ainsi, on a vu l'Allemagne, arrivée en retard dans l'arène du grand capitalisme, traîner pendant longtemps le boulet de graves inerties historiques dans les campagnes et jusque dans les villes, et tirer précisément de l'existence et de l'*exaspération* de ces déséquilibres une formidable impulsion pour l'expansion de la grande industrie et aussi pour la radicalisation des antagonismes de classe.

Il n'existe pas de niveau minimum, de seuil *absolu* dans l'importance numérique de la classe ouvrière comme condition de son poids social et politique. Pour déterminer ce poids, il faut plutôt voir à quelle point la structure traditionnelle de base se désagrège sous la pression de facteurs davantage *externes* qu'internes, perd sa stabilité, et cesse d'agir comme un bouclier protecteur par rapport à ses composants. Et il est évident que l'action de ces facteurs dissolvants est d'autant plus radicale que le capitalisme se jette sous ses formes les plus modernes et les plus aguerries sur une structure économique et sociale archaïque. Depuis Lénine et Trotsky, cette affirmation est un axiome pour les marxistes : si le prolétariat industriel russe, numériquement faible, a pu prendre et exercer *seul* le pouvoir à la tête des paysans, s'il a pu pousser jusqu'au bout la révolution bourgeoise la plus radicale et envisager le saut vers le socialisme dans la perspective (qui malheureusement ne se réalisa pas) de l'embrasement de l'Occident par la révolution prolétarienne « pure », *ce n'est pas malgré, mais grâce à l'arriération économique de la Russie tsariste dans le cadre mondial de l'impérialisme.* C'est de la même façon que s'explique le rôle *objectivement* déterminant de la jeune classe ouvrière chinoise en 1926-27.

L'Amérique latine ne fait pas exception à la règle. Ainsi la Bolivie, pays essentiellement *agricole* et à agriculture *arriérée,* présente cependant une tradition de luttes ouvrières ; non seulement cette tradition n'est pas en contradiction avec l'arriération *générale* de la base écono-

mique, mais elle y plonge les racines de son extraordinaire *continuité* et de sa *violence*. A l'aspect « pathologique » de l'appareil productif considéré dans son ensemble correspond ici une polarisation *avancée* des alignements sociaux et une radicalisation *avancée* des antagonismes de classe. Dans une conjoncture révolutionnaire *non locale*, l'existence d'une tradition continue de conflits de classe violents pourra élever le poids social et politique du prolétariat bolivien à un niveau *sans aucun rapport* avec les données de la statistique *économique*, ni même avec le degré de développement des forces productives. En Argentine, les ouvriers industriels sont relativement peu nombreux, et de plus employés surtout dans des usines qui, à l'échelle « européenne », ne sont pas très grandes ; mais leur concentration dans quelques agglomérations urbaines de taille moyenne et où les frémissements de la révolte courent déjà, tant parmi les masses qui ont afflué là dans le vain espoir de trouver un travail stable, que parmi la petite bourgeoisie, intellectuelle ou non, menacée de prolétarisation, multiplie incroyablement leur capacité de lutte et, potentiellement, de subversion : on le voit déjà aux révoltes ouvrières répétées de Cordoba et autres villes. Le tableau statistique du Brésil montre un déséquilibre criant entre l'évolution capitaliste dans les villes, et en partie même dans les campagnes, dans les zones d'implantation coloniale et postcoloniale, et la léthargie pluriséculaire des aires immenses d'établissement archaïque. Mais c'est justement sur ce terrain que mûrissent les conditions d'un cataclysme social qui entraînera certainement dans la lutte des masses gigantesques de paysans pauvres et sans terre, et en général de déshérités, mais dont le protagoniste *ne peut être* que le prolétariat, aussi faible qu'il soit numériquement. La vague de grèves de mai dernier, après dix années de paix sociale complète, en est le signe prémonitoire.

Même l'urbanisation pathologique des vingt dernières années, dont il est difficile de dire si elle est due davantage au processus rapide d'érosion de l'agriculture traditionnelle ou à l'implantation des formes les plus modernes de pénétration impérialiste, et dont l'hypertrophie du secteur tertiaire n'est qu'un *reflet*, joue dans ce sens. Certes, elle enrobe aujourd'hui le noyau prolétarien de la population des villes brésiliennes ou mexicaines d'une épaisse couche amorphe et difficilement organisable de « prolétaires en haillons » ; par la formation d'une puissante armée industrielle de réserve elle crée cependant les conditions d'un nouveau bond en avant du processus d'industrialisation dans des zones névralgiques du continent. Ce n'est pas un hasard si le capital étranger, moins intéressé que dans le passé par la rente foncière et surtout minière, et davantage par le profit industriel de la grande industrie, non limitée à la production des biens de consommation, se tourne avidement vers ces zones : le Brésil d'un côté, le Vénézuéla de l'autre.

Ainsi donc, on ne peut pas déduire de données purement économiques le poids politique et social de la classe ouvrière dans l'ensemble de la société. En ce qui concerne maintenant les perspectives révolutionnaires, nous ajouterons les remarques suivantes.

L'arriération de l'Amérique latine et le fait qu'elle varie d'un pays à l'autre ne doit pas nous empêcher de voir que — contrairement à l'Asie à l'époque du « grand réveil de la Chine » et à plus forte raison à l'Afrique d'aujourd'hui — ce continent constitue un bloc *relativement homogène.* Cela ne signifie pas que les entraves et les inerties héritées de son passé pré-capitaliste ont disparu — loin de là ! — mais qu'elles subsistent, avec une résistance qui décroît, dans le cadre d'une *évolution générale capitaliste* à laquelle aucun pays n'échappe et qui leur imprime à *tous* des caractéristiques *communes.* Un réseau serré d'intérêts et de relations *économiques, commerciales, politiques et financières* s'étend sur ce bloc, le rendant toujours plus perméable aux influences du monde moderne. Ce réseau, qui a son centre à Washington, est aujourd'hui le véhicule de la domination de l'impérialisme yankee, mais il sera demain — *ne serait-ce que* pour des raisons *objectives* — le conducteur du courant à haute tension d'un mouvement de classe à l'échelle *continentale ;* il est infiniment plus serré et continu que celui qui reliait l'Europe centrale à la Russie en 1919-23 : dans une situation révolutionnaire, la gigantesque classe ouvrière nord-américaine ajoutera son poids à celui de la classe ouvrière latino-américaine et, dans une conjoncture favorable, leur poids *combiné dépassera* de loin leur simple somme. Cela, ce ne sont pas les statistiques économiques de l'Amérique latine qui peuvent le dire ; mais les sismographes sociaux ne manqueront pas d'enregistrer le phénomène, quels que puissent être ensuite ses développements et conséquences.

Ne voit-on pas, aujourd'hui déjà, les éléments les plus avancés en combativité et en instinct de classe du prolétariat yankee provenir de l'armée industrielle de réserve latino-américaine ? Et n'y a-t-il pas là, inconsciemment, un « rendu » pour l'apport que ce prolétariat a pu et su donner il y a de longues années à la classe ouvrière naissant au sud du Rio Grande ? Ce n'est pas seulement une proximité *géographique et historique,* facteur par ailleurs non négligeable, qui lie les deux moitiés d'un continent substantiellement *un* : c'est une continuité *de classe,* prolétarienne autant que bourgeoise. Est-il donc irréaliste de penser — dans une optique non immédiatiste — que le réseau fébrilement tissé par le grand capital des Etats-Unis transmettra demain *dans les deux sens,* du sud au nord et du nord au sud, le flux des tensions sociales alimentées par les déséquilibres mêmes qui, dans des cycles historiques défavorables, avaient pu freiner leur circulation ?

On nous objectera peut-être que c'est là une chanson de l'avenir. Effectivement. Mais ce sont les durs faits de l'histoire et non notre volonté ou nos souhaits qui imposent une perspective *à long terme.* Sur l'histoire sociale de l'Amérique latine, si agitée qu'elle ait été et continue à être, pèse, non tant l'arriération et les déséquilibres de sa structure économique et sociale que, plus encore que sur le reste du monde, le *retard* des conditions *subjectives* de la révolution et avant tout de la formation du parti de classe.

Dans ces conditions, toute « perspective » révolutionnaire à court

terme *est* abstraite et c'est de la démagogie de s'en faire, comme toutes sortes de formations politiques soi-disant de gauche, le propagandiste. Sans la présence *déterminante,* et donc l'influence, du parti, on ne peut envisager l' « hypothèse » d'une révolution. Ni d'une « révolution agraire et anti-impérialiste » dirigée par le prolétariat, comme celle que la partie finale de l'article cité semble poser comme *obligatoire* à brève échéance pour toute l'Amérique latine. Ni d'une révolution prolétarienne *continentale,* qui devra certes prendre en charge d'immenses tâches « impropres » (chose que la révolution prolétarienne devra faire *partout,* bien qu'à des degrés très différents), mais qui ne renoncera pas pour autant à être *pleinement socialiste,* avant tout sur le terrain *politique* mais aussi, bien que plus lentement et moins directement, sur le terrain économique. Il faut considérer l'Amérique latine *dans son ensemble* et non pays par pays si on veut parler, sur la trace de l'Appel de l'Internationale Communiste de 1920, de « révolution américaine ». Cette Amérique latine ne part pas de la *cote zéro,* d'une révolution bourgeoise encore à faire ; elle se trouve déjà au niveau *intermédiaire* d'une révolution bourgeoise faite *par en haut, non poussée jusqu'au bout, et donc repliée sur elle-même ;* elle ne se trouve pas en marge de la zone de capitalisme ultra-développé, mais en étroite liaison avec elle. Son jeune prolétariat doit parcourir tout le chemin qui sépare encore les conditions subjectives de la révolution de ses conditions objectives. Au cours de ce trajet, qu'aucun expédient ne permet de franchir d'un bond, c'est le développement même de l'impérialisme qui poussera en avant le processus de dissolution des structures économiques et sociales archaïques ; la répétition sans doute fréquente de « golpes » militaires alternant avec des expériences réformistes à la Allende démontrera la capacité du mode de production capitaliste à faire travailler dans un cas les forces mêmes de la conservation agraire (comme l'armée) à leur propre *dissolution,* et, dans l'autre, à utiliser jusqu'à l'impuissance congénitale de la petite bourgeoisie ; et les tensions internes de la société latino-américaine deviendront d'autant plus aiguës que le continent s'intégrera davantage au marché mondial des marchandises et, surtout, du capital.

Voilà la perspective dans laquelle il faut se placer. Il serait évidemment criminel de la part de notre parti d'ignorer l'importance des tâches que le prolétariat victorieux, et l'organe indispensable de cette victoire et de sa consolidation, son parti, auront à affronter en Amérique latine dans des aires immenses non encore fécondées par la vieille taupe capitaliste. Mais il serait désastreux de s'enfermer *dès à présent* dans l'horizon soi-disant obligatoire d'une révolution bourgeoise *radicale.* Il ne faut pas oublier que, même dans le schéma classique de la « révolution en permanence » construit par Marx et Engels pour une Europe *à peine à la veille* du passage de la société féodale autocratique à la société bourgeoise démocratique (et l'Amérique latine est beaucoup plus avancée), le prolétariat ne pouvait devenir la force dirigeante d'un tel passage qu'en orientant *son programme et son organisation* sur l'étoile polaire du socialisme, sur le *véritable* objectif pour lequel il entre dans la lutte aux côtés de cou-

ches sociales hétérogènes. Il ne faut pas oublier que si Lénine a pu dicter au prolétariat d'un pays encore féodal (et l'Amérique latine ne l'est plus) les « deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique », c'est uniquement parce qu'il avait les yeux fixés sur cette boussole. Il ne faut pas oublier que là où le mode de production capitaliste et la société bourgeoise se sont implantés depuis longtemps — même dans des conditions imparfaites — il est encore mille fois plus nécessaire de ne pas s'orienter sur le premier terme (radical-bourgeois et démocratique) mais sur le *second terme* (prolétarien et socialiste) d'un binôme qui est destiné à apparaître toujours plus comme un monôme si on le regarde *à l'échelle, non de tel ou tel pays détaché du reste, mais du continent entier.*

Sans doute, une « révolution agraire et anti-impérialiste » semble correspondre à la réalité *visible* aujourd'hui ; c'est ce qui alimente les théorisations guévaristes ou pseudo-guévaristes (dans les cas les moins mauvais), et les variantes affadies de la théorie stalinienne de la « révolution par étapes » (dans les pires). Ce terrain est non seulement celui des mouvements politiques de la petite bourgeoisie *en général* — couche privée, même dans ses expressions les plus radicales, d'une vision authentiquement anti-capitaliste et internationaliste — mais aussi, *intrinsèquement,* celui sur lequel se place l'action courageuse des Tupamaros. Or sur ce terrain, il ne peut y avoir de *révolution agraire,* il peut seulement y avoir des *réformes ;* il ne peut y avoir de *révolution anti-impérialiste et continentale,* mais seulement des *révoltes :* Cuba le confirme. A moins de prendre ses désirs pour des réalités, on doit d'ailleurs prévoir que si une vague d'insurrection prolétarienne se faisait jour au cours de ces mouvements et de leur radicalisation, et passait au premier plan, elle ne pourrait déboucher que sur une tentative généreuse mais vouée à l'échec.

La perspective plus lointaine qui est la nôtre, *la seule matérialistement fondée,* implique le parti enfin ressuscité, fort d'une large influence dans les rangs d'un prolétariat renforcé quantitativement et qualitativement par une société bourgeoise qui aura attaqué sérieusement dans ses fondations l'héritage d'un passé archaïque, et agissant dans le cadre d'une crise capitaliste mondiale. Ce parti ne pourra pas diriger la classe ouvrière d'Amérique latine vers l'assaut contre un impérialisme qui a pénétré dans tous les pores de la société, qu'ils soient agraires ou non, ruraux ou urbains, ainsi que vers une transformation profonde des rapports économiques et sociaux des campagnes, sans lui donner comme objectif *sa propre* révolution. Cette révolution, « continentale » et anti-impérialiste par excellence, qui mûrit au sein d'une aire économique labourée en tous sens par le mouvement irrésistible de l'expansion capitaliste, est inséparable de la révolte des plèbes paysannes et urbaines ; mais elle sait que la solution de *leurs* problèmes séculaires de vie et de travail suppose *elle aussi* la destruction de tous les rapports mercantiles et salariaux, et de tous les Etats érigés pour les défendre. On espère évidemment qu'elle embrasera avant tout les pays à forte concentration et tradition prolétarienne ; mais où qu'elle éclate, cette révolution trouvera dans le choc violent

avec le réseau capillaire de l'impérialisme les conditions matérielles d'une diffusion rapide à tout le continent ; cela sera d'autant plus vrai que les révolutionnaires marxistes auront tenacement préparé les conditions subjectives de cette extension, qui devra finir par investir et renverser les forteresses de la contre-révolution aux Etats-Unis. C'est bien pourquoi il est si important de considérer dès à présent les problèmes, difficiles certes, de la préparation révolutionnaire en Amérique latine dans cette optique *non restrictive.*

C'est dans cette perspective, qui renverse le schéma vaguement esquissé dans la partie finale de l'article sur les *Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine,* que nos camarades doivent travailler. Dans cette optique, la future révolution *continentale* prolétarienne, partie intégrante de la révolution prolétarienne *mondiale, est la règle,* et des révolutions *locales,* « agraires et anti-impérialistes » dirigées par le prolétariat, constituent *l'exception ;* elle implique pour le parti de classe la critique radicale des mythes révolutionnaires petit-bourgeois, mais en même temps l'attention la plus vigilante pour les problèmes des couches sociales qui les alimentent. C'est en travaillant dans cette perspective que le Parti se rendra capable d'être la direction organisée non seulement de la classe ouvrière, mais du magma des sous-classes et demi-classes qui, sans le savoir, attendent d'une révolution qui n'est pas « la leur » l'épilogue victorieux de leur drame social.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - $ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - $ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - $ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM